

**GRIPPE A:**  
**MANIPS ET FRIC**

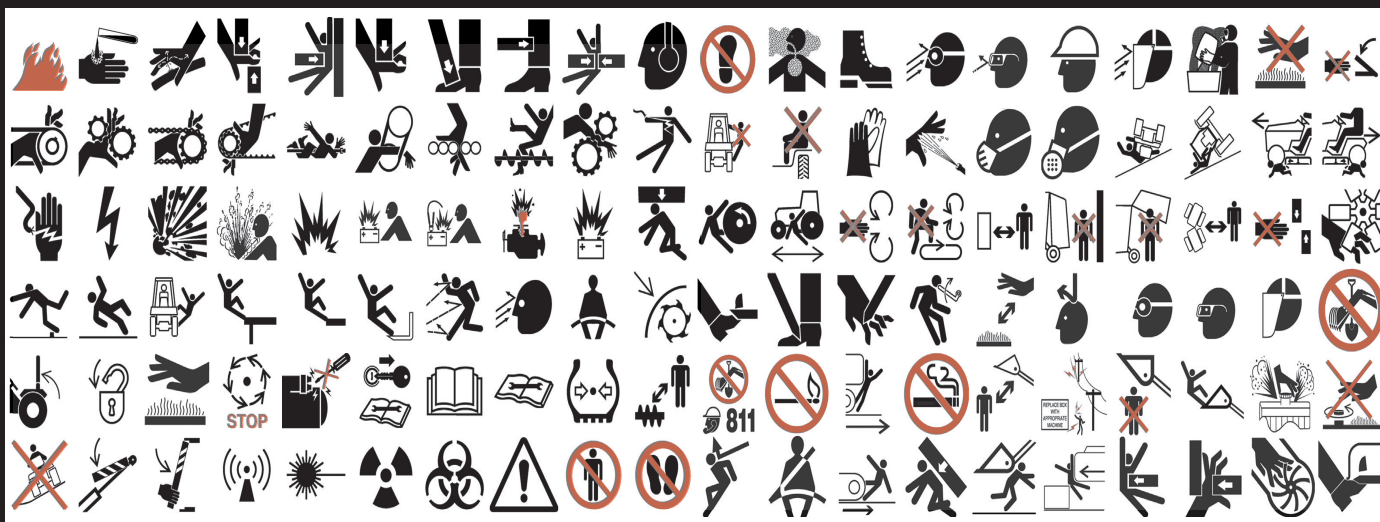
**FRANCE TÉLÉCOM:**  
**TRAVAILLER ET MOURIR**

**INTERNATIONAL:**  
**AUSTRALIE, PORTUGAL, PALESTINE**

**DÉBAT:**  
**LA QUESTION DU POUVOIR**



# DANGER TRAVAIL



# Comment fonctionne Courant Alternatif (C.A.) ?

Un week-end par mois, une **Commission-Journal** (CJ), est organisée dans une ville différente, pour préparer le numéro suivant. Peuvent y participer des sympathisant-e-s intéressé-e-s au même titre que les militant-e-s OCL de la ville en question et que des représentant-e-s des autres groupes de l'OCL. Chaque CJ a pour tâche de critiquer le numéro précédent, de discuter les articles proposés par des gens présents ou non; d'en susciter d'autres en fonction des événements et des souhaits émis par les groupes ou des individu-e-s. En outre, chaque CJ débute par une réunion où sont prises des décisions concernant les activités de l'OCL. Le collectif organisa-

teur rédige, immédiatement après la CJ, un compte rendu politique et technique le plus précis possible, puis, pendant les deux semaines à venir, assure le suivi de ce qui a été décidé pour le journal (liaisons, contacts, etc.); et c'est lui qui écrit l'édition en fonction de la discussion dans la CJ ou d'événements qui se produisent après.

Si vous souhaitez assister et participer à l'une de ces réunions de préparation et de discussion sur le journal (elles sont largement ouvertes), écrivez à **OCL/Égrégore - BP 1213 - 51058 Reims cedex, afin de pouvoir vous y rendre.**

## COMMENT CONTACTER

### l'Organisation Communiste Libertaire ?

#### ALSACE

oclstrasbourg@gmail.com

#### BRETAGNE

Clé des Champs

(ne pas mentionner OCL)

B.P. 20912, 44009 Nantes cedex 1

oclnantes@free.fr

Saint-Nazaire

ocl.st-nazaire@wanadoo.fr

#### BOURGOGNE

oclsens@yahoo.fr

#### CENTRE

La Commune, B.P. 1228

45002 Orléans cedex

#### ÎLE DE FRANCE

oclidf@gmail.com

#### LIMOUSIN

ocl.limoges@voila.fr

#### MIDI-PYRÉNÉES

OCL c/o Canal Sud

40, rue Alfred Duméril

31400 Toulouse

ocltoulouse@sfr.fr

#### NORD

OCLB c/o La Mouette Enragée,

B.P. 403

62206 Boulogne s/mer cedex

#### CHAMPAGNE-ARDENNES

OCL c/o Égrégore, B.P. 1213

51058 Reims cedex

#### NORMANDIE

CRAS, B.P. 5164

14075 Caen cedex

ocl-caen@orange.fr

#### PAYS BASQUE

Acratie, BP 23, 64130 Mauléon

ocl-eh@orange.fr

#### POITOU

OCL-Poitou@orange.fr

#### RHONE-ALPES

« Courant Alternatif »

c/o Maison de l'Écologie,

4 rue Bodin 69001 Lyon

ocl-lyon@laposte.net

Valence

ocl-valence@hotmail.fr

#### SUD-EST

La Galère, BP 74217,

06131 Grasse cedex

*Écrire au journal pour : Figeac*

OCL c/o Egégore

BP 1213 - 51058 Reims cedex

Courriel : [oclibertaire@hotmail.com](mailto:oclibertaire@hotmail.com)

## pour S'ABONNER à C.A.

**Abonnement 1 an (10 numéros + 2 hors série)  
30,00 euros**

Sans les numéros spéciaux ... .. 25 euros

Tarif réduit ... .. 18 euros

(pour toutes sortes de fauché-e-s)

Abonnement de soutien ... .. plus de 30 euros

Abonnement à l'essai (3 n<sup>os</sup>) ... .. 5 euros

**Gratuit: 1 numéro sur demande**

En nombre pour la diffusion:

2 ex. ... .. 45 euros

3 ex. ... .. 65 euros

5 ex. ... .. 100 euros

10 ex. ... .. 180 euros

Chèques à l'ordre de « La Galère »

OCL/Égrégore, B.P. 1213 - 51058 Reims cedex

Pour tout abonnement international :

N° IBAN : FR76 1562 9029 0100 0347 8804 060

N° BIC : CMCIFR2A Pour tout paiement postal indiquer comme ordre

EGREGORE

Site web :

<http://oclibertaire.free.fr/>

## Sommaire

**Edito** ..... p 3

### Société

Grippe, manip et fric ..... p 4

Le ministère de la santé "débloque" ..... p 6

H1 N1 à l'école ..... p 6

### Le travail tue !

France Telecom, souffrance au travail ..... p 7

Travailler à en mourir ..... p 9

Le travail c'est la santé ..... p 11

### Social

Seuls les luttes rendent la Poste invendable ... p 12

"Pour le développement industriel et de l'emploi" p. 12

La fin de l'automobile (l'exemple allemand) p. 14

### Big Brother !

Chronique du contrôle et de la répression ..... p.18

### Touchons le fond

Ni le mouvement social, ni le "pouvoir populaire"

ne règlent la question politique ..... p. 20

### Livres

Le monde du travail aux Etats-Unis ..... p.24

La Boloïvie d'Evo ..... p.25

### Sans frontière

Australie : les réformes du droit du travail p. 26

Portugal :

le mouvement des professeurs du secondaire p. 27

Palestine :

Derrière l'occupation,

l'exploitation capitaliste ..... p. 28

### Notre mémoire

1918, les Conseils ouvriers en Bavière ..... p.31

Ce numéro a été préparé à Caen

La commission journal de décembre

aura lieu à Saint-Nazaire

**Courant Alternatif**

DECEMBRE 2009

Com. par. : 0610G86750

Mensuel

Communiste Libertaire

Correspondance :

OCL/Égrégore

BP 1213, 51058 Reims cedex

Pour les seules obligations

légales :

Dir. publication :

Nathalie Federico

Imprimerie :

Graphéco, Le Mans

Imprimé sur papier recyclé

# DITO

La menace est supposée d'une telle gravité que même l'Organisation Mondiale de la Santé a émis un bulletin d'alerte mondiale à la pandémie. « Mieux vaut trop de précaution que pas assez » ne manque pas de nous rassurer R. Bachelot : ministre rose bonbon de la santé à propos de la grippe A et de son virus H1N1.

Le risque est sérieux et le danger grave. L'ennemi est là, sournois, il avance masqué derrière la grippe dite saisonnière. Pour nous sortir de nos questionnements et incertitudes, de nos refus et nos résistances, la ministre de la santé publique décompte les morts au journal télévisé de 20 heures. Le gouvernement a dû emprunter aux armées ses modes opératoires et de communication : « Vaccinez-vous » remplace « engagez-vous ». La gestion de masse des populations par « bassin » est sous la responsabilité des préfets. Les groupes sont ciblés, répertoriés avec des priorités, d'abord les volontaires. Le bon de vaccination remplace l'ordre d'enrôlement. Au-delà de l'acte médical, on voit là aussi le rôle bienfaiteur et protecteur de l'état, qui a su anticiper et planifier pour nous les dégâts de cette guerre bactériologique venue d'ailleurs. Comme dans toute guerre, des priorités économiques ont été retenues et des mesures d'exceptions envisagées, pour maintenir la continuité de l'économie nationale. Pour ce faire le gouvernement agira par décrets ou amendements, contre les lois du travail en vigueur. Cet Etat protecteur permettra même, non de fusiller, mais de licencier « pour l'exemple » tout contrevenant ou réfractaire à sa politique de santé.

Hier, la bourgeoisie liée aux marchands de canon, poussait à la guerre, aujourd'hui elle est avec les trusts pharmaceutiques et leurs généraux en blouses blanches infiltrés dans les centres de décisions humanitaires, ministériels et technocratiques.

En octobre, partis de gauche, d'extrême gauche et syndicats ont organisé un référendum citoyen, pour sauver et défendre notre service public de la Poste, mis à mal par les libéraux au pouvoir. Et tous de dénoncer la désertification territoriale, mais aussi les horribles et insoutenables méthodes de management : augmentation des cadences, harcèlement, licenciements, mobilité, flexibilité conduisant au suicide. Bref une dénonciation des nouvelles normes d'intensification du travail appliquées partout dans le monde d'Australie en Pologne, du Portugal... en France tant dans le secteur privé que public. Hypocrites gesticulations car nombre de ceux qui ont préparé cette votation, hier au gouvernement avec la gauche plurielle ont ouvert la voie vers la privatisation de France Télécom ou d'Air France, préparé la casse de tous ces services publics que ce soit la Poste, EDF/GDF ou encore la Santé. Ils ont acquiescé à l'ouverture du marché de la poste et autres entreprises publiques ou semi publiques. Ils ont accentué l'intensification du travail pour le profit du capital en instaurant les 35 heures sans embauches conséquentes avec la complicité des bureaucraties syndicales appointées par les caisses noires de l'Etat et du patronat.

Si les élections pouvaient changer les choses, elles seraient interdites disait le camarade vitamine ; il en est de même de la votation citoyenne. Le récent exemple « légal » celui-là fut celui du référendum sur le traité constitutionnel européen que ces chiens de garde politico-syndicaux du capital défendaient. La victoire du NON fut cinglante et qu'en est-il advenu !

Il n'est pas étonnant de voir les politiciens d'hier, les yeux sur les prochaines élections dévoyer et isoler les travailleurs pour les enrôler dans des illusions électoralistes d'acteurs citoyens.

Comment s'en remettre à l'état protecteur sans voir qu'il est un instrument d'exploitation et de soumission des salariés. Qui pousse les salariés à se suicider à France Télécom, à Renault... après leur avoir imposé des conditions de travail de plus en plus dégradées ? Qui met en place la flexibilité et une précarité de plus en plus exacerbée si ce n'est l'Etat : l'employeur de ces fonctions publiques ! Comment s'en remettre à un Etat tor-

tionnaire, totalitaire et liberticide, qui chaque jour s'illustre à défendre les intérêts de privilégiés du capital. L'Etat est une machine à broyer non seulement les salariés sur leurs lieux d'exploitation mais aussi un système de destruction social. Dans les usines ou ailleurs, la peur doit prédominer. Peur du chômage, peur du jeune, peur de l'étranger, peur du virus... dans ou hors de l'usine le stress et la peur se doivent de nous isoler. Un Etat qui génère un totalitarisme soft pour rassurer l'électeur, mais brutal contre tout se dresse devant lui pour réclamer justice et égalité sociale. Etat qui n'hésite pas dans sa traque à passer du champ professionnel au champ individuel, voire à fracturer l'intime.

La souffrance au travail, payée par l'esclave salarié, ou non, n'est pas une nouveauté, elle a toujours accompagné l'accumulation du capital. Si les gestionnaires publics et patron privés sont responsables du lourd tribut payé par les prolétaires, les bureaucraties syndicales par leurs stratégies de désespérance, sont toutes aussi coupables. Après tout, les privatisations d'aujourd'hui ne sont elles pas comme les nationalisations d'après guerre le même instrument de régulation étatique du capital ? N'est-ce pas la même logique inversée dans les nouvelles conditions du capital mondialisé qui amène ses gestionnaires à agir de la sorte ? En 1945, la bourgeoisie financière avait choisi la guerre, la capitulation et la collaboration pour défendre ses intérêts. Discréditée au sortir de la guerre, De Gaulle et la bourgeoisie accédant au pouvoir d'état utilisèrent habilement l'Union Nationale pour reconstruire l'économie. L'Etat prend alors toute sa place dans les secteurs clefs : chemins de fer, charbonnages, électricité...et nationalise. Que nous dit Sarkozy notre président chantre du libéralisme : travaillez plus pour gagner plus, quand il y a une grève on ne la voit pas etc etc. « Retrouvez vos manches ...La grève est l'arme des trusts » haranguait Thorez en 1945, alors secrétaire du Parti Communiste Français et ministre de la fonction publique. Hier on appelait à se sacrifier pour l'Etat et le capital national aujourd'hui, mondialisation oblige, la bourgeoisie libérale voit dans l'Etat et ses services : obstacles et freins au développement et à la valorisation de son capital.

L'état n'est pas un simple et neutre médiateur, il est un outil d'asservissement contre les salariés, avec ou sans emploi avec ou sans papiers.

Nous sommes solidaires des travailleurs qui crient leur colère, contre les privatisations et pour la défense du service public, mais nous nous devons d'aller au delà : l'Etat, quels qu'en soient ses gestionnaires, y compris révolutionnaires, ne sera jamais dans le camps des exploités.

Oui nous devons défendre la Poste, l'hôpital etc, mais le rapport de force doit se construire dans tous les services publics et en même temps.

Ce n'est pas contre les privatisations que nous devons nous battre mais contre les dégradations de travail et de vie que nous subissons et dans l'unité Public/Privé.

Nous n'avons pas d'autres choix, nous devons construire tous ensemble un rapport de force par les luttes sociales, pour rendre coup pour coup et arrêter cette machine capitaliste infernale.

Caen le 28 11 0 2009. 7340

**La souscription pour Courant alternatif est toujours ouverte !**

**Par ailleurs le prix du mensuel n'a augmenté que de 0,20 centimes malgré le passage de 24 à 32 pages.**

**Il est même moins cher qu'il y a une dizaine d'années ! Pour faire face à cette augmentation de pages et à un tirage plus important (1500 exemplaires aux nmpp) le prix va passer à 3 euros. Mais pour l'instant, celui des abonnements reste le même. Profitez-en !**

# Grippe : manips et fric

*Très tôt cet été, la grippe porcine dite grippe A, a fait les gros titres des médias accompagnée par les prestations de Bachelot, ministre de la santé et des sportifs, sur les mesures sanitaires à prendre dans le cadre national. Les souvenirs du sang contaminé ou de la canicule planeraient-ils encore ? Cette fois-ci personne ne pourra reprocher à nos gouvernant(e)s ne n'avoir rien fait. Les semaines passent, on découvre que le devoir de précaution déborde largement le cadre de mesures sanitaires. Pendant que les médecins conseils du ministère de la santé faisaient rentrer l'argent pour les trusts qui les appointent, le gouvernement (et les patrons) a instrumentalisé ce risque pour attaquer et restreindre un peu plus les droits des salariés.*

## De la grippe porcine à la grippe A

Le virus de la grippe dite « saisonnière » mute par lui-même au fil des années et des saisons tuant sereinement bon an mal an entre 3 000 et 6 000 personnes. Victimes : les populations dites les plus fragiles. Les connaissances de ce virus sont assez étendues pour suivre ses mutations naturelles. Avec la politique concentrationnaire des élevages, à buts productivistes, l'usage intensif de produits médicamenteux par les réseaux vétérinaires ou autres pour le plus grand profit des trusts pharmaceutiques, on peut considérer que le virus de la grippe porcine H1N1 comme le précédent H5N1 (grippe aviaire) est la conséquence, une production du système capitaliste.

Présentée comme une menace grave à dimension mondiale, la grippe dite porcine a amené l'OMS (organisation mondiale de la santé) à émettre un avis d'alerte mondiale. L'épidémie se déclare au Mexique (à La Gloria), haut lieu d'élevages intensifs de porcs pour la multinationale « Smithfield ». 31 millions de porcs dans ses élevages repartis dans de nombreux pays de par le monde. En France, ses marques les plus connues : Caby, Cochonou, Bridou etc. Ce roi du cochon est aussi le roi de toutes les suspensions. Il a été à plusieurs reprises accusé de ne pas respecter les règles d'hygiène. Raison pour s'implanter dans les pays pas trop regardants dans ce domaine et permettant une forte rentabilité bien entendu. Bien sûr, abrités derrière leurs experts, les dirigeants de la firme soutiennent que le virus ne se transmet pas par la consommation de porc. Comme la communication de ces trusts de viande et

cochonailles de porcs et puissante, cette grippe porcine est devenue au fil des semaines la grippe A avec son virus H1N1. Ainsi, face à la puissance des lobby pharmaceutiques via les experts médicaux qu'ils rémunèrent, l'OMS ne pouvait que déclarer le risque de pandémie mondiale.

Aux USA, la chaîne CNN dénonce et accuse l'ex secrétaire d'état de G Bush de s'être enrichi grâce aux actions qu'il détenait dans la société Giléad lorsqu'il y était président. Giléad a créé le Tamiflu devenu l'anti-viral de référence contre la grippe A.

## Une instrumentalisation à des fins politiques.

Evidemment le mois de Juillet est plus propice à jouer du temps, du soleil et des congés attendus que de traquer et lire les circulaires ministérielles. Il en fut ainsi du plan « Pandémie nationale ». Des recommandations faites aux entreprises et aux administrations pour la continuité des activités économiques et des services publics et de la prévention sanitaire en période de pandémie. Le 3 juillet, la direction générale du travail (DGT) du ministère du travail publiait une circulaire « pandémie grippe ». A la lecture de la circulaire les dispositions en faveur des entreprises se propagent plus vite que le virus attendu. Il en va de « la survie de l'économie nationale des entreprises et de la sauvegarde de l'emploi ». Le clairon est sorti, la charge est sonnée. La pandémie décrétée ministériellement dans sa phase 5b ou 6 permettra à l'employeur « d'adapter l'organisation de son entreprise et le travail de ses salariés », cette réorganisation, pourra se faire unilatéralement sans concertation. Et bien sûr,

le « refus du salarié, sauf s'il est protégé, constitue une faute pouvant justifier le licenciement »

Mieux vaut trop de précautions que pas assez nous expliquent nos gouvernants. C'est vrai que l'ennemi est sournois. Le front est mouvant. Mais l'attaque, certaine et redoutée est attendue. Octobre s'effile et toujours pas de pic viral. Peu importe. Branle bas de combat, la guerre de classe continue, le pouvoir étend l'intox sur la grippe et ses prétendues conséquences par d'habiles manipulations pour conditionner les populations par la peur. La baudruche ministérielle se dégonfle, mais, au nom du principe de précaution, on traque et programme les ripostes et la position à tenir au cas où. On stocke masques et vaccins par millions et on codifie militairement les comportements à tenir contre les désordres sociaux-économiques à venir. Tel le ministère du travail avec ses mesures d'exceptions citées plus haut, où les entreprises seront même habilitées à s'échanger des salariés valides pour maintenir leurs productions.

Des injonctions similaires sont apparues au ministère de la justice. Les délais de détention provisoire passeraient de 4 à 6 mois, toutes les audiences seraient confiées à un seul magistrat, les droits des personnes gardées à vue seraient réduits etc. Autant de mesures de « précautions sanitaires » dénoncées comme mesures d'exceptions par le syndicat de la magistrature dans une lettre ouverte au garde des sceaux qui y voit « la volonté de créer une justice d'exception par ordonnance.

Les préfets sont missionnés pour la mise en place de plans de vaccinations de masse selon des bassins d'emplois. On

catégorie les populations et constitue des groupes prioritaires réquisitionnables pour aller combattre le virus H1N1. Manœuvres de bataille pour une mise en condition de guerre bactériologique. La bourgeoisie instrumentalise le virus par des peurs pour mieux manipuler et affûter ses armes anti-sociales. Dès la pandémie décrétée, les priorités arrêtées seront impératives. Dans l'enseignement on programmera la fermeture de classes voire d'établissements. Un seuil de cas défini et recensé et, l'établissement sera neutralisé par le préfet. Mais pour éviter les désordres et plaisirs engendrés parmi les élèves, l'ordre et le civisme passeront par internet et les télé enseignements. Télé enseignement, télé travail, la toile un moment espace de liberté et d'échange se refermera alors sur tous et sur chacun (Du moins le pensent-ils). Des « précautions anti-grippales » aussitôt dénoncées par les enseignants et des parents d'élèves. Derrière ce principe de précaution précisent-ils se profile la mise en place d'un test qui, s'il répond à la situation de crise pourra par la suite être étendu et alors répondre à la politique de suppression de postes dans l'éducation nationale.

Le « figaro » journal porte voix du gouvernement et de son maître à l'Elysée dans son annonce sur la mise en place du « plan national » rappelle la limitation et l'interdiction des réunions de toutes sortes et de déplacements individuels limités en cas de pic de pandémie.

Voici peu, c'est au nom de l'anti-terrorisme que l'on mettait en place les mesures censées nous protéger : Vidéos surveillances, soldats armés avec les plans Vigipirates à tout les coins de rues etc.

Pour faire perdurer ces mesures militaires et leurs justifications idéologiques à l'heure où les terroristes islamistes sont relégués dans des grottes afghanes -nous dit-on ?- et l'ennemi intérieur anarcho-autonome circonscrit dans le limousin, le gouvernement se devait de nous entretenir d'un danger imminent et redoutable : la grippe A au nom de code H1N1. En effet toutes les mesures prises pour notre survie et celle de l'économie française s'inscrivent dans le processus de peur, d'une guerre sournoise qui se voudra bactériologique.

### Pendant la grippe, les profits explosent.

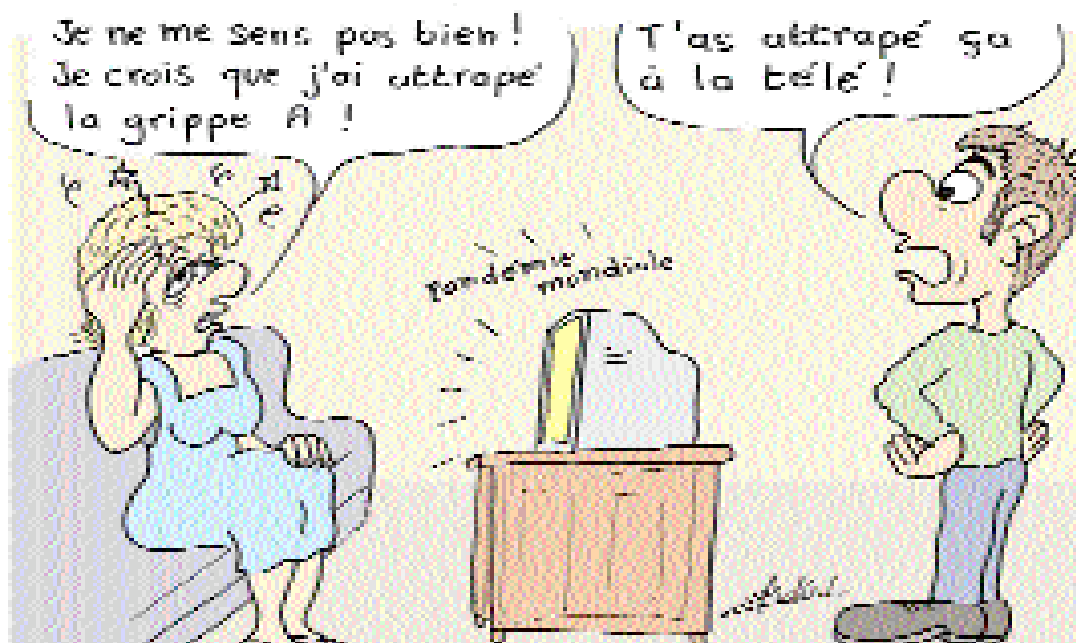
Il faut dire que depuis les premières prestations de notre ministre de la santé en Juin, la polémique est acerbe entre ceux qui justifient les mesures accompagnant la venue de la pandémie et les précautions à prendre et, ceux qui mettent en doute les risques encourus, s'interrogent sur son ampleur annoncée ou sur l'infiltration des ministères de la santé européens, voire, de l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé, institution de l'ONU) par les trusts pharmaceutiques. En effet leurs profits explosent. Les cours de groupes comme Novartis, Roche et autres ne cessent de grimper. Des milliards de doses de vaccins à vendre, de masques, de solutions pour se désinfecter les mains etc. 1 milliard d'euro annoncé en 2009 par le groupe GSK. 470 millions d'euros pour le groupe Novartis autre fabricant...

En France, 94 millions de doses de vaccins commandés soit 871 millions d'euros plus les dépenses annexes. Cette vaccina-

tion proposée aux français est le Loto attendu par les firmes pharmaceutiques. Une dépense qui remplit leur tiroir caisse. Comment ne pas s'étonner sur cette propagande de vaccination, sur cette dépense non fondée lorsque l'on sait que le gouvernement et ministère de la santé s'appuie sur le GEIG (groupe d'Expertise et d'Information sur la Grippe) pour agir ! Ce groupe d'experts médical est financé à 100% par les laboratoires fabricants les vaccins contre la grippe. Comment croire à la politique de santé de Bachelot dans ce domaine quand son conseiller scientifique n'est autre que le président de ce groupe d'experts du GEIG. On comprend mieux la profondeur de ses conseils lorsqu'il répétait à longueur de média « Il est important de se faire vacciner ». Il est vrai que notre sommité médicale experte auprès de la ministre de la santé et par ailleurs professeur de médecine au CHU de Lyon est aussi conseiller de la directrice de l'OMS pour les risques pandémiques. Et cette éminente sommité à la solde des trusts de nous expliquer « lorsque je donne un conseil à la ministre de la santé en matière de stratégie de vaccination, je garde toute mon indépendance ».

On comprend mieux pourquoi en « toute indépendance » aussi, le gouvernement et le ministère de la santé omet la contribution des médecins et trusts pharmaceutiques lorsqu'il faut renflouer le fameux et fumeux « trou » de la sécu.

MZ le 25 10 2009 Caen



# Le ministère de la santé «débloque»

Le projet d'arrêté de fermetures des blocs opératoires pratiquant moins de 1500 actes annuels poursuit et accentue la guerre menée par les gouvernements successifs contre les hôpitaux de proximité de taille réduite. La dernière loi dite «Bachelot» ne fait que généraliser les pratiques antérieures, en les rendant plus opérationnelles avec la mise sur pied d'un pouvoir pyramidal et antidémocratique dont les ARS (Agences Régionales de Santé) sont le pilier. M. Vallencien voilà quelques années s'en prenait à environ 113 blocs dont certains sont déjà fermés ! et aujourd'hui c'est encore l'escalade avec 182 annoncés en plus. Obernai, Ruffec, Champagnole, Aubagne, Albi, Castelnaudary, la plupart des hôpitaux bretons de taille moyenne ou petite, Clamecy, Châtillon sur Seine, Belley, Gap-Sisteron, Paris Bellan, Briançon, Boulogne Billancourt, Chalon, Decazeville, Die, Lisieux, Montceau-les-Mines, Montluçon, Thouars, Vouziers... sont face à des menaces de destructions partielles ou totales de services chirurgicaux. Des centaines de structures hospitalières sont démantelées et fragilisées, et la chirurgie est désormais assurée pour plus des 2/3 par le privé où sévissent souvent dépassements d'honoraires et parfois dessous de table. Certaines localités n'ont plus d'offre publique de santé et les patients sont confrontés à d'intolérables pressions financières supplémentaires, ce qui va encore réduire les nécessaires interventions pour beaucoup de nos concitoyens.

Une nouvelle fois l'idéologie dominante - à nos yeux irresponsable- de restructurer et de concentrer les structures sanitaires sévit. L'intérêt des personnes et des territoires est une nouvelle fois ignoré, les personnels ne sont pas consultés, les élus locaux non plus. L'accès égalitaire à une santé de proximité n'existe plus. Le maillage territorial sanitaire que l'étranger

nous enviait devient peau de chagrin. On désertifie des territoires entiers, on augmente les zones blanches sanitaires... et on accentue les dépenses, les risques, les temps d'accès aux soins, en multipliant des transferts, ce qui est en plus écologiquement stupide. Pire on laisse de côté les personnes les plus isolées, les plus démunies, qui ne consultent plus ou moins : 15 % de français ne consulteraient déjà plus, 20% des consultants ont disparu là où on a déjà procédé à des regroupements reconnaissent les présidents de CME (Commissions médicales d'établissements).

L'hôpital pivot ou central n'en profite guère. Au contraire les files et temps d'attente s'accroissent, et souvent pour des besoins sanitaires bénins qui auraient largement pu être traités localement. Les personnels - déjà de moins en moins nombreux- sont stressés, sous pression, et sont condamnés à faire plus vite et forcément plus mal l'accueil et les soins nécessaires.

La Coordination nationale condamne fermement ce projet d'arrêté comme elle condamne toute la politique territoriale en matière de santé menée depuis une quinzaine d'années. Il faudrait rétablir une vraie démocratie sanitaire, partir des besoins des personnes (usagers et personnels) et des territoires, faire jouer à plein le principe de subsidiarité traiter ce qu'on peut sur place, c'est-à-dire la très grande majorité des demandes) et orienter vers des sites spécialisés et plus dotés les rares cas qui le nécessitent. Et surtout augmenter considérablement le recrutement des personnels et veiller à ce qu'enfin ils soient mieux répartis territorialement. Bref une toute autre politique, nettement plus courageuse, qui profiterait enfin aux principaux intéressés, les utilisateurs (patients, usagers, familles et proches) et tous les personnels des structures sanitaires.

## H1 N1 à l'école

Le virus H1N1 serait particulièrement contagieux chez les enfants et les jeunes. Fin août, le Ministère de l'éducation nationale a sorti une circulaire sur la prévention des risques de contagion dans les établissements scolaires.

Des affiches ont donc fleuri dans les toilettes des bahuts pour expliquer l'intérêt de se laver régulièrement les mains pendant 30 secondes, et de la nécessité de jeter ses mouchoirs en papiers dans les poubelles ! Les personnels de santé sont venus expliquer aux enseignants les risques encourus et les gestes de prévention indispensables : toujours se laver les mains... avec des démonstrations alliant le geste à la parole durant les réunions de prérentrées...

Les parents d'élèves de France et de Navarre ont reçu moult consignes via leur progéniture. Les établissements du secondaire ont dû recenser les adresses courriel des élèves ou de leurs parents pour assurer l'envoi de travail en cas de pandémie et de fermeture des établissements. Les conseils pédagogiques ont consacré leurs premières réunions de l'année à réfléchir sur la « continuité pédagogique » via les nouvelles technologies (Internet, SMS), ou comment continuer à faire cours en cas de blocage viral du système éducatif !

Derrière les discours alarmistes, le fichage généralisé, et l'expérimentation du télétravail, persiste néanmoins la réalité cocasse de l'absence de savon et d'essuie-mains dans la plupart des locaux destinés aux élèves : ainsi le matériel de base pour la prévention (savon + sèche-mains) n'aura été installé qu'après les congés de Toussaint dans nombre d'établissements...

Actuellement les rectorats définissent l'implication des lycées et collèges dans le stockage et la distribution des vaccins, et certains chefs d'établissement sont déjà mobilisés pour répondre à ce nouvel impératif : devenu centre de vaccinations, les établissements scolaires connaissent des réquisitions de personnels notifiées par les préfets, et incitent les familles à faire vacciner leur progéniture.

La mobilisation générale comme nouvelle déclinaison de l'éducation à la santé...



## France Télécom : Souffrance au travail

La spirale dramatique de suicides à France Télécom cet été a projeté sur le devant de la scène médiatique la question de la souffrance au travail. Loin de se limiter à cette entreprise, le phénomène est devenu une question sociale d'ampleur qui dépasse les simples cercles scientifiques des sociologues et psychiatres. Elle interpelle aujourd'hui le monde politique et un monde syndical pas vraiment en pointe sur ce thème.

### Retour sur des suicides

Les suicides à France Télécom n'ont pas commencé à l'été 2009. Depuis le début des années 2000, des indications claires commençaient à remonter par les réseaux syndicaux sur une multiplication de cas de dépression qui pouvaient mener à des suicides. Dès l'année 2000, les représentants syndicaux au CNHSTC avaient alerté la direction et demandé la création d'une commission stress qui a débouché sur des propositions... restées lettres mortes.

Au moment de la deuxième loi de privatisation en 2003, qui consacrait France Télécom en tant que société anonyme de droit commun, la souffrance au travail à France Télécom avait déjà fait la une de la presse. Une sénatrice communiste, Marie-Claude Beaudeau, en charge du dossier France Télécom, avait mis à disposition du personnel un site internet où elle a recueilli près de 4 000 témoignages de salariés. Ces témoignages ont débouché sur des questions écrites au Sénat et sur une conférence de presse le 23 juin 2004. Un journaliste, Dominique Decèze, publiera un livre sur le sujet, « la machine à broyer », enrichi par des interviews de syndicalistes et des rapports de médecins du travail.

Mais si la question n'était pas nouvelle, elle restera confinée à un affrontement interne à l'entreprise, entre quelques syndicalistes et une direction qui ne cessera pas de nier le problème : il n'y a pas de stress à France Télécom !

### Une offensive patronale

Cette situation de souffrance massive dans l'entreprise n'arrive pas par hasard. La première raison de fond est bien sûr la privatisation qui date de 1996. Cette entreprise publique, plébiscitée par les sondages des usagers, avec une forte culture de service public enracinée dans le personnel, doit passer sous les fourches caudines des marchés financiers : la direction de l'époque, appuyée par les gouvernements de gauche ou de droite, n'aura de cesse de pratiquer une rupture brutale pour transformer France Télécom en multinationale.

Le dossier de l'emploi est constitutif de la crise : les 160 000 emplois en 1996, fon-



dront rapidement pour arriver à 100 000 emplois actuellement, alors même que l'entreprise a réintégré des filiales.

Ce sont donc près de 70 000 emplois qui seront sacrifiés en 13 années avec plusieurs plans successifs.

Un premier plan concernera 40 000 salariés avec un dispositif de préretraite à 55 ans sur la période 1996-2006. Très populaire parmi les candidats au départ, ce dispositif va saigner à blanc l'emploi puisque les recrutements seront limités à quelques milliers par an.

Un deuxième plan triennal, le plan NextT sur la période 2006-2008, visait à supprimer 22 000 emplois, sans un quelconque cadre collectif : c'est la multiplication de pressions individuelles sur les salariés pour les pousser au départ, dans des conditions souvent dégradées. L'ambiance dans les services est délétère, c'est la période où s'affichent des objectifs annuels de suppression d'emploi, par établissement, par service, par équipe....

Cette brutalité dans les suppressions d'emploi s'appuiera sur une succession ininterrompue de restructurations, fermetures de services, fermetures de sites... avec des mobilités forcées, des changements de métiers, une casse en règle des collectifs de travail et aussi des collectifs de solidarité.

Enfin, l'offensive patronale s'accompagne aussi d'une offensive idéologique pour briser la culture de service public sur

laquelle s'était aussi construite une culture syndicale contestataire.

### Un management par le stress

France Télécom n'a rien inventé sur le sujet. La direction s'est contenté d'importer les nouvelles formes d'organisation du travail et de management largement utilisées dans les grandes entreprises et d'origine anglo-saxonne.

C'est tout d'abord l'individualisation des salariés avec l'instauration d'objectifs individuels négociés dans un entretien annuel avec le supérieur hiérarchique. Objectifs inatteignables, concurrence entre collègues, fossé croissant entre cadres et employés, ces mécanismes pervers sont érigés en système et conduisent à une « insécurité professionnelle » croissante. C'est la généralisation des primes variables dans les salaires des vendeurs, des cadres, voir de certains techniciens... en liens avec ces objectifs.

Un autre aspect de ce management par le stress, c'est la multiplication des moyens de contrôle de l'activité des salariés. Dans les centres d'appel, ce sont pas moins d'une dizaine d'outils informatiques de contrôle qui sont mis en place pour mesurer le temps de travail, le type d'activité, les pauses, la supervision des managers par des écoutes systématiques. C'est aussi l'introduction obligatoire de script qui règle la relation avec les « clients »... Pour les techniciens, c'est l'obligation d'un « fil à la patte » qui contrôle les déplacements par GPS, les temps d'interventions, les facturations, etc...

L'ensemble de ces outils de management prend évidemment une dimension « anxiogène » dès qu'on les met en rapport avec les suppressions d'emploi : dans une entreprise où subsiste encore 70% de fonctionnaire, un sondage de l'observatoire syndical mis en place par SUD PTT et la CFE-CGC donne 83% de salariés angoissés par la perte de leur travail !

### La création d'un Observatoire

Il faudra attendre juin 2007 pour que deux syndicats, SUD PTT et la CFE-CGC, décide de créer un Observatoire du stress et des mobilités forcées. De fait, la question de

# Le travail tue !

la souffrance au travail a mis beaucoup de temps à devenir un véritable sujet de préoccupation et d'intervention syndicale. Encore aujourd'hui, on peut légitimement s'interroger sur la prudence des confédérations syndicales alors que ce phénomène est massif et qu'il conduit à un nombre significatif de suicides en lien avec le travail.

C'est ce constat, cette difficulté à mettre en mouvement les équipes syndicales et les salariés sur le sujet, qui conduira ces deux syndicats à prendre à bras le corps le problème.

L'objectif était multiple :

- se donner les moyens d'une « expertise » des risques psychosociaux à France Télécom, en lien avec des scientifiques, sociologues, ergonomes, psychiatres...

- mettre en place des outils statistiques, s'appuyer sur des enquêtes auprès des salariés pour évaluer la réalité de ces risques et tenter de dégager des explications du phénomène.

- organiser des formations des équipes CHSCT pour que ces instances jouent leur rôle de prévention, d'alerte, de centraliser les expertises de ces instances.

- tenter des approches des médecins du travail et des assistants sociaux dont les services sont mis à mal par la direction.

- interpellier la direction, les fédérations syndicales et les médias pour mettre sur la scène publique ces questions.

Les premières enquêtes fin 2007 menées ont largement conforté l'étendue de la crise : 66% des salariés se déclaraient stressés et 15% s'estimaient en situation de détresse !

Mais la riposte de la direction ne s'est pas fait attendre : elle s'est installée dans une attitude de déni, critiquant les méthodes « non-scientifiques » de l'Observatoire et refusant de donner toute suite favorable à un débat public.

Du côté des autres fédérations syndicales, c'est un silence assourdissant rompu seulement par des attaques en règle contre l'Observatoire : « On n'observe pas le stress, on le combat ! » voit-on dans des tracts syndicaux. L'Observatoire organisera deux

assises nationales en 2007 et 2008, ostensiblement boycottées par les autres fédérations syndicales.

C'est dans ces conditions que l'Observatoire a décidé, début 2008, de commencer à comptabiliser de la façon la plus précise possible les suicides et tentatives de suicide dans l'entreprise et d'en faire un enjeu médiatique.

## La spirale des suicides

Cette démarche de statistique sur les suicides pose évidemment des problèmes et le sujet divise fortement les syndicats mais aussi les sociologues, les médecins... Y a-t-il un « risque de contagion » à vouloir médiatiser ces drames humains ? Sans doute, mais le risque est limité. Le plus important est de refuser que ces drames se déroulent dans le silence le plus total : un salarié se suicide sur le lieu de travail et pourtant, l'affaire est classée sans véritable débat, cela n'est plus acceptable.

Les suicides ne sont évidemment que la partie émergée de l'iceberg de la souffrance au travail. Mais ils sont très significatifs, d'autant que ces gestes s'accompagnent de témoignages, de lettres mettant en cause directement les méthodes de l'entreprise : mobilités forcées, surcharge de travail, isolement, rupture professionnelle...

Le 13 juillet de cette année, Michel, un cadre aux compétences reconnues, se suicide à Marseille, dans un établissement où les suppressions d'emplois menaçaient son poste. C'était le 18ème suicide depuis début 2008. L'émotion est énorme sur place et l'écho médiatique est immédiat. SUD PTT en a rapidement fait une affaire nationale, d'autant que Michel a laissé une lettre très claire sur les raisons de son geste. Une pétition nationale est lancée sur Internet et recueille 8 000 signatures en quelques semaines.

La suite est connue : sept suicides se suivent pendant l'été avec presque toujours des témoignages indiquant un lien fort avec le travail. La direction multiplie les déclarations scandaleuses, continue à opposer un déni de la situation et c'est le déferlement

médiatique qui met la direction dans une situation de crise majeure, inconnue jusqu'alors.

A l'initiative de SUD PTT, une première journée de grève nationale aura lieu le 10 septembre avec 20% de grévistes, pour exiger des mesures d'urgences afin d'arrêter la spirale des suicides, comme l'arrêt des suppressions d'emploi, des mobilités forcées, des objectifs individualisés, etc... Cette bataille syndicale ne fait pas l'unanimité et les autres fédérations suivent le mouvement mais sans vraiment décider de peser sur la crise.

## La direction veut reprendre l'initiative

Alors que le débat s'enfle sur la scène médiatique, alors que la mobilisation existe avec des débrayages massifs à l'occasion de chaque nouveau drame, le gouvernement fait soudain pression sur la direction pour l'engager dans une négociation avec « obligation de résultat ». Didier Lombard devient un PDG contesté et doit se séparer de son bras droit, le sinistre Louis-Pierre Wenes, cost-killer en chef de l'entreprise. C'est une véritable crise de direction qui s'ouvre, avec en plus l'entrée en lice de Stéphane Richard, le candidat de l'Élysée, postulant au remplacement rapide de l'actuel PDG.

Pour dénouer la crise, la direction a proposé l'ouverture de négociations nationales qui devraient déboucher sur un « nouveau contrat social » en cherchant des partenaires sociaux capables d'avaloir la coulure.

Comme cela était prévisible, la négociation s'étire en longueur et ne débouche sur rien de bien concret. Empêtré dans ces négociations, le monde syndical réagit de façon diverse. Il est étonnant de voir aujourd'hui la CGT par exemple défendre et valoriser les mesurées d'une négociation sévèrement critiquée par sa base.

Mais la crise est loin d'être dénouée.

D'une part, l'enquête nationale réalisée auprès des 102 000 salariés du groupe va sans aucun doute confirmer l'énorme malaise dans l'entreprise et le débat va nécessairement rebondir sur le déni de la direction et la poursuite de la crise sociale.

D'autre part, le gel des restructurations prendra fin au 1er janvier 2010 et les directions sont déjà dans les starting-blocks pour reprendre le rythme frénétique des bouleversements et des suppressions d'emploi.

Enfin, l'avenir de la direction actuelle est désormais très précaire et son horizon risque de se limiter au premier semestre 2010.

D'ici là, les fédérations syndicales devront faire la preuve de leurs capacités à reprendre l'offensive. Il est clair qu'elles devront le faire en construisant un front syndical offensif. Mais rien n'est moins sûr aujourd'hui.

Correspondant France Télécom





## Travailler à en mourir !

Les symptômes d'un mal-être au travail sont à ce point inquiétants que tous les médias s'en saisissent, notamment depuis cette vague de suicides à France Télécom.

Mais la violence du travail provoque bien d'autres ravages. En France, un million de personnes sont victimes de maladie professionnelle, d'accident de travail ou de trajet chaque année. Le coût des accidents de travail représente 3 à 4 % du PIB en Europe. Le « Toyotisme » qui suppose l'adhésion de l'ouvrier(e) aux objectifs de productivité, l'incite à améliorer son poste de travail en limitant les mouvements inutiles et les déplacements non productifs. Depuis son application dans l'entreprise Fenwick, les accidents de travail ont augmenté de 25%.

Un(e) salarié(e) sur huit souffre de troubles musculo squelettiques (TMS), à force de gestes répétitifs ; pour exemple : une caissière de supermarché soulève en moyenne une tonne par jour. 10 % des salarié(e)s deviennent alcooliques, 8% prennent des psychotropes pour tenir au travail.

La seule étude sur la souffrance au travail a été réalisée en Basse Normandie. Elle révèle qu'une personne se suicide chaque jour à cause de son travail (300 à 400 par an).

Un(e) salarié(e) sur quatre dépose ou déposera une plainte au Prud'homme.

Par ailleurs, il n'existe en France qu'un inspecteur du travail pour 10 000 salarié(e)s. De plus, cet inspecteur est tenu au droit de réserve, on ne peut ni publier, ni lire son rapport.

### Violence du travail

Le but des capitalistes est de faire baisser les prix de vente des marchandises, en vue de conquérir de nouvelles parts de marché, tout en augmentant les profits. Obtenir ce double objectif nécessite l'accroissement de la productivité, en rationalisant la production, tout en sacrifiant la force de travail comme variable d'ajustement. 90 % de la population active est salariée, donc soumise aux stratégies financières ou politiques de restructurations et réorganisations. Le capital financier exige des taux de rentabilité sans se soucier de la production, ni de l'humain.

Des changements profonds ont touché le monde du travail depuis plusieurs années. Axés sur une amélioration de la productivité, vers la qualité totale au service des clients, sur la recherche d'un maximum de flexibilité pour répondre aux exigences du marché, ces changements participent à une intensification globale du travail dans tous les domaines d'activité, les entreprises privées comme le secteur public.

La nouvelle gestion publique consiste à faire plus et mieux avec moins... Des critères quantitatifs sont maintenant introduits dans les secteurs publics de relation au public (CAF/Sécu, Hôpitaux, Pôle Emploi, La Poste, les banques...) Les employé(e)s de ces services font face à des injonctions contradictoires intenable : assurer une relation de service de qualité et traiter un nombre de clients très important.

De manière générale, les salarié(e)s sont pris(es) dans l'urgence de tenir coûte que coûte les objectifs inatteignables qui leur sont fixés, avec de moins en moins de moyens pour y répondre. Le compteur du nombre de pièces produites, de personnes reçues ou même d'appels perdus est parfois

à la vue de tous, mettant en concurrence les individus, les équipes ou différents sites d'une entreprise. Les nouvelles formes d'organisation tendent à monter les employé(e)s les uns contre les autres dans la course aux chiffres.

On pouvait croire que « la crise » et la l'augmentation du chômage, aurait reléguée la question du travail au second plan, derrière l'emploi.

Mais ...« La crise sert de laboratoire social à l'envers, elle sert à tester jusqu'où on peut aller dans la flexibilité », comme le dit François Daniellou, en introduction des 16e Journées de Bordeaux sur la Pratique de l'Ergonomie, en mars 2009.

« Il y a dans l'industrie automobile des femmes et des hommes qui appellent un numéro vert pour savoir s'ils travailleront la semaine prochaine. Si la réponse est positive, ils vont être affectés sur un poste qu'ils ne connaissent pas, sur une chaîne qu'ils ne connaissent pas, dans une équipe qui n'est pas la leur ».

« Aujourd'hui, des employés de banque vont recevoir des clients modestes, furieux qu'on leur ait vendu un plan d'épargne en actions destiné à héberger leurs petites économies, quand le CAC 40 était à 6000 points... Les tentatives de suicide dans le milieu bancaire sont l'une des principales sources de demandes d'expertise CHSCT qui nous parviennent ».

« La semaine dernière, on a demandé à des ouvriers français d'arrêter leurs machines, pour écouter dans l'atelier un discours en anglais, traduit par une jolie dame blonde, de la bouche de laquelle ils ont appris qu'ils étaient licenciés »

### Le client roi comme arme suprême

Les salarié(e)s, eux-mêmes consommateurs/consommatrices, sont sommés d'adhérer au système, pour servir le client roi et augmenter le profit de l'entreprise. Pour

tenir cet équilibre impossible entre qualité totale et augmentation de productivité, on trouve les individus qui n'auront pas d'autre choix que de se soumettre. C'est la technique du maillon faible, descendre ses collègues pour convaincre qu'on fera mieux, qu'on pourra exploser ses objectifs.

C'est l'exaltation de la performance individuelle, le dépassement de soi, la satisfaction narcissique de se sentir le ou la meilleur(e).

Améliorer la productivité en reconnaissant aux meilleur(e)s leurs mérites, créer des relations de confiance, de consentement, de collaboration... puis cette excellence devient la norme, et le nouvel objectif à dépasser. La domination capitaliste amène à ce mode d'exploitation exacerbé qu'est le management par

objectif ; objectifs qui sont toujours au-delà du possible et que des gens se crèvent à essayer d'atteindre. Quand ils l'atteignent, l'objectif est déplacé vers plus de résultats, dans une course sans fin... ou jusqu'à la fin du ou de la salariée. Ces « accidents d'organisation » que sont les suicides font partie des dégâts collatéraux dans cette course au profit.

**« Quand on a pressé le citron, on peut jeter la peau.. »**

Les lettres laissées lors des suicides, mettent en cause l'évolution des conditions de travail et les nouvelles techniques managériales. Les conflits internes écartèlent les salarié(e)s, les détruisent dans leur corps, dans leur intégrité mentale, dans leur insertion sociale. L'éclatement des collectifs de travail, la mise en concurrence des personnes, le manque de sollicitude, de solidarité aboutit à une violence sociale que les salarié(e)s retournent contre eux plutôt que



de la retourner contre leur cadre ou leur patron(ne).

Et pour celles et ceux qui ne soumettent pas, l'encadrement n'hésite pas à utiliser le harcèlement moral, les mesquineries, les humiliations, toutes ces paroles qui font sentir qu'il n'y a pas de place pour qui n'entre pas dans le cadre : trop lent(e), trop agé(e), trop consciencieux(se), trop contestataire... les convocations répétées, les horaires modifiés au dernier moment, les heures supplémentaires non payées, la désorganisation permanente du travail qui empêche de le faire consciencieusement, la chasse aux « faux » arrêts de travail. Toutes ces humiliations intégrées, amènent à penser que le tôlier, le cadre ou le DRH a raison...on n'est plus bon à rien !

Quant à ceux/celles qui essaient de s'organiser, la répression syndicale frappe. Ils/elles sont poussés à la faute, ou à la démission. Les entreprises budgétisent les licenciements, elles anticipent le coût des condamnations auxquelles elles devront faire face, car la course au profit ne s'encombre pas du sort des losers. D'autre part les plaintes pour licenciement abusif ou pour harcèlement aboutissent trop tard, voire pas du tout.

## **Pourquoi donnons nous notre consentement à de telle pratiques ?**

Pour Dejours (1) : « le rapport au travail n'est pas anecdotique, il permet de se mettre à l'épreuve de soi pour s'accomplir. Le mépris dans lequel est tenu le travail n'est pas d'aujourd'hui, cela a commencé avec l'esclavage, le servage, jusqu'au taylorisme et au fordisme, et aujourd'hui on est dans un suprême mépris du travail. Cette manipulation...cela ressemble beaucoup à la décadence d'une civilisation. »

On ne nous demande plus de faire un « beau travail », mais de s'en tenir à « la qualité pour le marché et dans le temps du marché » Davezies, 2009(2) : « L'excellence, c'est le juste nécessaire ».

Les organisations ne permettent plus aux salarié(e)s de penser le travail. Les contraintes réduisent les marges de manœuvre et suppriment les moments où on peut réfléchir sur son expérience passée, s'informer des changements à venir, les anticiper et s'organiser en conséquence. Le sentiment d'être nié(e)s dans leurs compétences antérieures, dans leur investisse-

ment dans le travail, d'être fragilisé(e)s dans leur identité professionnelle pose aux salarié(e)s la question du sens du travail et de « soi » dans le système.

Ce n'est certainement pas un hasard si beaucoup des salarié(e)s qui se sont suicidés avaient entre 40 et 50 ans, mis en demeure d'exercer de nouveaux métiers ou de devoir quitter un lieu où ils/elles s'étaient construits des compétences, un tissu social support de régulations collectives, où ils/elles avaient ancré leur vie. Le travail devient totalitaire, il envahit la sphère privée. Le fait de devoir tenir des objectifs intenable, d'être humilié(e), déplacé(e)s, considéré(e)s comme incompetent(e), occupe l'esprit au travail et en dehors, quand ce n'est pas le rapport ou le dossier à clore absolument, qu'il faudra finir à la maison. Les salarié(e)s soumis à la pression constante des profits n'en dorment plus, s'épuisent, sacrifient sur la qualité du travail. Ils ou elles pensent trahir l'éthique du métier, se trahir soi-même.

## **Jeu de dupe entre des salarié(e)s qui croient pouvoir s'épanouir au travail, y trouver leur raison d'être et les capitalistes qui produisent n'importe quoi pourvu que cela rapporte**

Les bourgeoisies européennes n'ont cessé de détricoter les acquis de la classe ouvrière. Le cadre de l'union européenne, permet l'ouverture à la concurrence, puis la privatisation des Services Publics. Ces réformes commencées sous la présidence de Mitterrand ont pris un coup d'accélérateur depuis l'élection de Sarkozy, qui représente une « ligne dure » de la bourgeoisie française.

Après France Télécom, c'est maintenant La Poste qui prévoit pour 2011 une ouverture de son capital de 20%, avec l'idée à terme de la création d'un trust privé de distribution du courrier à l'échelle européenne.

Dans le domaine de la formation et la gestion du chômage, la création du Pôle emploi, avec la fusion des Assédic et ANPE, mais également de l'AFPA et du GRETA permet un contrôle accru des chômeurs/euses, ne leur permettant que des formations souvent réduites, standardisées en fonction des nécessités du marché sans soucis de leurs attentes, de leurs besoins.

A Pôle emploi, les conseiller(e)s n'ont que 12 minutes à consacrer au demandeur(euse) d'emploi ou de formation qu'ils reçoivent. Ils/elles doivent s'ajuster à des paramètres de productivité et financiers et non plus à la qualité du travail fourni, en l'occurrence répondre correctement à son interlocuteur. Un agent de Pôle Emploi explique « On ne peut pas toujours rencontrer le nombre de personnes voulues dans une matinée parce que l'on a des cas complexes, des situations dramatiques. Alors on dit à la personne suivante de revenir un autre jour ou on lui propose de procéder par téléphone. On est obligé de tricher ! ». Des tricheries qui constituent des prises de risque face à une hiérarchie dont les outils de contrôle sont de plus en plus intrusifs et traquent ces ajustements.

« Les tricheries ne sont jamais neutres du point de vue de la souffrance au travail, et au delà, de la santé des travailleurs. La méconnaissance, voire le déni, pire encore la sanction, peuvent avoir des effets désastreux sur la dynamique de l'accomplissement de soi par le travail » (Dejours, 1996).

Dans le privé, cela fait bien longtemps que les organisations syndicales ne mènent plus que des luttes pour sauver ce qui peut être sauvé, pour toucher de plus grosses indemnités de licenciement, ou pour ne licencier qu'une partie du personnel. On ne compte plus les usines délocalisées, là où la main d'œuvre est meilleur marché, les mutations d'une région à une autre, les licenciements sans espoir de retour à l'emploi. Et les plus malins qui croyaient sauver leur emploi en travaillant plus, sans gagner plus, ont subit le même sort, licenciés eux aussi, jetés dehors malgré leur soumission.

## **Nous avons besoin de donner un sens à notre travail, parce que nous ne sommes pas des robots lobotomisés**

Ceux et celles qu'on appelle « les désobéisseurs » parlent de travail et en font. L'Education nationale tentant de leur faire faire n'importe quoi, ils et elles ont décidé d'affirmer une idée de leur métier, et appliquent sans attendre telle ou telle mesure de nature à les rendre fiers de ce qu'ils font.

D'autres commencent à s'organiser, résistent quand ce qu'on leur demande revient à faire un métier qu'ils ne reconnaissent pas. Ces arrangements « avec soi-

même », avec les collègues, ces équipes dans lesquelles le poison de la mise en concurrence n'entre pas, sont des actes de la résistance.

« A France Télécom, les salarié-es reprennent la main. Il aura fallu 24 suicides en 18 mois à France Télécom pour que la révolte des salarié-es impose un tournant dans la politique sociale de l'entreprise. Nous ne savons pas jusqu'où ce tournant va aller, comment les salarié-es vont continuer à peser sur cette situation, mais ce mouvement enclenché depuis la mi-septembre est le plus important depuis 10 ans dans l'entreprise. » (3)

## Guerre de classe

Il n'y a évidemment pas d'intérêts communs entre les capitalistes et les ouvrier(e)s qu'ils emploient, pas plus qu'entre la bourgeoisie et les classes populaires. La violence du système capitaliste est directement liée à une mode d'exploitation, de domination : accroître la « rentabilité » des salarié(e)s, justifier la logique de la concurrence entre employé(e)s d'une même boîte, entre entreprises, poursuivre dans un productivisme sans frein, dans une logique de la performance sans limite. Produire toujours plus de marchandises, inutiles et nuisibles, à

consommer et faire tourner ainsi la machine à profit et à broyer les vies...

L'absence de lieux collectifs, d'opportunité, de débats fait que les gens se retrouvent seuls avec cette violence qu'ils subissent au travail.

Les syndicats restent dans leur majorité, sur un positionnement de constatation, de contestation... en aval finalement des décisions. Ils ne sont plus acteurs du changement, porteurs d'un certain point de vue sur le travail, celui des salarié(e)s.

Il semble indispensable que nous nous réemparions de la question du travail, tel qu'il se joue au quotidien, en pointant les compromis, les arbitrages mutilants, prendre la mesure du coût humain du travail, tant du point de vue physique, cognitif, social, psychique. Cela nécessite en amont un travail réflexif sur des notions aussi essentielles que celles de performance, de qualité, de santé, de prévention mais surtout de ce que produit le travail du côté de la production, de la santé, du bien-être. En bref, qu'est-ce qu'on produit et pour améliorer quoi ?

C'est à celles et ceux qui travaillent d'imposer leur rythme ! De dire ce qui est convenable ou non !

## Faire des suicides au travail une question politique !

Il faut inverser le rapport de force, et pas seulement sur le salaire ou les risques de licenciement mais sur cœur du sujet : le travail lui-même. En parler, donner un sens global, social, collectif, politique à cette violence : bref de se défendre et de rendre les coups.

Prendre en charge l'organisation de la révolte, la mobilisation d'un contre-pouvoir collectif, remettre un peu de lutte de classes dans le rapport de domination, être capables de dire : ça suffit ! Ni maladie, ni accident, ni mort au travail!

Odile, ocl Caen

(1) Christophe DEJOURS psychiatre dans « La mise à mort du travail », série documentaire de Jean-Robert Viallet.

(2) Philippe DAVEZIES est enseignant-chercheur en médecine et santé du travail à l'université Claude-Bernard Lyon I

(3) Verveine ANGELI du syndicat Sud à France Télécom : [institut.fsu.fr/lettre mensuelle](http://institut.fsu.fr/lettre mensuelle)

## Le travail c'est la santé

Être réactif, créatif, participatif, oser, entreprendre, se remettre en cause, travailler seul, travailler en réseau, zéro stock et zéro défaut, travailler sous tension, être toujours joignable, rationalisation, faire deux choses en même sens, faire trois choses en même temps, gérer son temps, stimulation, émulation, flux tendu, être franc, productivité, être direct, s'investir personnellement, faire siennes les valeurs de l'entreprise, profil comportemental individuel, se penser comme entrepreneur autonome, être mobile, saisir les opportunités, travailler son employabilité, reconnaître ses fautes, mettre en valeur ses savoir-faire, mettre en avant son savoir-être, individualisation, gratification, individuation, méritocratie, atomisation, se passer d'amis, se passer de collègues, se passer de confrères, se penser en concurrent, la vie est concurrence, société du risque, harcèlement, motivation, se taire, faire le dos rond, attendre, prendre sur soi, mur du silence, ne penser qu'à soi, incompréhension, s'isoler, placardisation, se faire violence, sombrer, ne vivre enfin que par la mort que l'on se donne...

Depuis quelques semaines, France Telecom est sur la sellette. Une vague de suicides, une « mode » pour reprendre l'expression indécente de son directeur, a poussé les médias à s'intéresser à la façon dont les entreprises gèrent leur « modernisation », leur « adaptation » à un monde hyper-concurrentiel. On sait ce que le capi-

talisme doit à l'organisation scientifique du travail : la rationalisation, la division du travail, la parcellisation des tâches, la perte de sens du travail concret. Mais pour que cela fonctionne, il faut formater les individus. Comme l'écrivait Gramsci, à propos du fordisme, « En Amérique, la rationalisation a déterminé le besoin d'élaborer un nouveau type d'homme adapté au nouveau type de travail et de processus productif. » Un

**PROLO, VA FALLOIR PAYER POUR TES ACCIDENTS DU TRAVAIL !**



homme déshumanisé, réduit à l'état de robot. Louis-Ferdinand Céline décrit l'entreprise moderne dans Voyage au bout de la nuit avec ces mots : « J'ai vu en effet les grands bâtiments trapus et vitrés, des sortes de cages à mouches sans fin, dans lesquelles on discernait des hommes à remuer, mais remuer à peine, comme s'ils ne se débattaient plus que faiblement contre je ne sais quoi d'impossible (...) Quand ils vous parlaient on évitait leur bouche à cause que le dedans des pauvres sent déjà la mort. »

L'histoire du mouvement ouvrier est aussi l'histoire d'une lutte sans relâche pour que l'inhumanité ne conquière définitivement la sphère industrielle. Faire que le travailleur ne soit plus un numéro ! Valoriser le fait que sans la débrouille et l'entraide, sans les accommodements au quotidien, sans les « coups de main », l'entreprise rationalisée ne pourrait fonctionner. D'où l'importance des syndicats et des collectifs de travail. D'où la volonté ferme du patronat de briser toute capacité de riposte collective des travailleurs. La logique du système capitaliste et du management repose sur l'atomisation des travailleurs. Il est à l'image de notre monde qui réduit les êtres humains à n'être que des citoyens-consommateurs.

« Le monde comme il va » sur <http://patsy.blog.free.fr>

# Seules les luttes rendront la Poste invendable

Le référendum, un substitut à la lutte ?

Si le « comité national contre la privatisation » réclamant un débat public et un référendum est parvenu à réaliser une opération significative et marquante, la mobilisation des personnels de La Poste n'a jamais été véritablement au rendez-vous, plus particulièrement lors de la dernière journée du 24 novembre qui a constitué un véritable échec avec à peine vingt pour cent de grévistes. De son côté, le gouvernement avance prudemment mais sûrement en mettant en avant un changement de statut qui ne rimerait pas forcément avec une privatisation en s'appuyant, comme le fait la direction de l'entreprise, sur le texte ressortant des débats du Sénat « garantissant » une composition cent pour cent public du capital. Alors, malgré l'immense succès de la votation du 3 octobre 2009, comment peut-on expliquer une telle désaffection ? Ce qui frappe au premier abord, c'est le décalage de cette votation qui a mobilisé deux millions trois cent mille personnes se prononçant très massivement contre la privatisation, et l'absence de mouvement notable des salariés sur cette question. Est-ce à dire que ceux-ci soient indifférents à ce changement ? Ont-ils plutôt le sentiment qu'il ne s'agisse que d'un bouleversement de plus ? En effet depuis notamment ces trois dernières années, les restructurations et les réorganisations se succèdent à un rythme sans cesse plus infernal, renforçant toujours plus les objectifs de rentabilité de l'entreprise, avec les conséquences bien imaginables sur les salariés. Le maître mot des patrons : toujours plus d'in-

**Depuis plusieurs mois, le projet de privatisation ou de changement de statut de La Poste pointe en filigrane de l'actualité sociale et politique. Malgré l'attachement de la population et de ses salariés au maintien du statut de l'entreprise, force est de constater que la mobilisation est loin d'être à la hauteur de l'enjeu.**

dustrialisation des méthodes de production pour ce qui concerne le courrier, toujours plus de performance commerciale pour les guichetiers ou les conseillers de la Banque Postale, sans parler des conditions de travail des plates formes téléphoniques qui se multiplient comme des petits pains.

## Des tôleurs offensifs.

Dans tous les secteurs, la tension est à son comble. Les réactions se font au gré des réorganisations qui, dans une entreprise de cette taille, se font au coup par coup. Ainsi, de nombreux postiers ont été concernés ces dernières années par de nombreux mouvements locaux, quelque fois âpres et déterminés mais butant toujours sur un patronat de choc, qui rendrait presque Sarkozy sympathique, mais souffrant surtout d'un cruel et paradoxal isolement au sein de l'entreprise. Ainsi, les conflits se succèdent, géographiquement et chronologiquement diffus à des degrés variables de détermination

selon les traditions locales de lutte. La stratégie de la direction de décliner localement ses restructurations, de les remettre en cause par de nouveaux changements alors qu'elles sont à peine assimilées par le personnel, abouti à l'épuiser dans des luttes dispersées, quand il y a réaction ou tout simplement à le désorienter par leur nature même. Pour exemple, dans un centre de distribution de la Marne, les positions et les casiers avaient été changés pendant la tournée des facteurs ! On quitte un bureau pour rentrer dans un autre à quatre heures d'intervalle. On est bien loin du travail tranquille de l'imaginaire collectif ou de l'image d'Epinal véhiculée par « Bienvenue chez les Ch'tis ». Pour coller à l'ambiance un Roméro ou un Cronenberg planterait infiniment mieux le décor que notre naïf Danny Boon ! Par sa stratégie d'ensemble, son management quotidien, la boîte garde la main en généralisant le stress et la résignation, ne butant ponctuellement que sur des mobilisations réactives et vaines. Le débat souhaité sur l'avenir de l'entreprise publique reçoit ainsi, un écho limité dans le personnel, tant les conditions de travail quotidiennes s'alignent, depuis des années, sur le standard des entreprises privées. De plus, les projets de nouvelles organisations pour 2010, avec ou sans privatisation, alourdissent le climat et renforcent les incertitudes. Cette course à la rentabilité, par restructurations successives, prépare de fait la privatisation avant que celle-ci ne s'inscrive dans la loi. Ainsi, quelque puisse être la force d'un mouvement d'opinion comme la votation du 3 octobre, il ne pourra arrêter un gouvernement et une entreprise qui ne pourront freiner leurs ardeurs libérales que face à un rapport de force sérieux. C'est justement ce qui a manqué car la réaction d'ensemble seule capable de mettre en échec la direction n'a jamais été au rendez-vous.

Christophe/Marne.

## «Pour le développement industriel et de l'emploi»

Le 22 octobre 2009, la CGT organisait à Paris une manifestation «Pour le développement industriel et de l'emploi». Une manifestation entrant dans le cadre de la préparation de son 49<sup>ème</sup> congrès et surtout une réponse confédérale à la manif du 17 septembre à l'initiative des entreprises en lutte.

### Face à la crise, Sarkozy mise sur les syndicats

Rompant avec les habitudes de ses prédécesseurs, Sarkozy avait reçu les partenaires sociaux dès les premiers jours de son quinquennat, en mai 2007, pour leur proposer de les associer à l'élaboration d'une série de réformes. Il a multiplié depuis les rencontres avec les dirigeants de la CFDT, de la CGT, de FO, de la CFE-CGC et de la CFTC, séparément, ensemble ou lors de sommets sociaux. «Il y a toujours des relations très confiantes avec la CFDT. Mais on a instauré pour la première fois des relations de même nature avec la CGT», explique Raymond Soubie, conseiller du président. Les diri-

geants des grandes centrales syndicales apprécient que Sarkozy ait repris l'idée de la CFDT d'un Fonds d'investissement social, celle de la CGT d'états généraux de l'industrie, ou obtenu que l'Organisation mondiale du travail soit désormais invitée aux sommets du G20. Les syndicats ont aussi été associés à la mise en oeuvre de l'extension du chômage partiel, pour éviter les plans sociaux, ou au traitement local des restructurations industrielles. Raymond Soubie se félicite de ce que les syndicats aient eu «depuis le début de la crise un comportement totalement responsable» et qu'ils aient «condamné les extrémistes. Il faut comprendre que les syndicats ont besoin d'occuper le terrain contestataire. C'est une de leurs missions et s'ils ne l'occupaient pas, d'autres le feraient». (Sources : Reuters)

### Les 5 propositions de la CGT pour une politique industrielle moderne

Le 13 février 2009, la CGT sortait un document où elle exposait en 5 principes les bases d'une

nouvelle politique industrielle dont le préambule est «La CGT défend une conception moderne de l'industrie s'appuyant sur une réelle revalorisation du travail et des qualifications, la place de territoires et la dimension européenne».

- Priorité au développement des ressources en emplois et en qualifications («La politique industrielle doit être une politique territorialisée», «Nous proposons en même temps de mettre en oeuvre prioritairement la «Sécurité sociale professionnelle» dans l'industrie»)

- Accroître l'effort de recherche et d'innovation («Il serait nécessaire de réduire le nombre de «pôles de compétitivité» et les transformer en véritables «pôles de développement» en y impliquant les banques, la Caisse des Dépôts, les fonds de formation et les comités d'entreprise. Nous proposons de créer des «Fonds régionaux pour l'emploi» afin de dégager au plus près du terrain les financements indispensables au lancement d'activités innovantes»)

--Développer une politique cohérente de l'énergie («Nous proposons la création d'un pôle public énergétique, «France-énergie», chargé de mettre en oeuvre un plan énergétique qui profite à l'industrie. Il devrait s'appuyer sur cinq orientations stratégiques : l'amplification des économies d'énergie et des efforts pour l'efficacité énergétique ; la mobilisation de nos atouts dans la filière nucléaire civile ; le maintien de tarifs compétitifs et stables en matière d'électricité et de gaz ; le développement des énergies propres, non émettrices de CO<sub>2</sub> ; la création d'une agence européenne de l'énergie»)

- Assurer le financement de la croissance des entreprises («La fiscalité a besoin sans doute d'aménagements de manière à mieux équilibrer les contributions des différents types d'entreprises. La CGT s'oppose à la suppression de la taxe professionnelle. Elle propose de transformer cette taxe en un impôt pour l'emploi et le développement solidaire des territoires». «N'y a-t-il pas lieu, au-delà de l'amorce d'un fonds public d'intervention, le Fonds stratégiques de l'investissement (Fsi) qui vient d'être créé, d'envisager de bâtir un grand pôle public de financement du développement industriel et de l'emploi assurant une transformation sécurisée de l'épargne des Européens et permettant de desserrer la contrainte d'excessives exigences de rentabilité des investisseurs institutionnels actuels ?»)

- Recréer les conditions d'une démocratie économique en France et en Europe («Se posent d'abord la place et le rôle des pouvoirs publics aux différents niveaux ; En second lieu, le débat doit s'ouvrir au plan européen» ; En troisième lieu, il faut articuler modernisation de l'industrie et démocratie sociale et territoriale»)

## Deux manifs imbriquées l'une dans l'autre

C'est sur cette base que la direction confédérale appelait à une manifestation le 22 octobre pour défendre plus une conception du développement industriel (axée avant tout sur l'énergie et principalement la filière nucléaire) et de la défense de l'industrie que sur l'emploi. Du monde. Peut-être pas par la Confédération, mais pas mal de monde. Les cortèges sortaient du cadre habituel des délégués, mais quelques dizaines de personnes au plus par entreprise.

Mais une impression bizarre dans cette manif, surtout si on la compare. Ce jour-là, c'était clair et net, une manifestation de lutte de classe, dure, offensive, optimiste. D'un côté, le volet traditionnel des journées bidon de la CGT. Le cortège qui avance par régions, bien calibré par les voitures sonos éparpillées au fil de la manif pour scander les mots d'ordre confédéraux (etc.) mots d'ordre que personne ne reprend. Et qui va permettre à la direction confédérale de plastronner dans les médias. De l'autre B. Thibault qui se fait huer, siffler, couvrir par les pétards en rafale, une véritable bronca pendant son discours, à tel point que le service d'ordre (la quarantaine de gros bras et petites têtes habituels, tous en noir crâne rasés - carrément style mafieux) doit littéralement «l'effiltrer» à la fin du discours pour éviter la rencontre avec des manifestants particulièrement remontés... On a bien entendu «Thibault démission» haut et fort repris par tous les premiers rangs ! Et puis dans tous les cortèges, entre les voitures sono confédérales, les cortèges d'entreprise avec banderoles «interdiction des licenciements», «non aux licenciements» et toutes les variantes qui expriment au fond la haine croissante de la classe ouvrière contre la règle du jeu du capital, alors que les milliards coulent à flot pour les banques et les patrons.

On sentait de manière palpable le décalage croissant entre la base militante et la direction confédérale, mais aussi que ce décalage ne produisait pas encore de rupture nette. Le projet de banderole unique pour regrouper tous les secteurs combatifs et en lutte autour du mot d'ordre «Interdiction des licenciements», proposé initialement par la CGT GM Strasbourg n'a pas pu se faire. Pourquoi ? Parce qu'il aurait fallu assumer ouvertement «d'aller au baston» contre la direction confédérale. Si une telle banderole reste «tolérable» pour une entreprise isolée, le fait d'apparaître regroupés, en opposition ouverte avec la direction confédérale est encore impossible pour bon nombre. Alors, bien sûr tout au long de la manif, on a vu la répétition du mot d'ordre. Mais éparpillés, isolés, les uns à côté des autres.

Dans un tract, on pouvait lire : «Sur la base d'une lutte intransigeante pour le maintien des emplois industriels, le syndicalisme doit aller beaucoup plus loin, pour ne pas avoir à recommencer toujours les mêmes batailles face à des mesures qui brisent des centaines de milliers de vies.

Le syndicalisme doit se poser les questions :

-quelles industries, c'est à dire que devons nous produire, pour répondre à quels besoins sociaux ?

- où doit-on produire ?

- dans quelles conditions produire et avec quelles conséquences ? Quels salaires, mais aussi quelles conditions de travail, quelles conditions de sécurité pour les ouvriers mais aussi pour la population environnante ?

- quels impacts sur l'environnement telle production à tel endroit implique-t-elle ?

Doit-on laisser les patrons et l'Etat décider de tout cela à notre place ? NON !»

(Source : Comptes-rendus de la manif sur le site de Oû va la CGT et celui du Front Syndical de Classe)

Il existe une réelle coupure au sein de la CGT entre les tenants d'une ligne réformiste et celle d'une ligne lutte de classe. Même un candidat de cette ligne au poste de secrétaire est apparu 2 mois avant le congrès (mais tous les opposants ne sont pas d'accord sur cette stratégie), il y a peu de chance que cette ligne se fasse entendre à Nantes début décembre, quand on sait comment sont élus les délégués.

Camille, OCL Reims

## Reims : Jeudi 19 novembre: une bande d'hommes armés agressent des jeunes devant le lycée Roosevelt

Ce jeudi 19 novembre, François Fillon et quelques ministres étaient en visite au Lycée Roosevelt, à Reims, pour la présentation d'un énième machin, « les cordées de la réussite », censé favoriser l'accès des élèves boursiers mais travailleurs aux classes prépa. Point de Frison-Roche derrière cette poésie, mais plutôt un stratagème pour faire passer la pilule de la réforme du lycée, par le biais d'un tutorat effectué par des élèves des classes préparatoires en direction de leurs camarades du secondaire. Pourquoi pas dans le même genre d'idées faire enseigner la lecture au CP par les élèves de 6ème.

Alors que les permanents syndicaux s'étaient donnés rendez-vous devant la sous-préfecture pour quémander une audience ministérielle environ 300 personnes majoritairement des lycéens et des étudiants s'étaient rassemblés devant le bahut en question pour protester contre la venue du Premier ministre. Face à eux ce n'est moins de pas de quatre types d'unités de flics (BAC, Police Nationale, Gendarmerie Mobile et Service de Sécurité de Matignon) qui leur ont donné un cours de méritocratie républicaine : des gnons pour tout le monde (quatre lycéens finiront à l'hôpital) et des arrestations pour les plus méritants (10 personnes interpellées dont trois militants politiques et syndicaux qui avait déjà été inquiété lors de la lutte contre la LRU). Toutes ces personnes sont passées en comparution immédiate. 5 des 6 mineurs ont été relaxé le 6ème, blessé, a vu son procès son procès reporté. Les 4 autres majeurs ont chacun pris 3 mois de prison avec sursis pour « jet de projectiles et violences sur agent » et l'un d'entre eux récolte un quatrième mois de sursis pour avoir signifiés son refus du prélèvement ADN. Ils forment appel.

Face à cela la meilleure des réponses à apporter c'était bien sur d'être le plus nombreux dans la rue, c'est ce qui fut fait mardi 24. Initialement un déplacement à Chaumont (la mairie de Luc Chatel) était prévu mais 400 personnes, dont beaucoup de jeunes et quelques enseignants du lycée Roosevelt, ont tout de même tenu à défilé. La tension est palpable et la flicaille présente (avec de nombreux civils qui, malheureusement peuvent évoluer tranquillement dans le cortège et collecter tout les renseignements et photos nécessaires). Les jeunes ont envie d'en découdre mais les enseignants présents jouent les adultes responsables lorsque la manif tente de sortir du parcours imposé...  
A suivre donc...

# La fin de l'automobile

**Partant de l'exemple allemand, une analyse de l'évolution du secteur automobile mondial, depuis sa création jusqu'à la crise financière de 2008-2009.**

**Tout le monde s'accroche à la voiture**

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'automobile a alimenté le développement industriel. Elle fut un moyen de mettre en marche la forme contemporaine du capitalisme que nous avons aujourd'hui. Au cours des quarante dernières années, la production annuelle a augmenté de 16 millions, atteignant un total de 73 millions d'automobiles (voitures particulières, camions, etc.) dans le monde. Les deux tiers de la production mondiale sont réalisés en Europe occidentale, au Japon et en Amérique du Nord. En Europe orientale, en Russie, en Chine, en Inde et au Brésil, d'énormes capacités de fabrication sont apparues. Actuellement, en dépit de la propagande essayant de vanter l'efficacité du toyotisme (voir le précédent CA), le développement de la productivité diminue : alors que dans les années 60 la production doublait en seulement une décennie dans les centres industriels, il a fallu ensuite trente ans pour la doubler à nouveau - en dépit de la croissance générale de l'emploi dans le secteur.

Au cours de ces trente dernières années, les anciennes usines ont été démembrées, des unités externalisées, ce qui rend difficile l'évaluation du nombre réel de personnes employées dans ce secteur. Beaucoup d'entreprises de « services » sont maintenant engagées dans des tâches qui étaient auparavant exercées par le personnel central, telles que l'entretien des machines ou le nettoyage. Des travailleurs liés directement à la chaîne de montage sont officiellement classés dans le secteur « services ». D'une certaine manière, nous pouvons compter aussi l'activité commerciale du secteur automobile comme appartenant à la production, étant donné que les quatre années de garantie sur les véhicules neufs accordées par les concessionnaires - sur des voitures qui, en réalité, ne sont pas encore prêtes pour être mises sur le marché - doivent être considérées comme la sous-traitance d'une phase d'essai des nouveaux modèles. Recherche et organismes de développement, sociétés de logiciels, agences de conseil en gestion et bureaux d'ingénierie

*La fin du travail industriel et son remplacement par une « société de services » sont annoncés depuis des décennies. Aujourd'hui, la presse est bourrée d'études, illustrées par des images d'ouvriers d'industrie, sur l'importance de l'automobile pour l'économie nationale. Toutes s'exclament : « C'est censé être la fin ?! - Incroyable ! » Pourtant, nous savons tous que nous n'avons pas atteint le « fond de cette crise » et que l'industrie automobile n'est pas près de redevenir le symbole d'un nouveau boom. En effet, tous les aspects des crises s'incarnent dans le secteur automobile : le ralentissement économique, la crise structurelle, la surcapacité de production, la pénurie de ressources, le problème des émissions (dioxyde de carbone, particules, benzène), l'exposition au bruit, le manque d'espace (rues, parkings...), l'engorgement imminent du trafic, sans compter le « vieillissement » du personnel de base (fixe) qui entraîne des vagues obligatoires de retraite chez la plupart des constructeurs américains. Le cycle du produit « voiture » est au bout du rouleau. C'est la valeur d'usage de la voiture elle-même qui est en cause.*

sont également déclarés comme faisant partie du « secteur des services » - en Allemagne, par exemple, 20 000 ingénieurs externes sont affectés à la planification de certaines parties du processus de production ou au développement d'un modèle de série. Si nous prenons en compte les fournisseurs et les industries en ajoutant les

personnes employées dans ces « emplois de service » ainsi que les concessionnaires et les ateliers de réparation, l'Allemagne compte 5,3 millions de personnes travaillant dans le secteur automobile, et il y en a au moins 12 millions dans l'Union européenne.

Nombre d'entreprises qui dépendent de l'industrie automobile sont aujourd'hui touchées elles aussi : le ralentissement de la production a, par exemple, mené à la fermeture d'unités de fabrication de puces électroniques ou chimiques.

## **Démanteler les grosses usines !**

L'énorme boom de l'automobile comme les luttes qui s'ensuivaient dans ce secteur depuis le milieu des années 1960 se sont terminés avec la « crise pétrolière » de 1973. Pour la première fois, la voiture elle-même a été prise en compte comme un produit.

Dans les années 70, la réponse aux luttes des travailleurs dans les chaînes d'assemblage fut la mise en place de l'« humanisation » du travail par l'« enrichissement » et l'« élargissement des tâches » ainsi que des « îlots de concertation ». Dans les années 80 et 90, cette expérience a été remplacée par le « modèle japonais » : flux tendu, zéro défaut et politique de « temps réel » pour une réduction drastique des



coûts. L'automatisation des départements travaillant sur le châssis et les structures de l'automobile a écarté les ouvriers soudeurs de leur position stratégique.

Dans la crise du début des années 90, après que ces stratégies ont été largement mises en œuvre, des concepts tels que le « travail d'équipe » ou le « découplage du travail et de la machine » ont laissé de côté l'« usine attrayante » pour entamer un processus de production flexible. Les premières tentatives des planificateurs pour appliquer à la base ces stratégies dans les usines ont échoué du fait de l'intransigeance des travailleurs. Ces derniers savaient que toute restructuration signifiait une attaque contre la possibilité de contrôler leurs gestes et leur rendement. A cette époque, ces méthodes ont été appliquées dans les usines nouvellement construites dans l'ancienne RDA (Opel Eisenach, VW et Daimler Ludwigsfel de Moselle), dans les usines à l'est de l'UE, dans le sud des Etats-Unis et au Japon, où les travailleurs sans expérience représentaient une part importante de la main-d'œuvre. Après que ces méthodes ont été mises au point essentiellement dans de petites équipes - en évaluant la vitesse maximale de la chaîne de montage ainsi que d'autres tâches non liées directement à la chaîne -, les unités de production ont disparu dans le milieu des années 90. Certaines tâches n'ont pas été réintégrées dans la chaîne de montage, mais externalisées. Cette étape est devenue la condition préalable à l'éclatement de la force de travail dans les principales usines : dans un premier temps, cela a concerné quelques stades limités du processus ; plus tard, certains modules sous-traités, puis, plus tard encore, des secteurs entiers de production. L'externalisation a différents visages. A certains moments, il y a eu sous-traitance de manière formelle, sans que le travail change réellement : il a simplement été effectué par les travailleurs d'une autre entreprise. A d'autres moments, des départements entiers ont été délimités et séparés par des murs ou des clôtures. Souvent, les départements ont été déplacés à des centaines de kilomètres des lieux initiaux. En particulier en Allemagne - l'avant-garde des stratégies de relocalisation -, ces mesures ont d'abord été assez peu rentables. Les deux objectifs principaux étaient, premièrement, de baisser les salaires par des licenciements massifs dans les usines centrales (les nouveaux embauchés touchant des salaires inférieurs jusqu'à 50 %, et les fournisseurs payant les leurs encore moins) ; en relocalisation du travail précédemment sous-traité, la force de travail centrale touche maintenant des salaires de « sous-traitants ». Deuxièmement, il s'agissait de briser l'énorme concentration d'ouvriers - entre 30 000 et 50 000 ouvriers employés sur un site - et de réduire la taille des unités à des dimensions gérables, de façon à les mettre ensuite en



situation de concurrence.

### Composé organique et régulation

Logiquement, l'étape suivante était la « modélisation » [1] : idéalement, il faut un petit nombre de fournisseurs offrant des modules les plus importants possible. Ces modules représentent la part la plus complexe du travail manuel et sont livrés à l'atelier d'assemblage final, où il ne reste plus alors que quelques étapes avant qu'ils ne soient intégrés à la voiture (par exemple, le train propulseur ou le tablier avant). Sur ce plan-là, l'industrie automobile a réalisé des sauts de productivité, en revanche elle s'est plantée en termes de réduction du nombre de ces modules. En 2001, l'industrie s'imaginait être en mesure de réduire leur nombre à 10 en 2010, alors qu'aujourd'hui VW Golf VI se compose toujours de 35 modules.

Toutes ces étapes de production sous-traitée sont généralement classées comme « industrie fournisseuse ». Ainsi, les fabricants de pneumatiques sont chapeautés par des entreprises d'un genre nouveau fournissant des habitacles tout faits ou des systèmes de porte, ou ils prennent entièrement en charge des tâches de recherche et développement, sans oublier le logiciel complexe nécessaire pour coordonner ce type de développement technique et de production dispersée.

Tous ces « fournisseurs » ont une chose en commun : ils sont utilisés comme des régulateurs de production. Dans la chaîne de production, ils absorbent les hauts et les bas du prix des matières premières comme les variations des ventes. Ils doivent garantir les délais de production et de livraison, mais les produits leur restent sur les bras si la demande se ralentit. Dans le même temps, ils financent le développement technique. De nombreuses petites sociétés - dans beaucoup de cas, les fournisseurs des fournisseurs - fonctionnent avec un faible capital : des modules entiers sont produits

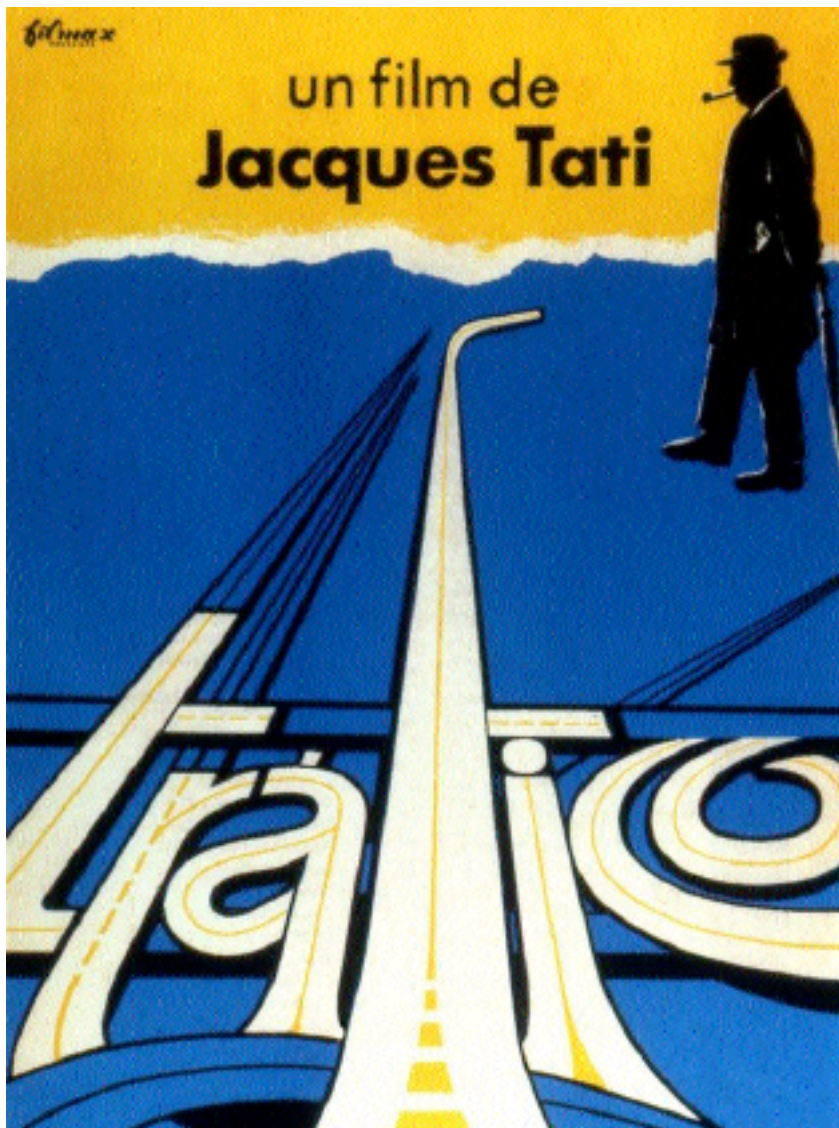
par un travail manuel complexe. Ce sont souvent des petites entreprises, mais qui, toutes ensemble, emploient des milliers de travailleurs, séparés les uns des autres, et qui appliquent plutôt des méthodes traditionnelles de travail pour coopérer sur le même produit.

En janvier et février 2009, la situation d'un grand nombre de ces petits fournisseurs de produits clés pour divers constructeurs s'est aggravée. Or, si le seul fabricant de charnières de porte qui fournit toutes les usines d'Allemagne ferme, l'industrie automobile entière s'immobilise.

Dans les usines des gros fournisseurs, et plus encore dans celles des constructeurs automobiles, la composition organique a augmenté considérablement. La force de travail a été réduite et fragmentée. Ces usines à forte intensité de capital fixe doivent produire des quantités énormes pour fonctionner de manière rentable. C'est pourquoi les horaires de travail ont été étendus. Afin de pouvoir maintenir le rythme d'un assemblage final en trois équipes, il faut mettre en œuvre une gigantesque machinerie dans l'atelier de peinture comme dans la construction des châssis. Dans un atelier moderne de châssis, le rapport ouvrier-robot est de un pour un.

### La crise des fournisseurs

Dans les cycles des crises du passé, la fragmentation du processus de fabrication de l'industrie automobile a ébranlé la position des travailleurs. La séparation spatiale, elle, a écrasé la combativité ouvrière dans chaque usine, et la politique menée par les comités d'entreprise a beaucoup freiné le développement de la solidarité. En contrepartie de l'acceptation par les CE d'une augmentation de l'intérim, des contrats temporaires et de l'externalisation, de conditions de travail moins bonnes pour les travailleurs nouvellement embauchés ainsi que de plus de flexibilité, les personnels centraux ont bénéficié de contrats de sécu-



rité de l'emploi qui, dans le marasme actuel, lie les mains des capitalistes car ils sont valables jusqu'en 2011 ou, parfois, 2013.

Si les capitalistes prétendent encore « être en bonne position », ils le doivent à deux effets de cette politique.

1. Les divisions au sein de la force de travail. Tous les travailleurs temporaires ont été licenciés au cours des derniers mois ; les contrats temporaires ne seront pas prolongés, le personnel central des petites entreprises ne sera pas indemnisé pour les réductions du temps de travail (dans les grandes entreprises, on calme le personnel central en le payant pour un travail réduit et on le démoralise en lui imposant des horaires flexibles). Certains travailleurs sont placés dans des équipes supplémentaires, à d'autres on accorde ou on refuse un temps de travail raccourci en les en avertissant à la dernière minute.

2. L'internalisation. En réinternalisant certaines parties qui étaient sous-traitées, on maintient l'emploi de la force de travail centrale. Les fournisseurs font faillite, parce que la faiblesse de leur capitalisation ne

permet pas de glissements de production. Les premières lettres de la prochaine série de licenciements ont été signées.

L'impact de la crise actuelle est sur le point de détruire ces intermédiaires. Les intérimaires ont quitté l'usine, et désormais c'est le personnel permanent qui sera affecté. Actuellement, les constructeurs automobiles licencient des travailleurs partout dans le monde. Nissan et PSA suppriment 20 000 emplois, GM veut liquider 37 000 postes... et cette fois, ce ne sont pas seulement les manuels qui sentent le vent du boulet : PSA et GM ont déjà supprimé 10 000 cols blancs chacun. Certains fabricants ne survivront pas à cette crise (Chrysler est en faillite, aux Etats-Unis cela semble foutu pour GM ; Opel, Fiat, BMW et Daimler sont trop petites pour survivre, etc.). A tout le moins, il y aura un processus massif de concentration du capital qui entraînera la suppression de milliers d'emplois.

La concentration du capital et de la coopération entre les entreprises n'est pas une chose nouvelle : la recherche-développement est sous-traitée à des entreprises qui offrent leurs services de planification

et d'ingénierie à toutes les marques. Les entreprises coopèrent également dans les secteurs stratégiques tels que la construction du moteur (GM et Fiat ont été des pionniers dans ce domaine). Une multinationale de l'automobile met en place une nouvelle usine et une autre la fait tourner - les voitures sont vendues sous leurs marques respectives. Depuis un certain temps déjà, vous pouvez lire Saab, Citroën ou Volvo à l'extérieur d'un véhicule, alors qu'en réalité il n'y a que GM, Peugeot ou Ford à l'intérieur. L'industrie automobile allemande est toujours réticente quand il s'agit de telles coopérations : VW, Daimler, BMW et Porsche occupent toujours un segment de marché d'« excellence », adossé au privilège de la « voiture officielle » d'Etat. Ce modèle commercial spécifique entre cependant aujourd'hui en crise, à l'instar de ce qui s'est passé pour des « produits blancs » d'entreprises allemandes comme AEG : qui paiera plus cher pour avoir un produit « allemand » si la machine est en fait assemblée en Chine ?

## La fin d'un produit

Le rapport entre le salaire d'un travailleur de l'automobile et le prix d'une nouvelle voiture est resté à peu près le même depuis 1914 (époque de Ford T-Model) : une voiture coûte un an de salaire. Ce qui a augmenté de façon spectaculaire, ce sont les coûts d'entretien et de conduite réels : assurances, taxes, carburant, frais de stationnement, péages. L'Etat consacre une grande partie de ses recettes fiscales à la stimulation des ventes de voitures, soit par l'acquisition réelle de véhicules (police, armée, pompiers, ambulances, établissements publics), soit par des subventions (voitures de société, aide pour les trajets à destination du travail...). Moins de la moitié des voitures vendues en Allemagne sont achetées par des particuliers - et environ 60 à 80 % le sont à crédit, souvent à faible taux, ce qui, temporairement, maintient les ventes. Mais les immatriculations de voitures neuves ont diminué de plus de 9 % entre 2006 et 2007 et de 20 % en 2008 - et, en 2009, ce ralentissement va s'accélérer malgré des subventions publiques importantes, comme la prime à la casse. Environ 75 % de la production automobile allemande sont exportés, mais à l'étranger la demande s'effondre encore plus rapidement - en particulier dans les pays à salaires relativement bas (par exemple la Pologne). La stratégie du faible coût a une conséquence sur les gens, qui sont de moins en moins en mesure de s'offrir une voiture. Cette tendance va intensifier les licenciements massifs dans l'industrie automobile.

## La fin d'un rêve

Etre en mesure d'acheter une voiture est une chose, vouloir en acheter une



seconde en est une autre. Est-il toujours attrayant de conduire une 250 H.P. à la mer ou à la montagne pour le week-end ? Les gens ont besoin de leur véhicule pour se rendre au travail (la plupart se déplacent loin), et ils sont souvent coincés dans les embouteillages quand ils veulent partir à l'improviste pendant quelques jours. La promesse du transport individuel comme réalisation de soi a tourné au vinaigre.

Pendant un siècle, l'industrie automobile a promu le transport individuel, provoquant l'effondrement des chemins de fer et du tramway. Les villes ont été réduites de moitié par d'énormes balafres de béton, et des régions entières découpées pour que les gens soient forcés d'utiliser une voiture. Et la contrainte n'a pas eu besoin d'être très forte ! On était généralement capable d'estimer la valeur de son automobile. En 1914, la Ford T, c'était ce qu'il vous fallait pour rouler sur la route de sable qui menait à votre ranch familial ; dans les années 70, pendant les vacances d'été, les Ford pleines à craquer des travailleurs turcs immigrés gagnaient par l'autoroute les parties les plus éloignées de l'Anatolie. Dans les années 80, vous n'imaginiez pas vous rendre à une soirée disco autrement que dans votre propre véhicule. Mais à présent, que reste-t-il de la valeur d'usage de la voiture et de son éclat ?

Dans le même temps, les constructeurs automobiles font l'éloge du changement par les moteurs alternatifs propres. Ils font passer les voitures électriques pour un nouveau produit. Alors même que la stratégie de réduction des coûts démarrait, il n'y a guère eu d'investissements dans la recherche-développement. Une voiture consomme aujourd'hui encore environ les deux tiers du carburant d'une voiture d'il y a cent ans. Actuellement, toutes les entreprises ont des « prototypes », mais aucun d'eux n'est équipé d'un moteur qui dépasse le niveau technique d'il y a un siècle (en 1900, la moitié des voitures à New York étaient électriques !). Et, concernant les nombreux emplois liés à la fabrication de moteurs et à l'acier servant au moteur à combustion, il n'y a pas de projets avancés, sur les plans économique et politique, pour leur éventuel remplacement.

La pseudo-science écologique devient la référence en temps de crise : « Moins de production signifie moins de pollution, les problèmes énergétiques et environnementaux sont très bien identifiés. » Mais on sous-estime le puissant géant de l'industrie automobile mondiale - et, en même temps, le lobby caché derrière la voiture électrique : usines de batteries, nouvelles centrales nucléaires pour éviter l'émission de carbone et de benzène ? Merveilleuse nouvelle écologie !

## La contradiction entre l'écologie et la production ne peut être dépassée que par les travailleurs

Le travail dans l'industrie automobile en Allemagne est organisé de telle manière que les pires dommages physiques visibles peuvent être évités et que les travailleurs âgés de 50 ans sont encore capables d'accomplir leur tâche.

Par conséquent, c'est assez indirectement que les problèmes écologiques se manifestent dans le produit lui-même et dans son usage. La voiture n'est pas seulement le plus coûteux et le plus complexe des biens de consommation, elle est aussi un moyen de production. Elle transporte l'outil de travail qu'est la main-d'œuvre. Au sens technique, la voiture comme moyen de transport a atteint ses limites. Politiquement, les besoins produits par le capital se retournent contre le capital lui-même. Les deux sont liés les uns aux autres, étant donné que les besoins - par exemple, rouler à 140 km/h sur une autoroute dans un véhicule haut de gamme bourré de technologie - sont censés être satisfaits sur le trajet domicile-travail, qui représente 90 % de tous les trajets en voiture. Malheureusement, c'est là que vous êtes pris au piège dans un embouteillage, comme le bloc moteur transporté par le camion en face de vous.

Grâce à la production « juste à temps », la voie lente des autoroutes s'est transformée en un espace mobile de stockage industriel. Les embouteillages causent des milliards d'euros de dommages à l'économie nationale. En moyenne, chaque Allemand passe cinquante heures par an dans un embouteillage. Le management du trafic et des systèmes de contrôle est censé garantir la fluidité du trafic, malgré une plus grande densité de ce trafic. Plusieurs dispositifs de contrôle de la circulation, comme les tachygraphes, sont censés surveiller les gens et leurs habitudes de conduite. Ces dispositifs sont constamment subvertis (avertissements radio contre les contrôles de vitesse, excès de vitesse, règles de circulation non observées, etc.). Aux feux rouges constamment en panne, les gens gèrent eux-mêmes la circulation ; aux principales places de parking provisoires, des banlieusards organisent du covoiturage. Ces dynamiques d'« auto-organisation » apparaissent plus intéressantes si on considère que la route est une extension de la chaîne de montage. C'est là que l'attraction douce de la conduite automobile se transforme en un élément politique. La grève des camionneurs en Espagne et en France en 2008 a montré comment arrêter la production dans l'ensemble de l'Europe : ces travailleurs de l'automobile, en occupant la route, ont en fait bloqué une chaîne de montage.

## Crise de l'irrationalité

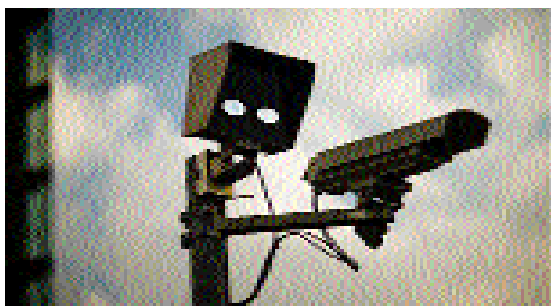
La circulation, le bruit et l'empoisonnement de l'air ne sont qu'une petite partie de la contradiction existant entre la production sociale et l'écologie. La voiture a davantage réduit la qualité de vie qu'elle offre de la liberté - et nous devons passer des jours et des nuits sur les chaînes de montage pour produire cette aberration, ce qui montre assez clairement que nous devons surmonter cette folie. Les arrêts forcés de la production et du travail nous donnent un petit goût de ce que cela signifierait de vivre sans embouteillages malodorants, sans travail de nuit interminable ou visites à l'hôpital de camarades de travail après leur accident de voiture.

L'utilisation de la voiture comme un moyen de transport de masse a pris une direction irrationnelle dès le départ. L'attrait des gros moteurs et des véhicules non rentables est célébré de multiples façons, depuis les films de rebelles jusqu'aux courses de F1. Avec l'introduction de véhicules bourrés d'électronique et les pots catalytiques, des activités ludiques comme les réglages ou le bricolage sont devenues plus difficiles. Seuls quelques types sont encore capables de s'y livrer. La plupart des gens se trouvent des vieilles voitures et passent dessus des nuits de travail au lieu de se reposer pour se lever tôt, espérant être ainsi en mesure d'acheter un jour un nouveau véhicule. Formée autour de la voiture au siècle dernier, la société capitaliste va également s'effondrer autour de celle-ci. Même en Allemagne, la patrie de la voiture, chacun comprend soudain que nous ne sommes pas du tout en « pole position ». Alors que les constructeurs automobiles continuent de penser qu'ils pourraient utiliser les effets de la crise de la même manière que jadis contre les travailleurs - pour réaliser tous leurs rêves de restructurations de ces dernières années en une seule fois -, certains d'entre eux voient déjà ces rêves fichus à l'eau. Le noyau de la main-d'œuvre des principales usines n'est pas du tout sûr. La situation est ouverte comme jamais auparavant.

Traduction OCL de l'anglais (<http://libcom.org/>), version allemande et espagnole sur [//www.wildcat-www.de/](http://www.wildcat-www.de/)

[1] « Module » et « modulisaiton » signifient seulement que les pièces uniques sont assemblées dans une unité plus grande.





## Le fichage ADN en procès (suite et pas fin !)

Le 29 septembre, Jean Michel Ayçaguer, paysan et militant syndical d'ELB au pays basque Nord, comparait devant le tribunal correctionnel de Bayonne pour avoir refusé par deux fois un prélèvement ADN (voir CA du mois dernier). Le verdict a été

rendu le 27 octobre : il est condamné à 500 euros d'amende. C'est en deçà de ce que demandait le procureur (1000 euros payables en 40 jours amendes de 25 euros). Jean Michel Ayçaguer n'accepte pas cette condamnation et il a fait appel.

## L'interconnexion des « services publics » (suite !)

Le ministre du budget, un certain Eric Woerth, veut s'attaquer aux trafiquants et à l'économie souterraine des quartiers en utilisant les agents du fisc pour saisir les biens. En fait, cela va même plus loin puisqu'il vient de déclarer que « les revenus de l'argent sale doivent être repérés et taxés, le train de vie des délinquants doit être calculé et imposé ». Comme pour la prostitution où l'Etat en tire profit ouvertement par un impôt sur le revenu des prostituées étant ainsi le plus grand proxénète, il ne s'agit pas ici d'empêcher les trafics de drogues dans les cités, mais d'imposer les dealers !

Pour ce faire, ce ministre vient de signer, le 23 septembre 2009, un protocole d'accord avec son collègue Hortefeux, ministre de l'intérieur. C'est ainsi que 40 agents du fisc vont être répartis sur 43 sites sensibles dans 17 départements pour épauler les forces de police. Hortefeux va ainsi obtenir des informations beaucoup plus fiables que ceux dans ses fichiers de police truffés d'erreurs. En effet, les agents du fisc ont des pouvoirs d'enquête beaucoup plus étendus que ceux des policiers : déclarations d'impôts et accès aux fichiers sur les comptes

bancaires, le patrimoine, les droits de succession, les caisses de retraite, les hypothèques, la taxe d'habitation, ... Les agents du fisc ont ainsi droit de croiser leur fichier avec les bases de données de la sécurité sociale, la caf, etc. Mais, ils sont astreints au secret professionnel. Tout au moins, ils y étaient astreints car Woerth et Hortefeux sont en train de le faire sauter en douce : « Les règles du secret professionnel seront aménagées. Les forces de sécurité disposeront, ainsi, d'informations de nature fiscale et les agents de l'administration fiscale auront communication par les agents et les officiers de police d'informations leur permettant de mener des actions de lutte contre la fraude ».

Tout ce beau monde va y gagner. Evidemment, la police qui aura beaucoup plus d'informations et aussi le ministre du budget qui va ainsi pouvoir mettre sur pied un service spécial : les Officiers Fiscaux Judiciaires. Ce seront des agents du fisc qui auront les pouvoirs de la police judiciaire (perquisitions, écoutes téléphoniques, filatures, infiltration, gardes à vue, ...). Les textes d'application devaient sortir en novembre...

## Hortefeux réfléchit au couvre-feu des mineurs délinquants de moins de 13 ans

Après avoir permis de fichier les mineurs de plus de 13 ans, Hortefeux s'attaque à ceux de moins de 13 ans. Où s'arrêtera-t-il ?

Pour justifier ce qui n'est encore qu'un « ballon d'essai », le ministre de l'Intérieur nous annonce que la part des mineurs dans la délinquance aurait progressé « de 5% en un an pour atteindre 18% ». Ah, les chiffres ! En fait ce pourcentage de 18% est le même depuis 2004 et il a même baissé au cours des dix dernières années puisqu'il était de 22% en 1998 ! Mais, il ne s'agit que de chiffres tirés des statistiques de la police et de la gendarmerie... avec tous les bémols et les trémolos que l'on peut y associer. Au fait, pour les primes, faut-il faire baisser les chiffres ou les augmenter doit se demander la hiérarchie policière.

Comme le dit le chercheur Laurent Mucchielli ([www.lau-](http://www.lau-)

[rent.mucchielli.org](http://rent.mucchielli.org)) : « La traditionnelle petite phrase sur les délinquants qui seraient de plus en plus jeunes et de plus en plus violents est répétée en boucle et à l'identique depuis maintenant près de 20 ans » (de Hortefeux à Debré en passant par Chevènement, Sarkozy, Alliot Marie, ...).

Au-delà des chiffres, on a du mal à imaginer ce qui pourrait se passer sur le terrain si une telle proposition se transformait en décision. Les syndicats de flics s'en sont même émus !

Alors, cela ne cache-t-il pas autre chose ? Dans les prochains mois, un projet de Code de Justice Pénale des Mineurs va être discuté et voté à l'Assemblée Nationale. On s'achemine très certainement vers un projet des plus répressifs qui protégerait la fin de la protection des mineurs.

## La Poste nous fiche et en fait commerce

Selon l'INSEE, 3 millions de personnes déménagent chaque année en France. 2,4 millions d'entre eux s'adressent à la poste pour faire suivre leur courrier pendant 6 ou 12 mois. La Poste détient ainsi leur ancienne et leur nouvelle adresse qu'elle stocke pendant 3 ans dans sa Base des Changements d'Adresse Définitifs (BCAD) du service national de l'adresse (sna).

Peu de gens lisent ce qui figure en bas à gauche, en très petits caractères, de la première page du contrat de réexpédition définitif du courrier :

« Vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux données vous concernant qui sont enregistrées dans la base nationale des changements d'adresse de La Poste en vous adressant à votre bureau de poste ou à votre centre opérationnel de l'adresse. La Poste est tenue de notifier les changements de domicile à l'administration fiscale, aux autori-

tés judiciaires qui en font la demande en matière pénale et aux prestataires de services postaux titulaires d'une autorisation conformément aux articles L3-1 et L6 du code des postes et des communications électroniques. Vos coordonnées sont susceptibles d'être utilisées à des fins de prospection commerciale ou de mise à jour de fichiers d'adresses par La Poste ou des partenaires liés contractuellement à La Poste (entreprises, associations, commerces, administrations, etc.) sauf opposition de votre part en cochant la case ci-contre ? »

Si vous payez la Poste pour faire suivre votre courrier, dans tous les cas, les services fiscaux seront informés de votre nouvelle adresse. De plus, si vous ne cochez pas la case, ne vous étonnez pas de recevoir, très rapidement à votre nouvelle adresse des publicités diverses et multiples...

## A la sainte Edwige, Hortefeux sort ses 2 nouveaux fichiers !

Hé oui, ces deux fichiers n'attendaient plus qu'un événement bien médiatisé pour pouvoir sortir des entrailles de l'Etat ! Les commentaires officiels de la casse de...18 vitrines (finalement...) dans le centre ville de Poitiers le 10 octobre les annonçaient : « Il est incontestable que l'ensemble des services de sécurité a été surpris » (Le 1er ministre sur RTL le 13 octobre). Pendant quelques jours, l'opinion a été bien préparée à une escalade de la politique sécuritaire. C'est ainsi que le 18 octobre, deux décrets créant deux nouveaux fichiers de police ont été publiés. Qui croira que l'Etat puisse être capable de sortir deux décrets de cette importance en quelques jours ? L'Etat attendait, comme toujours, qu'un fait d'actualité bien médiatisable et médiatisé puisse justifier leur sortie.

L'un concerne « la prévention des atteintes à la sécurité publique ». La création de ce nouveau fichier a notamment pour finalité de recueillir, de conserver et d'analyser les informations qui concernent les personnes susceptibles d'être impliquées dans des actions de violence collective, en particulier en milieu urbain ou à l'occasion de manifestations sportives. A noter que des mineurs de plus de 13 ans pourront être inscrits dans ce fichier. Il est bien clair qu'il s'agit d'un fichage préalable à toute action pouvant porter atteinte à la sécurité publique. Il vise les personnes que la police trouve susceptibles de troubler l'ordre public. Ce fichier contiendra aussi des données sur les « activités

publiques, comportements et déplacements » des personnes et, « par dérogation », des données sur « l'origine géographique » et les « activités politiques, philosophiques, religieuses ou syndicales ». Que les responsables syndicaux et politiques responsables, qui font tout ce qui est en leur pouvoir pour maîtriser les mouvements sociaux, soit rassuré : Ils ne sont plus concernés par cette nouvelle base de données contrairement au fichier Edwige abandonné. D'ailleurs, depuis la publication de ce décret, ils se taisent ! Quant à « l'ultra-gauche », la DCRI (ex-DST) s'en occupe avec son fichier « Cristina » classé « secret défense » qui n'a pas connu la même mobilisation de nos « démocrates sincères ».

L'autre décret concerne les enquêtes administratives liées à la sécurité publique. Sont visées les personnes ayant un comportement incompatible avec l'exercice de fonctions sensibles pour l'Etat et le capital (police, préfets, ambassadeurs, militaires, transporteurs de fonds, ...). Mais on y trouve aussi des fonctions des plus surprenantes, notamment en ce qui concerne le secteur des jeux (propriétaires, entraîneurs de lévriers et de chevaux, jokers, arbitres et accesseurs de parties de pelote basque,...).

A noter tout de même que pour valider ces deux décrets, l'Etat s'est assuré la collaboration de deux associations célèbres dans ce type d'exercice : La LICRA et SOS-RACISME qui justifient ainsi leurs subventions.

ordinateur. Ils pourront signaler par SMS, MMS ou mail, tous les agissements suspects ce qui leur permettra de gagner des points. Tous les mois, l'internaute qui a le meilleur score remportera 1000€ ! L'expérimentation devait débuter en novembre et « Internet Eyes » espère recruter des caméras de commerçants et d'entreprises, en attendant peut-être ... les caméras placées dans l'espace public et gérées par la police.

A suivre !

## En Grande-Bretagne, la délation devient un jeu d'argent

En Grande-Bretagne, l'efficacité de la vidéo-surveillance est de plus en plus remise en cause. Pour remédier au fait que 90% des caméras ne trouvent personne devant l'écran, une entreprise « Internet Eyes » vient de lancer un concours : Chaque membre inscrit se verra confier la charge de 4 caméras, dont il ignore la localisation, pour 20 £ par mois et par caméra. Ces membres appelés « viewers » (veilleurs) auront accès aux images de surveillance en temps réel depuis leur propre

## Interconnexion des fichiers DGFJP-CNAV-CNAM

Dans le cadre de la lutte contre la fraude à l'assurance maladie, un décret publié le 28 octobre facilite le contrôle, par les Caisses Primaires d'Assurance Maladie, de la condition de résidence des ressortissants du régime général pour bénéficier des prestations de l'assurance maladie. En fait, il s'agit d'une

interconnexion des fichiers de la Direction Générale des Finances Publiques, des caisses nationales d'assurances vieillesse et maladie afin de faire la chasse aux assurés qui ne résident pas en France. De cette interconnexion naîtra un nouveau fichier...

## Encore une bonne raison de ne pas se faire vacciner contre la grippe A

Le ministère de la santé a publié le 22 octobre 2009 un décret créant « un traitement de données à caractère personnel relatif à la gestion et au suivi des vaccinations contre la grippe A (H1N1) ». Ce fichage aurait pour finalités :

« 1/ L'organisation de la vaccination contre la grippe A, et notamment l'édition de

lettres d'invitation et de bons de vaccination »

2/ La gestion et le suivi des vaccinations contre la grippe A, la contribution à la pharmacovigilance et la production de statistiques ».

Cette base de données est créée par la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés.

## Une multinationale spécialisée dans la délation professionnelle

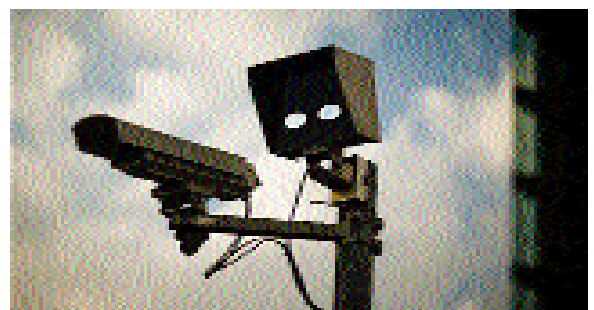
Filiale de la société américaine Stryker, la société Benoist Girard située dans le Calvados pratique le « Dispositif d'Alerte Professionnelle ». C'est ainsi que les employés de cette société peuvent dénoncer, comme bon leur semble, sur un site Internet « ethicspoint.com » leurs collègues de travail. Ils peuvent ainsi signaler à la direction ceux et celles qui « abusent » de stupéfiant ou qui commettent des vols dans l'entreprise...

Cette pratique de délation est aussi possible dans de nombreuses filiales de groupes américains en France.

La société EthicsPoint a été créée en 1999 par un groupe d'experts américains en management et lutte contre la fraude. Cette société revendique 2200 clients, c'est-

à-dire 2200 entreprises. Elle entend aider les entreprises à « préserver leur réputation en identifiant les comportements susceptibles de contrevenir à leur code de conduite ». EthicsPoint met ainsi à leur disposition une « hot line » téléphonique et un site Internet sécurisés grâce auxquels les salariés peuvent rapporter une information de manière anonyme. Pour ce faire, le salarié d'une entreprise cliente reçoit un code secret lui permettant de laisser un message. Le contenu de ces messages est alors transmis à l'entreprise cliente.

A noter que parmi les entreprises ayant acheté les services d'EthicsPoint, on trouve notamment Arcelor Mittal Canada, ...Et le Fonds des nations unies pour l'enfance, l'UNICEF !



REVENIR AU POLITIQUE (5)

## Ni le mouvement social ni le “Pouvoir populaire” ne règlent la question politique...

*Nous pensons nécessaire la redéfinition d'un projet politique révolutionnaire, d'une utopie rupturiste qui trace des perspectives émancipatrices, et non pas seulement un aménagement du réel en vertu d'un possible réduit aux « nécessités objectives », aux contraintes de ce réel et à celles du sens de l'histoire. Courant alternatif propose donc une série de contributions, avec un double but : permettre à tout un chacun de s'approprier ces questions comme autant d'outils à réutiliser dans les luttes ; et engager un débat qui favorise le retour au politique, conçu comme le lieu et le temps de d'élaboration collective, indispensable à toute pratique et perspective révolutionnaire clairement orientée contre le capitalisme et l'Etat [1].*

L'évitement ou la négation de la politique s'opère, on l'a vu dans un précédent article [2] au nom d'un combat pour la “vie” ou par des “individus”. L'autre grande manière d'aborder cette question – pour l'évacuer aussitôt – est l'affirmation du social comme alternative au politique, le social dissolvant, absorbant, subsumant la politique. Cela n'est pas sans poser quelques problèmes.

Au tournant des années 90, après deux septennats « socialistes » et le retour de la droite à l'Élysée, le mouvement de grève de l'hiver 1995 remet sur le devant de la scène la capacité des salariés à mettre en échec le pouvoir. Ainsi s'annonce le retour d'une lutte des classes que certains avaient entermé depuis des années [3].

Ce renouveau d'une grève victorieuse (même provisoirement), l'émergence de syndicats qui redéfinissent et fragmentent le paysage syndical (Les Sud-Solidaires, la FSU, la CNT...), et le développement de « nouvelles » formes de militantisme (AC !- Agir contre le chômage, Droit au logement, ATTAC...) vont polariser les débats autour d'une redéfinition de l'action politique centrée dorénavant sur le concept de « société civile », qui se substitue progressivement à la notion de prolétariat ou de classe ouvrière.

L'émergence de la “société civile” et de la problématique citoyenne des droits comme sujets de l'action sociale-politique vient bouleverser la centralité de « la Classe » et la fonction de ses représentants politiques et syndicaux traditionnels dans le processus d'émancipation. En même temps elle enferme sa perspective dans le

champ clos des catégories juridiques du ou des droits, et de la fiction de l'Etat institution neutre, garant de l'équilibre des forces en présence. Pour autant, cette configuration ne satisfait pas tous ceux et celles qui la portent, et une partie de la gauche « sociale » affirme ne plus se reconnaître dans la gauche politique.

Il nous semble nécessaire de mener ces débats et de discuter ces questions d'un ou plusieurs nouveaux sujets révolutionnaire, ou du moins des nouveaux acteurs du changement social, et des stratégies qui leur sont associées dans les nouvelles formes de militance, telles les notions de contre pouvoir, toujours dans la même perspective de reconstruction d'un projet révolutionnaire.

### Quelle autonomie du mouvement social ?

En 1998 était lancé un appel « Pour l'autonomie du mouvement social »[4], s'inscrivant dans la continuité de la Charte d'Amiens (1906). Signé par des syndicalistes et des membres d'associations et de collectifs il visait à signifier que les organisations du « mouvement social » n'avaient pas de « débouchés » naturels et automatiques dans une expression politique de type partidair et électorale. Plus simplement, il s'agissait de désamorcer des tentatives de constituer des listes électorales aux élections européennes de 1999 avec des « représentants » du mouvement social.

Un peu plus tard (2000), les mêmes, et d'autres, lancèrent un Appel pour des

« Assises » ou des « États Généraux » des Mouvements sociaux européens, avec le collectif « Raison d'Agir » de Pierre Bourdieu, initiative qui en appelait plutôt à une mobilisation internationale contre le néolibéralisme et la promotion d'un « mouvement social européen ». Ici la référence à l'autonomie disparaît au profit de la convergence de tous les acteurs potentiels pour résister socialement au néolibéralisme. Les signataires sont plus nombreux, jusqu'à des membres du PS...

Au-delà de l'aspect salubre mais sans lendemain de cet appel à l'autonomie du mouvement social, il apparaît aujourd'hui comme une sorte d'exaspération, de réaction, aux tentatives de récupération des dynamiques de luttes renaissantes par les partis politiques traditionnels réunis dans la gauche plurielle du gouvernement Jospin, mais sans capacité à véritablement déboucher sur l'embryon de quelque chose d'alternatif à la logique des partis et de leurs échéances électorales...

C'est en quelque sorte une préfiguration française de ce qui se jouait et se joue encore au niveau international avec les Forums sociaux mondiaux ou leur déclinaisons continentales. Le besoin et la tentative d'une redéfinition d'un sujet, d'une organisation, et d'une perspective de changement, réformiste ou révolutionnaire selon les composantes très diverses de ces rassemblements.

En Grande-Bretagne ou au Brésil se sont les syndicats qui ont créé le parti « ouvrier » (Parti travailliste, Parti des travailleurs)[5], et à l'Allemagne la social-démocratie, très vite unifiée, a structurellement dominé le syndicalisme ouvrier. Par contre en France, la tradition syndicaliste révolutionnaire (SR) fondée sur l'indépendance du syndicat vis-à-vis des instances politiques perdure. Cependant dans des formes assez passives, symboliques, superficielles, quasi-résiduelles, dans des alibis d'indépendance et de partage des rôles : les organisations syndicales “représentent” les travailleurs dans l'espace du travail, de la production, dans celui délimité par le contrat de travail, le paritarisme, la négociation collective, etc... et les organisations politiques visent à “représenter” politique-

ment ces mêmes travailleurs dans les lieux de la représentation politique de l'Etat au sens large : présidence, parlement, mairies, régions...

Les rappels de la tradition syndicaliste révolutionnaire sur l'autonomie du mouvement social ne sont finalement qu'un rappel d'une tradition bien française, qui connaît une double limitation :

1. D'un côté, le syndicalisme a pour vocation d'accueillir les travailleurs en fonction de leur position sociale dans la production : il est l'organisation de défense des intérêts de **tous** les travailleurs, quelques soient leurs idées. De l'autre, les orientations « révolutionnaires » (CNT et tous les courants SR) ou de « transformation sociale » (SUD) sont dès le départ éminemment contradictoires avec la volonté d'accueillir la majorité des travailleurs qui ne sont pas révolutionnaires ou n'ont pas d'avis arrêté sur la transformation sociale.

2. L'autonomie vaut dans les deux sens. Les partis politiques ne doivent pas trop se mêler du champ social et syndical. En échange de quoi les organisations sociales et syndicales ne doivent pas se mêler de politique. Comme dit plus haut, l'autonomie est un leurre, une position totalement inadéquate car dans les faits elle est le produit du *partage des rôles sur des sphères d'action découpées et séparées* : le politique et le social. Autonomie d'autant plus fallacieuse que le politique, le législatif, impose sa loi sur le social et, dans l'autre sens, le camp social cherche à traduire des avancées dans l'ordre juridico-politique. L'autonomie du mouvement social est ainsi paralysée par une double position d'origine de laquelle on ne voit pas comment elle pourrait sortir, tant elle correspond à une place définie dans la distribution des espaces de l'ordre social. Et ce trait spécifique du syndicalisme en France se transpose et se reproduit pour les « nouveaux mouvements sociaux ».

## Mouvement social : le glissement de sens

Le concept de « mouvement social » vient à la fois du mouvement ouvrier et de ses moments de luttes collectives où les protagonistes sont « en mouvement ». Elle a aussi une autre origine, proche, de la sociologie, en particulier celle d'Alain Tournai où les « nouveaux mouvements sociaux » venaient supplanter le vieux mouvement ouvrier en déclin.

Ici le concept se fait un peu plus flou entre mouvement de lutte, de contestation, de structuration de cette contestation et aussi sur les contenus : un mouvement pour les « droits » (politique) est-il un mouvement « social » ? Les droits sociaux peuvent être discriminants. Mais qu'en est-

il d'une dynamique « sociale » pour des droits non sociaux ? Les frontières et les définitions demeureront dans une indétermination.

Depuis 1995 en gros, cette *expression de « mouvement social » a pris un sens nouveau et restreint* sous l'impulsion des militant-e-s qui s'y sont investis : le mouvement social est *devenu l'ensemble des formes organisées, militantes, se réclamant des mouvements sociaux* (associations, collectifs, syndicats...).

Ainsi le DAL, Droits Devants ou AC ! sont déclarés mouvements sociaux. Comme la lutte des chômeurs est un mouvement social. Pourtant les chômeurs en lutte de l'hiver 1997-98 et l'association AC !, ce n'est pas la même chose. Le mouvement social de 1995 ce n'est pas les « mouvements sociaux » qui signent des appels à soutenir des mal-logés ou des sans-papiers. La plus grande confusion est donc de mise. Confusion qui n'est pas neutre ni née du hasard : elle permet au collectif social (organisé) qui se désigne comme « mouvement » de se définir comme étant le ou les mouvements sociaux. Ils ne font pas que les « représenter », ce qui était déjà un coup de force ; ils sont *devenus* ces mouvements par captation sémantique, par le tour de passe-passe pour le moins aventureux et sans scrupule de l'homonymie.

Comme les syndicats « représentent » les salariés, les organisations du mouvement social « représentent » les participants de ces mouvements, mêmes s'il n'y a aucun mouvement de lutte collective et que bien entendue personne ne s'est fait représenter par personne.

Là où tout cela devient plus problématique, ou plus clair, c'est quant à ces « nouveaux mouvements » veulent être associés de nouvelles façons de faire de la politique.

Pour certains, les organisations du mouvement social peuvent constituer en tant que telles de nouvelles formes alternatives de l'exercice du pouvoir social.

## Contre-pouvoir des mouvements sociaux ?

Les camarades d'Alternative libertaire (France), très investis dans le syndicalisme, ont particulièrement réfléchi ces articulations.

9.3/ Dans la situation présente – non révolutionnaire – l'objectif des révolutionnaires libertaires porte une stratégie fondée sur les contre-pouvoirs et leur fédération.

9.4/ Ces contre-pouvoirs peuvent exister dans tous les lieux de vie et d'activité des classes dominées : lieux de production, quartiers, lieux de formation. Ils

prennent aujourd'hui la forme de syndicats et associations de lutte, comités de quartier indépendants, etc. L'essentiel est le caractère de masse et de classe de ces contre-pouvoirs. « De classe », c'est-à-dire organisant des salarié-e-s n'ayant pas de contrôle ni en amont ni en aval sur l'objet de leur production ; « de masse », c'est-à-dire organisant ces salarié-e-s sans préjuger de leurs options idéologiques, sur la seule base de leurs revendications communes »[6]

Passons rapidement sur la formule « de masse et de classe » : les masses ne sont pas ou plus dans des organisations et le caractère de classe de celles-ci est au mieux problématique.

Ici, ressurgit la culture syndicaliste révolutionnaire, quand le syndicat, arme de défense des intérêts du prolétariat était également la structure organisée destinée à gérer l'économie nouvelle et plus largement l'ensemble de la société. A la différence prêt, qu'ici, le syndicat n'est pas tout parce que le combat ne se réduit pas à la classe ouvrière ou aux salariés. Il y a d'autres « fronts de luttes », d'autres organisations de défense, les « sans » par exemple, qui forment un ensemble plus vaste : « le mouvement social » dont la vocation serait de représenter la société dans son ensemble.

Dans cette perspective, on retrouve ainsi une conception « organisationnelle » de la politique. Le syndicat, le mouvement social dans ses formes organisées et stabilisées, au même titre que le parti, deviennent ce grâce à quoi il est possible et légitime de penser exercer une forme du pouvoir social ou politique.

## Vous avez-dit contre pouvoir ?

Cette question du « contre-pouvoir » est assez riche et peut vite déborder du propos, mais mérite qu'on s'y attarde.

Il y a le *contre-pouvoir intégré* au système du pouvoir : le contre-pouvoir institutionnel, tel les formes de vigilance ou de garanties démocratiques, les conseils constitutionnel, haute-autorité et autres cour de cassation, et le contre-pouvoir fonctionnel tel la presse représentante de l'opinion ou garantie d'une expression de la société civile.

Dans la conception *operaïste* des années 70, le *contropotere* était défini comme le *rapport de force collectif* dans l'antagonisme de classe. Par exemple : le patronat de la Fiat ou de l'AlfaRomeo qui voulait augmenter les cadences, se heurtait au « contre pouvoir ouvrier » qui imposait, par tous les moyens (y compris sabotages et autres illégalités) le maintien des cadences antérieures. Le contre-pouvoir n'était donc pas une orga-

nisation pérenne, mais le rapport de force conjoncturel construit par les ouvriers en tant que force sociale mobilisée.

À l'opposé de cela, ou plutôt dans une sorte de continuité du local au général, le réformisme institutionnel (et singulièrement l'eurocommunisme du PC italien) a défendu l'idée que, dans la société capitaliste, la classe ouvrière pouvait conquérir des positions de pouvoir (dans le parlement, les mairies, les régions). Et que même la loi, les lois sociales pouvaient être le champ de bataille entre le pouvoir bourgeois et contre-pouvoir prolétarien. Selon cette conception, le PCI incarnait le contre-pouvoir ouvrier au sein de la société bourgeoise, soit un retour à la vieille conception gradualiste social-démocrate qui s'amplifierait sur les bases d'une contre-société constituées des réalisations du prolétariat organisé : syndicats, coopératives, mutualités...

Mais cette problématique du contre-pouvoir ne pose en rien une rupture avec l'ordre social et la domination. Dans une acception extensive mais théoriquement recevable ; les acquis sociaux ou le SMIC ou les comités d'entreprises sont des manifestations du contre-pouvoir des salariés en tant que s'est cristallisé, dans des droits et de niveaux de salaire, l'état d'un rapport de force entre classes. Le contre-pouvoir n'est que l'expression (d'ailleurs discutable) d'un rapport de force situé à l'intérieur d'un processus de domination/exploitation duquel il dépend et dont il est consubstantiel. Il n'est pas un lieu à partir duquel peuvent se penser un « pouvoir contre » et des formes d'élaboration collective de rupture par le fait même qu'elles sont des formes vides, juridiques ou institutionnelles et qu'à ce titre, elles sont des rouages de l'ordre social que la démocratie « insurgeante » et la dynamique du soulèvement populaire auront en ligne de mire.

Ces contre-pouvoirs ne sont pas à confondre avec des « dualité de pouvoir » qui ont toujours marqué les processus révolutionnaires : la tension entre l'ancien pouvoir constitué et les formes inventées, fragiles mais instituantes du nouveau pouvoir : les soviets de 1905 et 1917, les collectivités de la révolution espagnole, les conseils ouvrier hongrois en 1956, et dans une moindre mesure les comités d'action de mai-juin 1968.

Dans le texte d'AL, comme dans l'usage commun de ces dernières années, ce qui est désigné comme contre-pouvoir ne sont pas les rapports de force conjoncturels, mais des structures militantes organisées : syndicats et associations de lutte, comités de quartier indépendants...

Et si des « syndicats et associations de lutte, comités de quartier indépendants »,

deviennent des instances du contre-pouvoir, on est en droit de s'interroger à la fois sur la légitimité de ces regroupements militants à se proclamer telles et surtout sur le caractère démocratique et représentatifs de ces mouvements s'ils devaient se poser en des formes locales et alternatives au pouvoir politique.

Quand par exemple au syndicat SUD-PTT une direction opère depuis sa fondation (1988), quand des militants y compris libertaires sont permanents depuis plus de 20 ans (soit une bonne partie de leur carrière professionnelle), il nous semble inévitable de mettre le doigt sur des caractéristiques politiques et syndicales contradictoires avec les objectifs prétendus. Quelle démocratie de fait – rotation des mandats, partage des fonctions de représentation, élaboration commune des décisions, exercice collectif de leur exécution... – préfigure le fonctionnement des structures actuelles, syndicales et associatives ?

Hors de toute polémique à propos de tel ou tel, car ce n'est pas là une question de personne, il n'en demeure pas moins indispensable de discuter l'impasse des mouvements et des milieux militants qui ne parviennent pas à dépasser la reproduction de mécanismes tendanciellement bureaucratiques ou la reconstitution de chefferie, au nom de la compétence et des investissements militants personnels construits autour de leur caractère d'indispensabilité et d'exceptionnalité.

## Pouvoir populaire ou pouvoir des organisations populaires ?

En Amérique latine, la notion de Pouvoir Populaire est également l'objet d'un enjeu politique et sémantique mais dont les termes sont assez proches par bien des aspects. Cela mériterait un long développement.

Pour synthétiser la problématique, disons que le *Poder Popular* (PP), terme issu de la pratique politico-sociale du MIR (Mouvement de la Gauche Révolutionnaire) lors de l'expérience du gouvernement d'Allende (1970-73) au Chili connaît un regain de fortune dans une aire politico-sociale qui va d'une partie de l'extrême gauche plus ou moins « autonomiste » jusqu'à l'ensemble des courants se réclamant du communisme libertaire... et dans certains courants chavistes. Il s'appuie et tente de s'articuler avec les exigences d'autonomie, d'organisation à la base qui surgissent dans certains mouvements sociaux et luttes collectives tel les *piqueteros* argentins notamment.

Cependant un même glissement de sens semble s'opérer. Le *Poder popular* est la forme d'exercice du pouvoir du peuple à partir de

sa position sociale/territoriale qui n'est pas à proprement parler un pouvoir d'Etat. Ce peuple est organisé dans des mouvements populaires, des organisations sociales, syndicales, communautaires. Ces organisations du mouvement populaire, aux formes variées, plus ou moins assembléistes, plus ou moins structurées verticalement, constituent l'embryon du *Poder popular* puisqu'ils « constituent » le peuple organisé à la base, là où il vit, dans les *barrios*, les *villas*, les quasi-bidonvilles des périphéries suburbaines. Ces mouvements sociaux « représentent » le peuple mais aussi en sont le corps, la chair, la parole.

Ainsi semble se faire jour une nouvelle conception du pouvoir, qui se substitue à celui que le parti de type léniniste souhaite exercé au nom du prolétariat. Et c'est tant mieux ! Maintenant ce sont des organisations sociales, syndicales, associatives (animées par des militants politiques) qui s'autoproclament dépositaires d'une nouvelle façon et d'un nouveau droit de gouverner au nom du peuple, de la multitude ou des opprimés, bref au nom du social et de la société. Et ceci s'est confirmé lorsque les Forums Sociaux Mondiaux se présentaient comme l'expression de la société civile.

Malgré la remise en cause du parti dirigeant composé de professionnels, on ne peut que critiquer et combattre de telles conceptions. Elles émanent de milieux militants, de collectifs ou organisations qui acquièrent une légitimité à travers les combats qu'ils mènent sur tel ou tel sujet. Mais il doit être clair que cette légitimité acquise dans les luttes n'en donne strictement aucune pour incarner et représenter le peuple sous le simple prétexte que les organisations auxquelles ils appartiennent se dénommeraient « sociales », « syndicales » ou « populaires ». L'engagement militant tel que nous le définissons ne donne aucun droit particulier.

Il est donc essentiel de rappeler que le *Pouvoir du peuple*, la démocratie, c'est le pouvoir de « n'importe qui » (Rancière) et la capacité égale de toutes et tous. Le titre de « militant », de membre d'une organisation sociale ou populaire ne donne à cet égard aucun titre spécial à gouverner.

Qui veut une démocratie autre que formelle, fondé sur une indispensable égalité, doit réfléchir à ce qui la caractérise, à ce qui peut lui donner une formule radicale en vue d'une émancipation politique, avec le projet du pouvoir instituant d'une communauté humaine sur elle-même et sur ce qui la concerne, et non la désigner comme « l'expression du mouvement social » réduit aux cercles militants des organisations qui

le composent. Car ce qui se pose au travers de la question de la révolution, c'est bien la problématique de la dynamique d'ensemble d'une collectivité humaine, et non seulement celle de ces éléments les plus avancés, fussent-ils une « avant-garde » réelle, auto-proclamée ou reconnue par ceux-la même qu'elle dépossède de leur capacité d'action en s'instituant comme leurs représentants légitimes.

## Pour un projet libertaire d'émancipation

Nous pensons nécessaire de soulever ces éléments, non pour le plaisir de polémiquer ou celui de marquer une différence. Mais simplement réfléchir, à partir de ces critiques, à un autre projet. Certains l'appellent *Politique de l'émancipation*. Pour l'instant, le mot n'est pas trop pollué mais il fera bientôt l'objet de récupérations : Badiou s'y attelle de son côté, Bensaïd aussi avec sa nouvelle trouvaille appelée « politique de l'opprimé » qu'il va sans doute faire étudier aux cadres du NPA dans sa nouvelle *Société Louise Michel* !

On pourrait l'appeler autrement. Le mot importe peu et de toute façon la récupération (et la polysémie) des mots est partout présente et, sinon, très souvent à venir. Mais il nous faut avancer un projet qui inclut clairement sa dimension politique dans tous les sens du terme, intégrant clairement la rupture avec le capitalisme défini comme un rapport social global, et la nécessité de penser un pouvoir instituant, une auto-institution de la société pour reprendre un concept développé par Castoriadis. Ce qui revient aussi à interroger le passage du social au politique, du particulier au général, du partiel au global, du relatif à l'universel en sachant que les éléments émancipateurs de la politique, du général, du global, de l'universel ne sont pas donnés, ne sont pas le « déjà là » d'un costume à revêtir comme des maîtres à penser de tous pelages voudraient le faire croire, mais sont toujours à constituer, à élaborer à partir des exigences de l'égalité de tous avec tous, de l'expérience vécue, de la praxis, des mouvements instituants de confrontation avec le système oppressif et inégalitaire.

Avec, quelques rappels de principes de bases : dans une société future, qui décide ? Des organisations pérennes, dites de bases, ou sociales, ou syndicales ou « tout le monde », « n'importe qui »... avec de nécessaires formes nouvelles à inventer, non pas à partir des organisations existantes mais en rupture avec celles-ci.

Ces conceptions du contre-pouvoir social (ou du pouvoir populaire) contiennent des éléments problématiques et potentiellement dangereux, pas tant par leur inten-

tion générale que par la prolongation et la remise au goût du jour de traditions politiques (et syndicales) peu respectueuses de l'autonomie, du refus de la délégation, de l'exercice de la démocratie directe.

La tradition partidulaire de la politique avait pour conséquence d'occulter la vocation, l'objet de la politique. Le parti prolétarien avait l'avantage d'être à la fois l'instrument et la finalité du combat politique, le moyen et la fin, ce qui avait indéniablement l'attrait de la formule magique : en construisant l'outil on s'achemine vers l'objectif. En mettant au musée la forme-parti et la conquête de l'Etat, on ne fait pas disparaître la politique mais au contraire on s'oblige à repenser la politique sans le parti, la politique contre l'Etat, une politique de la liberté et de l'égalité.

Une liberté qui ne se réduise pas à ne pas embêter son voisin que la loi vient garantir, ou à la liberté altruiste des anarchistes, ni au libre-arbitre, aux choix entre deux possibles, deux décisions, la bonne et la mauvaise, le bien et le mal mais une liberté qui discute et dispute les évidences du donné, redéfinit et élargit les conditions du possible et permette aux hommes de s'émanciper de la nécessité et d'accomplir « de l'improbable et de l'imprévisible ». [7]

Une égalité qui ne se réduise pas au juridique (égalité devant la loi, égalité des droits), mais qui s'étende aux fondements et aux présupposés de l'action politique : le fait que personne ne possède le moindre « titre à gouverner ou à être gouverné » [8]

Un projet politique libertaire qui n'étudie pas la question complexe du pouvoir. Du pouvoir inhérent à toute forme de vie en société. Et qui tranche avec les conceptions libérales de la liberté et qui se confronte au principe de réalité, au fait qu'il faut bien

tenir compte, dans toute société, du fait que tout le monde n'est pas du même avis, et qu'il faut bien trancher entre avis différents. Et que cette division est ce qui constitue la politique, son objet et sa condition.

Novembre 2009  
J-F & Philippe

[1] Dans cette optique ont déjà été publiés :

- « Autour de Jacques Rancière : Eléments d'une politique de l'émancipation », CA n° 192, été 2009.

- « L'anarchisme, entre libéralisme et "moment machiavélien" », CA n° 193, octobre 2009, Colectivo Contracultura - CILEP - Red Libertaria Popular Mateo Kramer (Bogotá)

- « Autour des positions politiques d'Alain Badiou », sur le site de l'OCL <http://oclibertaire.free.fr>

- « L'antidémocratie est un apolitisme », CA n° 194, novembre 2009.

[2] Voir Courant Alternatif n° 194, novembre 2009 « L'antidémocratie est un apolitisme »

[3] Voir Courant Alternatif - Hors-Série N°11, 2005, Novembre - Décembre 1995 : retour sur un mouvement social qui a ouvert des brèches dans les valeurs dominantes - 40 pages, 4 euros, encore disponible.

[4] Des camarades d'Alternative Libertaire étaient à l'origine de cet Appel, significatif de l'important travail qu'ils ont développé dans l'émergence des syndicats de lutte (Sud) ou des « nouveaux mouvements sociaux » (AC !).

[5] Et plus récemment en Kanaky où le syndicat indépendantiste USTKE a donné naissance au parti travailliste.

[6] Souligné par nous. IX<sup>e</sup> congrès d'Alternative libertaire - Saint-Denis, mai 2008, (Pouvoir populaire contre pouvoir d'Etat, Alternative libertaire et le jeu institutionnel)

[7] Hannah Arendt, *Qu'est-ce que la politique ?*, Editions du Seuil, Coll. Points, p. 72.

[8] C'est ce que rappelle avec force Jacques Rancière dans plusieurs de ses essais et textes. C'est ce que disait déjà Hannah Arendt dans *Qu'est-ce que la politique ?* : « l'isonomia [égalité] ne signifie ni que nous sommes égaux devant la loi ni que la loi est égale pour tous mais que tous ont le même titre à l'activité politique » (op. cit. p. 77).

**NB : Dans ce texte nous faisons références plusieurs fois à des positions développées par Alternative libertaire. Loin de nous l'idée de toute polémique, ou de cultiver la différence de chapelle. Les camarades d'AL ont un souci de la clarté des positions politiques formalisées dans des positions de congrès ou des textes finalisés tandis que l'OCL en reste trop souvent dans le flou du débat, le positionnement localiste des expériences, ce qui ne l'empêche pas parfois d'essayer de prendre à bras le corps des questions de fond pouvant donner lieu à publications. C'est un appui important pour une réflexion et des débats que nous souhaitons constructifs sur quelques points essentiels : le passage du social au politique, du particulier au général, la définition du pouvoir social, de la démocratie d'un point de vue éminemment révolutionnaire.**

## Le monde du travail aux Etats-Unis : Les temps difficiles (1980-2005)

Marianne Debouzy

L'Harmattan, 2009

Si vous faites appel à votre mémoire, vous vous souviendrez peut-être qu'en 1981, Ronald Reagan dissolvait le syndicat des aiguilleurs du ciel, provoquant le licenciement de plus de 11000 contrôleurs aériens alors en grève. Reagan inaugurerait de la façon la plus brutale qui soit son premier mandat à la tête des Etats-Unis d'Amérique.

Dans son dernier livre, *Le monde du travail aux Etats-Unis : les temps difficiles (1980-2005)*, Marianne Debouzy dresse un tableau aussi terrible qu'édifiant de l'évolution du salariat et des relations professionnelles de l'autre côté de l'Atlantique en un quart de siècle.

Les politiques néolibérales, initiées par cet ancien acteur de second plan dans un contexte de récession économique, et poursuivies par tous ses successeurs, républicains comme lui, ou démocrates, ont mis grandement à bas les conquêtes sociales des années 1930.

En 25 ans, les conditions de travail se sont profondément dégradées. Les travailleurs qui bénéficiaient, grâce à l'action de leurs syndicats, d'une bonne couverture sociale et de salaires acceptables, ont vu leurs acquis sociaux être remis en cause, voire liquidés, et ce, notamment dans les bastions ouvriers, comme la métallurgie ou l'automobile. Parallèlement, le travail précaire a pris une place de plus en plus importante, sans qu'en compensation, les victimes (« les working poors »), puissent bénéficier de filets de protection sociaux acceptables ; car, l'heure étant aux réductions d'impôts et à la compression des dépenses publiques (hormis pour l'armement !), tous les programmes à destination des pauvres ont été revus et corrigés à la baisse. Cette politique antisociale, extrêmement brutale, s'est traduite par une hausse importante du chômage, même si le calcul du taux de chômage aux Etats-Unis minore les chiffres publics ; mais aussi d'un incroyable taux d'incarcération qui fait des Etats-Unis, l'un des pays qui compte le plus de prisonniers au monde par habitant.

Face à ces attaques sans précédent contre la condition salariale, le syndicalisme américain a montré ses limites. Bureaucratisé et satisfait, éloigné du terrain, marqué par le racisme à l'égard des Noirs et des migrants, peu disposé à organiser les travailleurs peu ou pas qualifiés, prêt à tous les compromis, il a quasiment perdu toutes les bagarres dans lesquelles il s'est engagé. Pire même, la modification des règles permettant à un syndicat de s'im-

planter dans une entreprise qui en est dépourvu est un frein supplémentaire à son développement, notamment dans les entreprises de services qui ont fleuri sur les décombres de la désindustrialisation violente qui a ravagé le pays. Quant au droit de grève, les Républicains ont su habilement remettre au goût du jour un vieil arrêt de 1938 permettant aux employeurs de faire appel à des jaunes pour remplacer les grévistes. Mais comme l'écrit Marianne Debouzy, « s'il est clair que l'administration Bush s'est efforcée par tous les moyens de réduire le plus possible les droits des salariés, c'est sans doute que l'affaiblissement du mouvement syndical, son manque de soutien dans l'opinion et l'absence de soutien réel de la part des Démocrates rendaient la tâche d'autant plus facile. »

Il n'y a pas que les milliardaires qui considèrent que la lutte des classes est un mythe. Au sein de la classe ouvrière, beaucoup sont acquis aux « valeurs de l'Amérique » et au « rêve américain » ; celui qui permettra au cireur de chaussures de devenir un jour milliardaire. Comme le déclarait en 1897 Chauncey Depew, un magnat de la presse : « La république américaine est bâtie sur l'individu. Elle ne reconnaît ni les classes, ni les masses. Ainsi sommes-nous devenus une nation de self-made-men. Nous vivons sous des lois garantissant justice et liberté, et toutes les avenues menant à une carrière sont ouvertes. »(1) Oubliés les barons voleurs et les massacres d'ouvriers grévistes au 19e siècle si bien dépeints par Howard Zinn dans son histoire populaire des Etats-Unis(2) ? Pas si sûr. Dans ce contexte culturel particulier, où la réussite sociale est vue comme le fruit de la Providence, où l'émancipation sociale ne se conjugue le plus souvent qu'au singulier, il reste des travailleurs des deux sexes qui n'acceptent pas l'inacceptable : les salaires indécentes, le temps de travail à rallonge, les heures supplémentaires indispensables à la survie économique, les conditions de travail dégradées(3). Ce sont des femmes soumises au travail précaire, des immigrés ; ce sont des employés des services, des ouvriers d'industrie ou bien encore des cadres. Marianne Debouzy leurs consacre un long chapitre. Elle nous les montre qui luttent, perdent parfois mais gagnent aussi, innovent en nouant des relations avec d'autres acteurs du mouvement social, et ce, malgré la répression patronale et étatique qui les oblige à ruser constamment pour ne pas être criminalisés, malgré le peu de soutien

dont ils disposent de la part des bureaucraties syndicales. Une AFL-CIO qui a scissionné en 2005, les opposants, une forte minorité, s'en allant fonder la Fédération Change to win. Pour quel résultat ? Dans une brochure parue en 2003(4), deux sociologues américains, Rick Fantasia et Kim Voss, se voulaient raisonnablement optimistes : « Pour la première fois depuis des dizaines d'années, il devient possible de faire vivre de nouvelles espérances sociales ». Marianne Debouzy est beaucoup plus modéré, considérant que ce qui manque à ce mouvement de critique sociale, c'est le « relais d'un parti animé d'une volonté de réformer le système (et) d'une mobilisation de l'opinion publique ».

Obama, qui est tout sauf un révolutionnaire, est-il en mesure de favoriser un renouveau du mouvement syndical ? Rien n'est moins sûr. Certes, il a promis durant sa campagne de soutenir une proposition de loi (Employee Free choice act) qui « permettrait aux syndicats de s'implanter dans les entreprises au terme d'une procédure simplifiée. » Mais aussitôt le patronat a stigmatisé cette loi en la traitant de « crapulerie de type soviétique » : il a promis de lui faire la guerre, s'il la

mettait sur le tapis, rien de moins ! Et quand on voit les réactions suscitées par sa volonté de réformer le système d'assurance maladie alors même qu'il a opté pour une stratégie de conciliation (pour ne pas dire plus) afin de la faire voter, on est en droit de penser qu'il ne devrait pas rechercher un choc frontal avec le patronat sur une question annexe... tant elle semble peu concerner une opinion publique largement contaminée par les idées dominantes... qui sont celles de la classe dominante.

Patsy

(1) Marianne Debouzy, *Le capitalisme « sauvage » aux Etats-Unis (1860-1900)*, Seuil, 1972, p. 142.

(2) Howard Zinn, *Histoire populaire des Etats-Unis*, Agone, 2002, 811 p.

(3) Sur les résistances au quotidien des travailleurs américains, lire l'ouvrage récent de Martin Glaberman et Seymour Faber : *Travailler pour la paie : les racines de la révolte*, Acratie, 2008, 163 p.

(4) Rick Fantasia et Kim Voss, *Des syndicats domestiqués - Répression patronale et résistance syndicale aux Etats-Unis*, Raisons d'Agir, 2003, 175 p.



### COURANT ALTERNATIF A BESOIN D'ARGENT !

Le dernier appel-souscription pour soutenir Courant Alternatif datait de 1992. Il s'agissait de fournir un coup de pouce financier pour permettre au mensuel d'être distribué par les NMPP.

Le pari a été tenu puisque ce mensuel communiste libertaire est toujours présent dans 170 points de vente (très mal répartis, certes). Bien sûr, le résultat n'est pas miraculeux (200 exemplaires vendus aux NMPP en moyenne chaque mois), mais le maintien de ces ventes s'avère indispensable pour faire connaître le journal au-delà des sphères militantes.

Or, la diffusion NMPP coûte de plus en plus cher, l'entreprise n'ayant que faire des petits journaux. Elle nous amène à payer toujours plus

pour « bénéficier » de ses services (gestion des retours et des inventus... et maintenant inscription quasi obligatoire sur un site de lecture en ligne... quelques centaines d'euros !)

Par ailleurs, nous avons dû souscrire à un service spécial J+1 auprès de La Poste afin que les abonnés reçoivent au plus vite leur exemplaire, ce qui n'était pas le cas (souvent 10 à 15 jours de retard ! au tarif « normal » supposé être J+3)... encore quelques centaines d'euros. Enfin, signalons que le fonctionnement rotatif de la confection du journal (une réunion par mois dans une ville différente) nous coûte aussi de l'argent en déplacements. Pas question de revenir dessus, ce fonctionnement est constitutif de notre identité et de notre projet politique et ne saurait être remplacé par une équipe



## La Bolivie d'Evo - Démocratique, indianiste, socialiste ? Alternative Sud

Centre tricontinental/Syllepse, 2009

**A**lternatives Sud est une revue rare. Basé en Belgique, ce trimestriel lancé en 1996 offre la possibilité au lecteur francophone de découvrir ce que pensent les intellectuels du Sud, c'est-à-dire de ce qu'on appelait jadis le « tiers-monde », de l'évolution de notre monde commun. Et ces intellectuels, qu'ils soient chercheurs en sciences sociales, journalistes ou militants ont des choses à dire, à l'heure de la « globalisation », sur les transformations que subissent leurs pays. Lire Alternatives Sud est une façon de se vacciner contre l'Occidentalocentrisme et, sur bien des questions, c'est une oeuvre salutaire, tant le regard que l'on porte sur l'évolution des sociétés, des systèmes sociaux, dépend de notre « ressenti » national, de notre habitus, de notre culture... et des informations que les grands media consentent à relayer.

Le dernier numéro d'Alternatives Sud s'intitule « La Bolivie d'Evo - Démocratique, indianiste et socialiste ? ». En 2005, un séisme politique s'est produit du côté de La Paz : Evo Morales, militant paysan, syndicaliste, cocalero, Indien de surcroît, est élu président de la République. Pour la première fois de son histoire, le pouvoir échappe des mains de l'élite blanche raciste. Cette victoire est l'aboutissement d'un long « cycle de mobilisations sociales entamé au milieu des années 1990 », marqué notamment

par ce qu'on a appelé la « guerre de l'eau » au cours de laquelle la population de Cochabamba a vaincu une multinationale du traitement de l'eau, Agua del Tunari, soutenue par un gouvernement acquis aux diktats de la Banque mondiale(1). Cette victoire a dynamisé le Mouvement vers le socialisme (MAS), coalition de mouvements sociaux et politiques dominée par la figure d'Evo Morales, et délégitimé un peu plus la vieille classe politique bolivienne accusée à la fois, et avec raison, d'être raciste, soumise au néolibéralisme et de brader les richesses nationales, notamment le gaz. En d'autres termes, le MAS, une fois parvenu au pouvoir, entend « réaffirmer la souveraineté de l'Etat sur le territoire national, (et) « décoloniser » cet Etat pour qu'il reflète plus fidèlement la réalité pluriethnique de la population bolivienne » (François Polet). Il n'est dès lors pas étonnant que les politiciens boliviens fassent tout leur possible pour enrayer la dynamique à l'oeuvre depuis 2005, même s'il est bon de relativiser le poids des questions idéologiques dans l'analyse des gesticulations du vieil establishment politique bolivien (Hervé Do Alto et Franck Poupeau, Ressorts de l'opposition régionale bolivienne). Le dernier épisode de cet affrontement fut l'affrontement violent entre le gouvernement et l'opposition. Situation que le vice-président Alvaro Garcia Linera définit en termes gramsciens comme le conflit entre le

« bloc de pouvoir déchu, dépourvu de projet politique global, (...) replié sur le contrôle de plusieurs gouvernements régionaux » et les « les classes sociales mobilisées à l'échelle régionale ces huit dernières années (qui) constituent aujourd'hui le nouveau bloc de pouvoir dirigeant à l'échelle nationale ».

Il n'est guère facile de définir précisément ce qu'est le MAS. C'est ce qui ressort de la lecture de la dizaine de contributions proposées par la revue. Le MAS est assurément nationaliste, même si son nationalisme se doit de composer avec les revendications autonomistes émanant des communautés indigènes (Marxa Nadia Chavez Leon, « Autonomies indigènes » et « Etat plurinational »). Socialiste ? Social-démocrate, plutôt, c'est-à-dire, étatiste, redistributif mais non anti-capitaliste.

La revue se clôt sur un entretien et une contribution de Alvaro Garcia Linera, vice-président de la Bolivie mais aussi sociologue réputé(2). Ces deux textes, souvent ardu et conceptuels, sont très marqués par l'héritage d'un Antonio Gramsci et d'un Nicos Poulantzas qui voyait dans l'Etat la « condensation matérielle d'un rapport de force entre classes et fractions de classe » et non un simple outil aux mains de la classe dominante(3). Garcia Linera y défend avec conviction et érudition la stratégie du MAS au pouvoir. Révolutionnaire pragmatique ou réformiste radical, il considère que le rôle d'un Etat de gauche, d'un Etat révolutionnaire » est d'« élargir la base ouvrière et l'autonomie du monde ouvrier, stimuler les formes d'économie communautaire partout où il existe des réseaux, des articulations et des projets de nature plus communautariste, sans pour autant vouloir les contrôler. » Il entend « rééquilibrer les formes économicistes capitalistes et celles qui ne le sont pas, en renforçant ces dernières pour que dans la durée elles puissent générer un sens de la communauté plus fort qui permette ensuite de penser le post-capitalisme. »

Pour lui, le MAS est parvenu à redonner à l'Etat une capacité d'autodétermination économique grâce aux nationalisations ; et cette manne financière, l'Etat l'a redirigée vers les producteurs nationaux, notamment en stimulant l'économie communautaire qui, dit-il « n'a rien à voir avec la logique productiviste à forte rentabilité (...) qui est le propre de l'économie marchande capitaliste », parce que si les Indigènes, écrit-il « veulent bien entendu se moderniser », ils veulent le faire à leur manière, en n'oubliant pas que « la famille nucléaire reste l'ultime recours, celle qui fournit le pain et l'eau. »

Refusant de faire de l'Etat un demiurge, ayant pris acte du fait que la classe ouvrière, défaite dans les années 1980, ne pouvait être considéré dans la configuration bolivienne

marquée par l'indianisme comme « le » sujet historique, il plaide pour un communisme « construit à partir des capacités d'auto-organisation de la société, de processus de génération et de distribution de la richesse de type communautaire, autogestionnaire. »

Il considère que le gouvernement a commencé à casser les mécanismes silencieux de domination, et que la victoire de Morales a convaincu les Indigènes que les temps avaient changé, qu'ils n'étaient plus voués à être des dominés socialement, culturellement et politiquement. Casser ces mécanismes est indispensable pour que l'Etat puisse composer un appareil d'Etat orienté vers d'autres fins.

Reste que l'alliance de l'indigène-paysan avec la classe moyenne d'Etat et les petits entrepreneurs capitalistes nationaux ne peut être que fragile. De même, la victoire du MAS n'a pas mis fin au clientélisme ou à la corruption. Car, comme l'explique François Polet, « le sentiment de (co)propriété des secteurs sociaux à l'égard du MAS se double d'un sentiment de (co)propriété, de type prébendier, à l'égard de l'appareil d'Etat aujourd'hui dominé par le parti. » En clair et très schématiquement, il est tentant pour des militants, actifs depuis des années dans les mouvements sociaux, de réclamer pour bons et loyaux services, une place dans le nouvel appareil d'Etat : d'intégrer en somme la fonction publique. C'est bien là tout le drame de l'Etat dans sa « phase de transition », et l'objet de tant de polémiques entre révolutionnaires : comment consolider une nouvelle forme d'Etat, se reposant donc sur une nouvelle élite vivant pour et par elle, tout en pensant et travaillant à son dépérissement via le développement de pratiques autogestionnaires et des mécanismes de démocratie directe ?

P. Nantes

fixe ni par des réunions virtuelles. Nous tenons à la décentralisation et aux rapports directs d'autant que ces commissions journal sont l'occasion de faire connaissance avec des camarades qui ne sont pas à l'OCL, puisqu'elles sont ouvertes Cet accroissement des coûts se produit au moment où nous avons décidé d'augmenter encore la pagination de Courant Alternatif. L'an passé il était passé de 24 à 28 pages (36 pour le numéro d'été), cette année nous comptons le fixer à 32 pages. Cela nous paraît une nécessité compte tenu de l'évolution du mensuel dont beaucoup estiment que c'est un bon journal libertaire. Cela permettrait

- de passer des articles plus longs (théoriques ou descriptifs d'une lutte où d'une situation) sans déséquilibrer le journal.
- de faire une place plus grande au

courrier (comme nous avons commencé à le faire avec le « courrier du web ») et plus largement à des lecteurs-lectrices souhaitant être « correspondants » occasionnels ou réguliers (n'hésitez pas à franchir le pas !)

- de multiplier ainsi les articles plus courts descriptifs d'une lutte ou d'une situation particulière. il y a plusieurs autres manières de participer à cet effort : proposer des articles, participer aux débats, donner des coups de main et, pourquoi pas, adhérer à l'OCL (un bruit court que nous sommes réticents à faire de nouveaux adhérents et adhérentes... Laissez dire !). Et, bien entendu, vous abonner, vous réabonner, abonner des amis, nous envoyer des adresses pour que nous puissions faire connaître CA en envoyant des exemplaires gratuits.

## Australie : les réformes du droit du travail

**W**orkChoices repose sur quatre piliers : Le Premier pilier : la suppression des protections contre les licenciements abusifs. Les salariés licenciés ne peuvent plus attaquer leur entreprise devant les tribunaux si leur licenciement est lié à des contraintes économiques, structurelles, techniques ou, nous dit le texte « de tout autre motif de la sorte ».

Second pilier : l'individualisation de la relation d'emploi. Les salariés soumis à ce nouveau contrat d'embauche ne pourront pas s'appuyer comme leurs collègues plus anciens dans l'entreprise sur les conventions collectives existantes ou les accords d'entreprise en vigueur. Est-ce la porte ouverte à tous les abus ? Non, dit le gouvernement, car l'entreprise doit tout de même offrir certaines garanties de base protégées par la loi, notamment celles relatives au temps de travail, aux rémunérations et à je ne sais quoi d'autre. Cependant, il s'avère que 16% des dits nouveaux contrats suppriment toutes ces fameuses garanties de base, 63% ne comprennent plus de compensations pour le travail de nuit ou de week-end, 29% comprennent une réduction des temps de pause ...

Troisième pilier : la destitution des tribunaux du travail notamment en ce qui concerne la détermination des salaires minima. Les tribunaux du travail étaient des organismes indépendants qui, concernant les salaires minima, surfaient entre les revendications syndicales et celles du patron et du gouvernement : en clair, ils coupaient la poire en deux. John Howard a mis fin à cela en mettant en place l' « Australian Fair Pay Commission », une agence gouvernementale placée sous la férule d'experts des marchés financiers, chargée de fixer les fameux minima. L'expert en marché financier cultivant assez rarement l'empathie à l'égard des classes populaires, on imagine sans mal ce qui peut advenir du pouvoir d'achat des bas salaires.

Quatrième et dernier pilier : la mise en place de sévères res-

**En 2005, le gouvernement libéral-conservateur de John Howard, a mené tambour battant une réforme du droit du travail (WorkChoices). Réforme tellement dure qu'elle avait fait dire à la Confédération internationale des syndicats libres que le « gouvernement australien semblait vouloir ramener les relations industrielles, à l'âge de la loi de la jungle, qui régnait il y a un siècle ou même avant. »**

trictions à la liberté d'action syndicale. La liste des restrictions est très longue ! Un seul exemple relatif au droit de grève : imaginez que le syndicat des boulangers de Sidney lance un mouvement de grève. Et bien, il suffit qu'une seule personne, non-membre du syndicat des boulangers, ou bien membre d'un autre syndicat, par exemple celui des pâtisseries, apporte son soutien à l'effort de grève pour que la grève, dans son ensemble, devienne illégale. La solidarité de classe est proscrite ! Et si la grève est illégale, le syndicat peut être condamné et verbalisé ! Sans oublier que la grève peut être décrétée illégale si elle menace de porter atteinte à la vie, à la sécurité, à la santé ou au bien-être de la population ou d'un groupe social particulier, ou bien si elle risque d'affecter l'économie du pays.

A la fin de l'année 2007, les urnes ont parlé. La coalition libérale-conservatrice a été sanctionnée, et ce sont les travaillistes, appuyés fortement par les organisations syndicales, qui se sont emparés du pouvoir. Dès leur prise de fonction, ils ont retiré WorkChoices comme ils l'avaient promis, mais ce n'est que tout récemment, après deux ans d'intenses négociations, qu'ils ont fait adopter le « Fair work act ».

Le Fair work act est revenu sur certaines dispositions du WorkChoices. Il a remis en place des mécanismes pour protéger les salariés du licenciement abusif, établi une dizaine de normes nationales valables pour tous les salariés, qu'elles concernent le temps de travail, la durée des congés parentaux ou les congés payés, mais laissé aussi aux partenaires sociaux le soin de

négoier les tarifs des heures de nuit, des heures supplémentaires etc. De même, le Fair work act est revenu sur la possibilité offerte aux entreprises de négocier des contrats individuels ; des contrats qui, n'étant pas adossés aux conventions collectives en vigueur, ouvraient la porte aux pires abus.

Nous devrions nous réjouir de voir des sociaux-démocrates tenir enfin leurs promesses électorales. C'est si rare ! Mais à y regarder de plus près, il semble plus juste d'affirmer que les travaillistes australiens n'ont fait qu'éliminer du WorkChoices les mesures les plus rétrogrades et les plus sujettes à l'indignation humaniste.

Les travaillistes n'ont ainsi quasiment pas touché aux « domaines qui ont une importance organisationnelle pour les syndicats, comme le droit de grève et les modalités d'entrée sur les lieux de travail ». Autrement dit, il n'est pas question pour les travaillistes de légiférer afin de redonner du pouvoir aux syndicats.

Il serait utile de faire le parallèle entre l'expérience britannique et l'expérience australienne. Rappelons que dans les deux cas, le parti travailliste admet des adhérents individuels et des adhérents collectifs, en l'occurrence des syndicats ou trade-unions. Des adhérents qui paient des cotisations ; d'où le raisonnement des libéraux : empêcher la syndicalisation, c'est tout autant libérer le patronat de la pression collective des travailleurs qu'affaiblir financièrement l'adversaire politique ! En Angleterre, durant de longues décennies, le poids des bureaucraties syndicales dans

la désignation des candidats travaillistes aux élections fut très important. C'est pourquoi le New Labour de Tony Blair s'est efforcé de limiter leur capacité de nuisance(1). Margaret Thatcher s'était chargée de leur couper les ailes sur le terrain social(2) ; Tony Blair s'est chargé de les museler au sein du parti travailliste, pour donner à l'inverse plus de poids aux adhérents individuels, issus des classes moyennes et de la petite-bourgeoisie, très éloignées culturellement du monde ouvrier et de ses valeurs. Le Parti travailliste australien de Kevin Rudd se situe dans la même problématique. Il veut bien rétablir « un » équilibre dans les relations Capital/Travail, mais pas au point où les syndicats seraient mis en capacité de peser réellement sur les choix économiques et politiques gouvernementaux. Il veut bien redonner du « pouvoir » ou des protections à l'individu-citoyen-salarié, mais pas aux structures de défense collective des travailleurs, quand bien même celles-ci n'ont rien de révolutionnaire. Il veut bien un syndicalisme responsable, raisonnable, pragmatique, « participatif » : en somme un corps intermédiaire entre patron et salarié reposant sur un groupe de techno-bureaucrates vivant grâce au dialogue social. Il ne veut pas d'un syndicalisme combatif, « lutte de classes », capables par la grève de gêner la marche du monde... celui des affaires.

*Nota* : les informations qui m'ont permis de rédiger ce papier sont issues de « Relations professionnelles : nouveau pouvoir, nouvelle donne » (*Chronique internationale de l'IRES* n° 120, septembre 2009). Le texte est accessible en ligne sur le site de l'IRES. (1) Lire à ce sujet Philippe Marlière, *La social-démocratie domestiquée - La voie blairiste*, Aden, 2008.

(2) Noëlle Burgi, *L'Etat britannique contre les syndicats*, Kimé, 1992.

Patsy sur  
<http://patsy.blog.free.fr>

## Portugal 2005-2009

# Le mouvement des professeurs du secondaire

### CONTEXTE GÉNÉRAL

Après les élections législatives de 2005, un gouvernement dirigé par José Sócrates est entré en fonction, soutenu au sein de l'Assemblée par une majorité (absolue) du Parti Socialiste. Les idées clé de son programme étaient le combat contre le déficit des comptes publics, l'amélioration et la généralisation de l'éducation et de la formation des jeunes et des adultes et, de manière générale, la modernisation du pays. Toutes choses qu'on accepte comme étant très méritoires et la population a fait confiance à ce gouvernement et à sa parole, après des années d'anxiété pendant lesquelles personne ne voyait de solution aux problèmes chroniques du Portugal.

Cependant, peu à peu on comprit que la lutte contre le déficit passait essentiellement par des sacrifices imposés à la population active et, en particulier, aux fonctionnaires, vus par le gouvernement comme une bande de feignants bardés de privilèges auxquels il était nécessaire de mettre fin. Ainsi a commencé la lutte contre les « corporatismes », fiers de leurs « droits acquis » (acquis sociaux), présentés comme le mal à combattre par le gouvernement. La stratégie adoptée consistait à dénigrer des professions entières auprès de l'opinion publique pour justifier ainsi sa politique dite « de rigueur ». L'attaque contre les professeurs s'est donc amplifiée, ces derniers étant maintenant accusés de gagner trop d'argent et de ne pas en foutre une rame et, en dernière analyse, d'être responsables du retard national sur le plan éducatif. Attaque dirigée par une équipe ministérielle combative qui n'a pas lésiné dans l'abus de pouvoir et dans le mépris. Il faut signaler que la ministre de l'éducation du gouvernement Sócrates avait été militante anarchiste, à la suite du 25 avril, fait plutôt ironique pour quelqu'un qui est devenu une figure particulièrement antipathique et, sans aucun doute, l'un des politiques les plus détestés de ces dernières années. Les mesures

se sont succédées : augmentation du temps de travail, augmentation de la précarité, blocage des salaires et des évolutions de carrières pendant 2 ans, introduction de quotas pour atteindre les derniers échelons de la carrière, réintroduction de la figure du « Directeur » qui avait été abolie lors du 25 avril, suppression des mécanismes démocratiques de désignation des coordinateurs pédagogiques, auparavant élus par leurs pairs et désormais nommés par le Directeur.

Survint enfin la tentative d'instauration d'un système d'évaluation kafkaïen, si complexe qu'il était purement et simplement inapplicable. Parmi les paramètres d'évaluation, on comptait les notes obtenues par les élèves, notes qui, dans la majorité des cas, étaient de la seule responsabilité du professeur évalué ! En quelque sorte, les professeurs étaient clairement poussés à augmenter la rentabilité du système : il fallait, à tout prix et en peu d'années, placer le Portugal au niveau des autres pays de l'OCDE en termes de nombre de diplômés de l'enseignement secondaire. Parallèlement, on lança un programme « Nouvelles Opportunités » destiné à remettre des diplômes d'études secondaires à un million de citoyens, dans la plupart des cas à peine plus qu'alphabétisés, à travers un système d'équivalence. Si cette reconnaissance ne correspondait à aucune formation effective, si le processus laissait libre court aux fraudes, à qui la faute ?

Le bouc émissaire de tout ce qui ne marchait pas dans l'édifice virtuel construit au niveau politique a été tout trouvé par l'équipe ministérielle de ce gouvernement : les professeurs. La vérité, c'est que l'éducation souffre depuis déjà pas mal de temps d'un processus continu de baisse de niveau, processus que la politique de ce gouvernement n'a fait qu'accentuer, encore que sous couvert d'innovation. Les causes en sont variées : la massification dénuée de règles, l'obsession des politiques pour les résultats (indépendamment de leur contenu), la satisfaction illusoire des élèves et

de leurs familles au moment de l'obtention de diplômes plus ou moins virtuels. On commença à gérer l'école à l'aide théories délirantes concernant l'enseignement et l'apprentissage avec une phraséologie théorique propre. Sans exagérer, on peut dire qu'on exige très peu aujourd'hui dans l'enseignement, que les élèves échouent difficilement (même s'il le voulaient), que cet état de fait a déjà entraîné des graves conséquences dans l'enseignement secondaire et même supérieur - et que les diplômes se dévalorisent à une vitesse exponentielle. Indépendamment des apprentissages, ce système entraîne une déresponsabilisation, voire même la régression des jeunes en tant qu'acteurs conscients de la vie en société. Le travail des professeurs se transforme de plus en plus en un « gardiennage » de la jeunesse sans travail et sans perspective. Avec cette réforme de tendance néolibérale, le Ministère de l'Education des socialistes ne brise pas cette logique : c'est même le contraire, elle l'approfondit.

### LA LUTTE

C'est dans ce contexte qu'on a imposé le nouveau statut de carrière des professeurs. Objectif principal (en conséquence) : empêcher l'accès d'une majorité de professeurs aux échelons les plus élevés - une catégorie désormais appelée « professeurs titulaires », augmenter la précarité et, donc, réduire de manière significative les coûts. En effet, 150 000 professeurs reviennent très cher. La politique menée s'est avérée désastreuse. À une politique de prudence et de petits pas, on a préféré un changement radical (toujours sous la pression du déficit public). Le climat dans les écoles s'est alourdi : on a introduit une compétition individuelle et une méfiance mutuelle dans une profession qui, de par ses caractéristiques propres, s'était toujours organisée de manière coopérative. Des mouvements autonomes de professeurs se sont développés et ont mobilisé les gens pour résister sans jamais parvenir à se substituer aux syndicats.

Beaucoup d'autres, démoralisés, ont postulé pour une retraite anticipée. Il faut préciser que, pour la première fois depuis la défaite qui a suivi la « révolution des œillets », on a assisté au Portugal à l'affirmation d'un mouvement multiforme prenant des aspects indépendants et autonomes, de base, s'exprimant par des actions directes et originales.

Le gouvernement a essayé de rendre les syndicats responsables de la contestation, surtout celui qui est le plus lié au PC, la FEN-PROF. Or, et ceci est très important, les syndicats, lors d'une phase initiale, voulaient désespérément négocier, obtenir des concessions minimum, justifier leur existence, en accord avec la nature même du compromis. Ils étaient disposés à tout faire (ou presque) pour obtenir un accord. Mais, en novembre 2008, après une série de manifestations dans les régions, la première grande manifestation nationale (plus de 100 000 professeurs) eut lieu, montrant le profond malaise de la profession, allant de la sorte bien au-delà des syndicats, qui, surpris, ont radicalisé leur discours. On était loin des manifestations habituelles de protestation. Personnellement, et comme beaucoup d'autres personnes, je ne m'attendais pas à ce sursaut de la part de mes collègues, que je considérais plutôt comme des moutons soumis. Il faut préciser que ce n'est pas par hasard qu'il existe 8 syndicats de professeurs, en plus d'autres associations non syndicales et de tendance politiques très variées. Tout ceci a été encouragé par les gouvernements successifs, lesquels trouvaient toujours un interlocuteur avec qui ils pouvaient s'entendre, pouvant ainsi dire que la concertation était possible. Cette fois-ci, le Ministère de l'Education n'a réussi à trouver aucun allié ! Face à la mobilisation dans la rue et dans les écoles, le Ministère a reculé concernant le système d'évaluation, mais pas sur l'essentiel : le fractionnement de la carrière et les quotas. Cependant, le mouvement ne s'est pas démobilisé : de nombreux professeurs ont refusé de remplir les « objectifs individuels

», point de départ de l'évaluation. D'autres ont inventé collectivement une manière pour contourner ces exigences bureaucratiques. Dans de nombreuses écoles, ces actions ont fait naître des collectifs informels hors du contrôle des syndicats. En mai 2009, le centre de Lisbonne était de nouveau occupé par une centaine de milliers de manifestants. Les partis d'opposition, les élections en vue, ont soutenu la lutte des professeurs, certains d'entre eux faisant preuve d'un opportunisme à toute épreuve. Le socialiste Sócrates a gagné de nouveau les élections de septembre 2009, mais en essuyant une perte significative de quelques centaines de milliers de voix, assez pour perdre la majorité absolue qui jusqu'à présent lui permettait de gouverner comme il l'entendait. En réalité, le PS, parti qui bénéficie traditionnellement des voix des enseignants, a fini par leur asséner un terrible coup sur la tête en réalisant ce que les partis les plus à droite avaient toujours rêvé de faire sans jamais y être parvenus. Dans ce domaine, comme dans de

nombreux autres... Actuellement, nous sommes dans l'expectative, dans l'attente des mesures du nouveau gouvernement (de couleur socialiste mais minoritaire). Le corps enseignant est très hétérogène, composé de travailleurs dans des situations très variées, il est donc difficile de maintenir une unité. De fait, l'unité maintenue jusqu'à aujourd'hui dans cette lutte fut le résultat d'un autoritarisme stupide de la part du gouvernement précédent et, en particulier, des responsables du Ministère de l'Éducation.

Quant aux étudiants, ils ont aussi subi la touche « réformatrice » du Ministère de l'Éducation. Un des dirigeants étudiants, lors d'une commémoration pour le centenaire d'un des principaux lycées de Lisbonne, a dénoncé publiquement, devant la ministre et le président de la république, la politique du gouvernement envers la jeunesse, mettant en avant les idées principales de la contestation : « les entraves qui ont été introduites pour freiner la démocratie dans les écoles par les nouvelles politiques de l'Éducation »

et « la ligne d'orientation erronée que l'Éducation a choisie, retirant à la démocratie toute crédibilité aussi bien au sein des écoles qu'à l'extérieur » ; le nouveau Statut de l'Élève, qui, « au lieu de considérer les étudiants comme des acteurs réels dans l'école, les considère comme des individus semblables et robotisés, qui fréquentent l'école uniquement pour passer des examens et faire la compétition pour un futur qui n'est pas garanti et qui devrait être un droit » ; « le nouveau modèle de gestion des écoles, qui retire aux étudiants et au restant personnel de l'enseignement tout pouvoir et toute représentativité dans les organes de gestion, les conférant à des acteurs extérieurs à l'école, ce qui constitue une des attaques les plus directes contre la démocratie » ; « nous ne pouvons pas renoncer à des droits si fondamentaux comme l'élection du directeur de l'école et l'élaboration du règlement intérieur » ; mais, « l'attitude adoptée par le ministère a eu un effet pire encore que n'importe quelle loi : il a méprisé des manifestations de plusieurs mil-

liers d'étudiants, seulement par le fait que nous sommes des mineurs, comme si des élèves du secondaire n'avaient rien à dire ; il a ignoré les pétitions, y compris une contenant 10 000 signatures d'élèves et qui exigeait la suppression de ces lois ; il a tourné le dos à des manifestations de plusieurs dizaines de milliers d'enseignants qui luttaient pour leurs droits, pour leurs écoles ».

Ainsi, on voit bien que, au-delà d'une simple expression de solidarité avec la lutte des enseignants, le mouvement des élèves met en avant un malaise des jeunes contre l'asphyxie de la démocratie dans les écoles, et surtout, l'absence de perspective dans un « futur qui ne présente aucune garantie et auquel pourtant nous avons droit ».

A suivre...

Luis L.,

Lisbonne, novembre 2009.

[Traduction du portugais, Borbala]

## Palestine

# Derrière l'occupation, l'exploitation et les profits capitalistes

*A propos du conflit israélo palestinien, les médias et même le mouvement de solidarité avec la Palestine négligent trop souvent l'aspect économique de l'occupation israélienne. Seule l'approche idéologique, évidemment nécessaire, portant sur une critique du sionisme, avec toutes les nuances possibles selon les organisations est mise en avant. Une compréhension globale de la problématique de cette lutte de libération ne peut se faire sans une connaissance de la réalité économique de cette occupation. Une première prise de conscience se dessine néanmoins depuis peu par le biais du mot d'ordre BDS (Boycott, désinvestissement et sanctions) repris par plusieurs organisations de solidarité. Cette approche prend en compte la réalité économique de la colonisation à travers les entreprises qui en profitent et qu'il faut boycotter.*

*Au-delà des aspects négatifs de toutes sortes subis par les palestiniens, il sera question ici des avantages et autres « bienfaits » que peut tirer Israël de l'occupation et de la colonisation et des raisons basement matérielles justifiant le désir, pour des milliers de colons, de rester là où ils sont.*

*Le texte qui va suivre est largement inspiré d'articles de presse israéliens et internationaux.*

### BREF HISTORIQUE SUR LA COLONISATION

La colonisation commence de fait en 1968 avec l'occupation faisant suite à la victoire d'Israël en Juin 67. Elle n'a jamais cessé depuis, quels que soient les gouvernements qui se sont succédé.

Il faut distinguer deux types de colonisation, celle gérée par l'Etat à travers les différents appels d'offre lancés régulièrement aux entreprises de bâtiment qui vont concerner des terrains « appartenant » à l'Etat, genre ex zone militaire ou bien terres considérées comme étant en déshérence, plus communément appelées terres des absents, abandonnées de fait par leurs anciens propriétaires croupissant en tant que réfugiés depuis des années dans un camp quelconque en Jordanie ou du Liban. Il y a aussi celle gérée par des promoteurs privés à partir de terrains confisqués aux palestiniens dans le cadre de l'extension de colonies. Celle-ci est de loin la plus importante. Le cas de Bi'l'in est un peu différent, c'est une expropriation des terrains de la commune palestinienne de Bi'l'in en vue de l'extension du mur afin d'y inclure l'extension de la colonie,

souvent dénommés terrain militaire, Modi'in Ilit.

On a vu aussi le cas de terres vendues discrètement par des palestiniens eux-mêmes, certains ayant eu à subir des pressions de tous ordres, d'autres acceptant un confortable viatique assorti d'un billet d'avion pour un pays lointain. Il faut rappeler à cette occasion que les grandes vagues de colonisations juives avant l'indépendance de 1948 ont été possibles grâce à l'achat de terres souvent payées très cher par l'Agence Juive à de riches propriétaires ottomans vivant à Beyrouth ou à Damas, n'y ayant la plupart du temps jamais mis les pieds, plus motivés par l'aspect lucratif que par un quelconque sentiment nationaliste arabe. Aujourd'hui, les promoteurs privés israéliens disposent le plus souvent de fonds provenant des communautés religieuses ultra sionistes américaines. Dans tous les cas, les terrains expropriés appartiennent au départ à l'Etat souvent dénommés terrain militaire, qui soit les vend au privé, soit les valorise lui-même selon l'endroit qu'il souhaite développer.

## LES EFFETS DE LA COLONISATION

Le premier des constats, c'est que l'occupation de la Palestine est source d'immenses profits, pas seulement pour les colons qui y vivent et les entreprises qui y prospèrent, mais aussi pour l'état d'Israël par un apport non négligeable en P.I.B. issu de l'activité développée dans ces colonies, appelées pudiquement « implantations » par Israël. De la même manière, Israël ne parlera jamais de territoires occupés, mais de territoires disputés. Ceci à partir d'une pseudo ambiguïté soi disant relevée dans les termes de la résolution 242<sup>1</sup> de l'ONU.

On recense aujourd'hui 285 000 Israéliens vivant en Cisjordanie dans 135 implantations. En ajoutant Jérusalem-Est, le chiffre monte à près de 600 000. Un fait accompli sur lequel il sera difficile de revenir.

Depuis la mi-1990, le nombre de colons juifs a plus que doublé en Cisjordanie où vivent quelque 2,5 millions de Palestiniens.

Ces colons se sont constitués en un groupe de pression particulièrement puissant, le YESHA,

acronyme hébreu pour Judée, Samarie, Gaza), c'est à dire la Cisjordanie et la bande de Gaza. Celle-ci n'est plus concernée depuis 2005, date du retrait unilatéral, mais le nom est resté. Il a été fondé dans les années 1970 en succession du Gush Emunim (bloc de la foi). Il est constitué de vingt-cinq maires élus et de dix dirigeants de communautés, représentant un total d'environ 255 000 personnes.

## LE NOUVEAU MOT D'ORDRE DE LA DROITE ISRAËLIENNE

L'un des arguments de campagne de Benyamin Netanyahu était qu'à défaut d'avoir « la paix des armes », il fallait travailler à l'instauration d'une « paix économique », histoire d'éluider les questions politiques délicates sans pour autant apparaître comme quelqu'un qui ne fait rien vis-à-vis du processus de paix.

Premier constat : toutes les institutions internationales qui se sont penchées sur un possible développement économique de la Palestine depuis les accords d'Oslo ont été unanimes. Toutes l'annoncent d'une seule voix : le bouclage et l'émiettement des territoires sont les principales entraves à l'activité économique en Palestine. Pire, depuis la construction du mur, des milliers de travailleurs palestiniens, remplacés notamment par les migrants russes, soit quelque 100 000 Cisjordanais et Gazaouis, ont grossi les rangs des chômeurs, représentant environ un cinquième de la main-d'oeuvre palestinienne. Actuellement, un tiers des habitants arabes des territoires occupés n'ont plus aucune activité rémunérée, ne serait-ce qu'à temps partiel.

## ZONES INDUSTRIELLES JUIVES

La réponse de Netanyahu a été celle d'un nationaliste ultralibéral qui fait croire qu'il se préoccupe de l'économie palestinienne alors qu'en fait il s'efforce de répondre aux exigences des colons en leur apportant les infrastructures et les services nécessaires pour faire de ces colonies des villes à part entières. Tout cela génère de l'activité et donc des besoins de main d'œuvre. De plus, tous ces services qui sont apportés sont de longue date un business très

convoité par les entreprises israéliennes et une source importante de travail pour les Palestiniens. De même que le très controversé tramway de Jérusalem, un temps menacé par la campagne internationale BDS, géré par les transnationales françaises Alstom et Veolia, le maillage serré des implantations juives de Palestine au territoire israélien recèle de juteuses opportunités pour les joint-ventures à capital national et international, en particulier pour tout ce qui concerne les routes de contournements uniquement réservés aux colons.

Les colonies étaient au départ des lieux de peuplement, s'apparentant plus à des cités dortoir qu'à de véritables villes. Les choses ont commencé à évoluer sous le gouvernement d'Olmert et se sont confirmées sous l'actuel gouvernement de Nétanyahou avec l'apparition des colonies industrielles, qui ont poussé ces dernières années à l'ombre du mur de séparation. Si les implantations ont toujours hébergé des activités économiques, de l'artisanat des débuts, « on est passé à la production industrielle », selon Debby Lerman. Ces zones industrielles concernent surtout le secteur de l'agro-industrie, en particulier dans la vallée du Jourdain ainsi que des entreprises de high tech installées le long du mur. Plusieurs dizaines de milliers de Palestiniens franchissent quotidiennement les check points de ces zones industrielles d'un genre particulier.

Raed Abu Youssef, un syndicaliste palestinien d'Hébron tente d'organiser depuis plus d'un an pour le compte de l'ONG israélienne Kav La'Oved<sup>2</sup> des travailleurs dispersés dans plus de 350 entreprises. Une tâche gigantesque que cette petite organisation mène pratiquement seule depuis 2002. Par tradition, Histadrout, la grande centrale syndicale israélienne proche des travailleurs, n'intervient jamais pour tout ce qui concerne les territoires occupés. Quant aux syndicats palestiniens, interdits de séjour dans les colonies, ils se montrent réticents à l'égard de travailleurs qui ont longtemps fait figure de « traîtres ». « Mais le phénomène a pris une telle ampleur que les syndicats commencent à se coordonner avec nous », assure Raed Abu Youssef.

## ZONE DE NON DROIT ET PARADIS PATRONAL

C'est dans les colonies que la comparaison entre Israël et l'ancien régime sud-africain est la plus flagrante : un apartheid territorial plaçant le réservoir de main d'œuvre sous contrôle militaire. Mieux qu'un bantoustan sud-africain, une colonie en Cisjordanie, « ce n'est pas la Palestine, ce n'est pas Israël, c'est une zone libre ».

Liberté, en tout cas, pour les employeurs, qui disposent là d'un réservoir inépuisable de travailleurs dociles, bien formés et corvéables à merci n'ayant pas d'autre choix que d'être exploité.

Dans cette zone de non droit (ni Israël ni Palestine), les colons ont longtemps appliqué à leurs employés palestiniens la législation jordanienne en vigueur avant la conquête de 1967. Pas de syndicats, pas de vacances, aucune protection sociale ou sanitaire (25 morts par an), des salaires entre 6 et 10 shekels de l'heure alors que le smic israélien est à 21 shekels (1 euro équivaut environ à 5 shekel ou NIS), des conditions patronales de rêve, encore renforcées par les politiques d'encouragement menées par l'Etat d'Israël (impôts locaux modérés, prêts subventionnés). « Sans compter que les ressources – terre, eau, etc. – sont quasiment gratuites, puisqu'elles sont volées aux Palestiniens », accuse Debby Lerman. On saisit mieux pourquoi plusieurs projets de zones industrielles sont en cours d'élaboration afin d'absorber les demandes insatisfaites sur les principaux sites actuels de Tulkarem, Kalkilia, Salfit (Barkan) et Ariel. A l'initiative de Kav La'Oved, la Cour suprême israélienne avait, de manière inattendue, jeté un pavé dans la mare, en octobre 2007, en estimant que la loi sur le travail de l'Etat israélien devait s'appliquer aux entreprises installées en territoire occupé. Mais cette victoire juridique, n'est pas vraiment respectée et est facilement détournée. Entre autres astuces, des sociétés écrans enregistrées en Palestine, donc non soumises au droit israélien, où des fiches de paie tronquées suffisent à contourner la loi. Au-delà de la complicité de l'administration israélienne, le vrai obstacle réside dans la situation d'extrême précarité des Palestiniens. « Pour se

rendre au travail dans une colonie, l'ouvrier a besoin d'un laissez-passer renouvelable tous les trois mois. Il a intérêt à montrer patte blanche», résume M. Youssef. Cette situation permet aux officiers du SHABAK<sup>3</sup> de recruter des informateurs en exerçant un chantage au laissez-passer. Il n'est pas rare que l'autorisation militaire, attribuée après un entretien avec un officier des renseignements, se paie d'une dénonciation d'un «terroriste» ou d'un «agitateur», accuse Adri Nieuwhof, militante pacifiste et membre de Kav La'Oved.

## LOGIQUE ÉCONOMIQUE INCOMPATIBLE AVEC LE PROCESSUS DE PAIX

Les différents gouvernements successifs depuis 1993 savaient très bien ce qu'ils faisaient alors qu'ils freinaient des quatre fers toutes initiatives liées au processus de paix. En effet, ce processus devant naturellement passer par l'abandon des territoires occupés et donc induire un préjudice non négligeable tant pour les colons directement concernés que pour l'économie israélienne en général.

## IMPACT SUR L'ÉCONOMIE DE LA SÉCURITÉ.

La protection des colonies oblige à une amélioration constante de la sécurité, de la surveillance et des moyens de dissuasion, telles que les clôtures, les barrages routiers, la surveillance électronique, les caméras et les robots. C'est le top de la sécurité dans le monde développé, et cela sert aux banques, aux entreprises comme dans les quartiers huppés proches des bidonvilles et des enclaves ethniques où les rébellions doivent être anéanties. Si Israël est considéré comme étant au top des technologies de surveillance au niveau mondial, c'est à la fois grâce à une demande toujours croissante et à l'existence d'un terrain d'expérimentation qui n'est pas prêt de disparaître.

## IMPACT POUR LES CARRIÈRES LUCRATIVES

L'occupation qui perdure et la situation de paix armée assurent l'emploi de centaines de milliers d'Israéliens. Quelque 70 000 personnes travaillent dans l'industrie de sécurité. Chaque année, des

dizaines de milliers de jeunes terminent leur service armé avec des talents particuliers ou des à-côtés séduisants. Pour des milliers d'entre eux, cela devient leur principale profession : soldats professionnels, agents du Shabak, anciennement Shin Bet, conseillers à l'étranger, mercenaires, marchands d'armes. Par conséquent, la paix constitue une menace pour la carrière et l'avenir professionnels d'une couche importante et prestigieuse d'Israéliens, une couche qui a une grande influence sur le gouvernement.

## IMPACT SUR LA QUALITÉ DE LA VIE

Un accord de paix exigerait une nouvelle répartition égale des ressources en eau à travers tout le pays (du fleuve à la mer), entre juifs et Palestiniens, indépendamment de la désalinisation de l'eau de mer et des techniques d'économie de l'eau. Même maintenant, il est difficile pour les Israéliens de s'habituer à économiser l'eau en cas de sécheresse. Il n'est pas difficile de deviner à quel point ce serait traumatisant de limiter leur consommation d'eau au nom de l'égalité. Aujourd'hui la consommation moyenne d'un Israélien est de 400 litres, celle d'un Palestinien est de 10 fois moins.

## IMPACT SUR LA VIE SOCIALE

Comme les 30 dernières années l'ont montré, les colonies de peuplements prospèrent grâce aux conditions de vie supérieures pour certaines à celles du reste du pays. Elles offrent aux gens ordinaires ce que leur salaire ne pourrait pas leur permettre dans l'Israël souverain, à l'intérieur des frontières du 4 juin 1967 : des terrains bon marché, de grandes maisons, des avantages, des subventions, de grands espaces, une vue, un réseau routier supérieur

et un enseignement de qualité. Même pour les juifs israéliens qui ne s'y sont pas installés, les colonies apparaissent de plus en plus comme la solution pour s'élever socialement et économiquement.

Si jamais une paix durable s'installait, cela aurait automatiquement comme conséquence d'atténuer, voire de supprimer complètement le prétexte de sécurité qui permet la discrimination à l'encontre des Israéliens palestiniens - dans la répartition des terres, les ressources de développement, l'enseignement, la santé, l'emploi et les droits civils (tels que le mariage et la citoyenneté). Les gens qui ont l'habitude d'être privilégiés dans le cadre d'un système basé sur la discrimination ethnique verraient sa suppression comme une menace à leur bien-être.

Au final, pour l'état d'Israël, la paix risquerait de coûter plus cher que la guerre. Cet entre deux ni paix ni guerre a tout intérêt à durer quelque soit les pouvoirs en place. Cette occupation dure depuis 42 ans. Au-delà de quelques déclarations et de quelques mouvements de protestations hélas de plus en plus éparses, la réalité de l'occupation est maintenant sur le point d'être banalisée tant au niveau de la population israélienne que de l'opinion publique mondiale. Il n'est qu'à voir la reculade d'Obama sur la question des colonies dans ses discussions avec Nétanyahou. Celui-ci bénéficie d'un réel soutien dans son électorat. Le mouvement de la résistance palestinienne n'a pas encore pu construire le rapport de force permettant d'inverser la tendance. Il lui faudra encore beaucoup de temps et beaucoup de soutien international pour se réapproprier ce dont il a été spolié

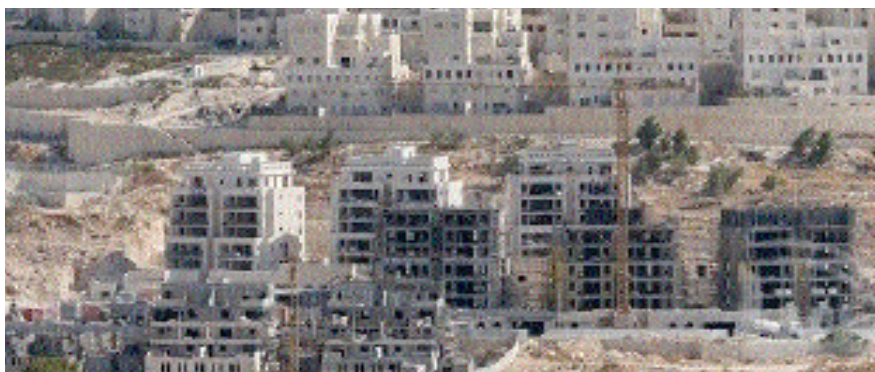
Patrick, OCL Caen  
Novembre 2009

Sources :  
Wikipédia  
Courier International Février 2008.  
Bénito Perez  
Ha'aretz Février 2005 mai 2009  
Amira Haas  
Debby Lerman : militante de la Coalition of Women for Peace  
Le Monde Diplomatique  
Correspondant en Israël

<sup>1</sup> La résolution 242 est sans doute celle qui a fait couler le plus d'encre. Ceci provient de l'ambiguïté née d'une subtile différence entre les textes anglais et français (tous deux officiels) qui parlent de retrait « des » territoires occupés en français et « from territories occupied » en anglais. Les gouvernements israéliens veulent seulement prendre en compte cette dernière version parce que dans une acception limitative elle leur permettrait éventuellement de conserver certains territoires occupés. Ceci ne tient cependant pas compte du second considérant, affirmant l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la force.

<sup>2</sup> Kav la'oved c'est une ONG qui intervient dans le cadre de la protection du droit des travailleurs et d'information sur leur droits. Cette ONG a été fondée originellement pour protéger les droits des travailleurs palestiniens en Israël et puis peu à peu a commencé à s'occuper de tous les types des violations des droits du travail pour l'ensemble des travailleurs étrangers, pas seulement palestinien en Israël. Aujourd'hui cette ONG s'occupe aussi de la lutte contre les abus des agences de main d'œuvre.

<sup>3</sup> Service général de la Sûreté (Shabak) Le service général de la Sûreté est un organisme qui fait partie des services de renseignement d'Israël. Il a essentiellement pour rôle d'éviter tout acte dirigé contre l'Etat et contre ses ressortissants. Il est connu sous son acronyme, en hébreu le «Shine Beit Klali» (SBK ou Shabak), jadis le «Shin Beit». Il relève directement du Chef du gouvernement.



Colonie juive de Har Homa à proximité de Bethlehem en Palestine occupée

# 1918, les conseils ouvriers en Bavière

*La « République des conseils de Bavière » n'a duré que trois semaines, et sa zone d'influence effective n'a pas dépassé la région comprise entre Munich, Augsburg et Rosenheim. Mais l'existence des conseils munichoïses s'étend sur une durée de six mois, de novembre 1918 au 1er mai 1919. Aucun ouvrage d'ensemble n'a été consacré à leur histoire, qui fait encore partie du « refoulé » allemand. Les historiens de la « Révolution allemande » n'évoquent que très accessoirement la tentative bavaroise, où les spartakistes ne jouent qu'au tout dernier moment un rôle prédominant. Deux facteurs particuliers caractérisent la situation en Bavière : une population rurale plus importante que dans le reste de l'Empire (51 %, contre une moyenne générale de 34 %, selon les statistiques de 1907) ; un séparatisme commun à toute la population, le militarisme prussien étant considéré à la fois comme le principal responsable de la guerre et comme l'incarnation parfaite d'un centralisme autoritaire et envahissant. Le séparatisme bavarois s'est cependant révélé une arme à double tranchant : la bourgeoisie ne tardera pas à l'utiliser contre les « étrangers » (juifs, de surcroît) qui sont venus semer la pagaille en Bavière.*

## LES CONSEILS MUNICHOIS

**L**a « République des conseils de Bavière » n'a duré que trois semaines, et sa zone d'influence effective n'a pas dépassé la région comprise entre Munich, Augsburg et Rosenheim. Mais l'existence des conseils munichoïses s'étend sur une durée de six mois, de novembre 1918 au 1er mai 1919. Aucun ouvrage d'ensemble n'a été consacré à leur histoire, qui fait encore partie du « refoulé » allemand. Les historiens de la « Révolution allemande » n'évoquent que très accessoirement la tentative bavaroise, où les spartakistes ne jouent qu'au tout dernier moment un rôle prédominant.

Deux facteurs particuliers caractérisent la situation en Bavière : une population rurale plus importante que dans le reste de l'Empire (51 %, contre une moyenne générale de 34 %, selon les statistiques de 1907) ; un séparatisme commun à toute la population, le militarisme prussien étant considéré à la fois comme le principal responsable de la guerre et comme l'incarnation parfaite d'un centralisme autoritaire et envahissant. Le séparatisme bavarois s'est cependant révélé une arme à double tranchant : la bourgeoisie ne tardera pas à l'utiliser contre les « étrangers » (juifs, de surcroît) qui sont venus semer la pagaille en Bavière.

## LE DOUBLE POUVOIR

Dans la nuit du 7 au 8 novembre 1918, après une manifestation de masse organi-

sée dans l'après-midi par le Parti social-démocrate indépendant (USPD), la République est proclamée. Un conseil provisoire des ouvriers, des soldats et des paysans est constitué. Le roi, Louis III de Bavière, apprenant qu'aucun régiment ne tirera sur les rebelles, a quitté Munich.

Le président du conseil provisoire, Kurt Eisner, est un journaliste et écrivain originaire de Berlin, animateur du Parti social-démocrate indépendant de Bavière. En février 1918, il a été condamné à la prison comme principal instigateur de la grève de la métallurgie (fin janvier). L'espoir d'Eisner, c'est qu'une Bavière démocratique subira moins durement les exigences de l'Entente victorieuse.

Eisner forme un nouveau gouvernement comprenant quatre sociaux-démocrates « majoritaires » (SPD), deux indépendants, un non-affilié. Il annonce en même temps la convocation d'une Assemblée constituante. Fonctionnaires et employés, à la demande du nouveau gouvernement, se mettent à sa disposition. D'emblée, Eisner proclame le respect de la propriété privée et refuse toute socialisation. Il se montre préoccupé surtout des rôles respectifs de l'Assemblée qu'il veut susciter et des Conseils, dans lesquels il voit essentiellement un organe de contrôle et une école de démocratie active. La ligne de partage se fera bientôt entre partisans du parlementarisme et partisans des conseils, le refus de l'Assemblée devenant un des principaux mots d'ordre des éléments les plus radicaux. En fait, il n'y aura jamais coexistence réelle des deux pouvoirs.

L'alternative, Conseils ou Parlement, se

pose d'ailleurs dans tout l'Empire. Le premier congrès des conseils d'ouvriers et de soldats (du 16 au 21 décembre 1918 à Berlin), à forte majorité SPD, se prononce pour une Assemblée nationale. En Bavière, Eisner cherche à mettre sur pied une formule de synthèse, « Conseils et Parlement ». Il juge qu'il n'a pas derrière lui des forces populaires suffisantes pour imposer les conseils, et il sait en même temps qu'un régime strictement parlementaire l'éliminerait du pouvoir. Les élections sont fixées au 12 janvier 1919 (l'Assemblée nationale de Weimar doit être élue le 19). Le parti d'Eisner ne recueille que 3 mandats sur 156 (le SPD et la Ligue paysanne : 68 ; le Parti démocrate : 27 ; le Parti populaire bavarois, le plus réactionnaire : 38). Les communistes (un groupe spartakiste s'est formé le 6 décembre) se prononcent pour le boycottage des élections, de même que le Conseil ouvrier révolutionnaire, dont un des animateurs est l'anarchiste Erich Muhsam. Le 10 janvier, Eisner fait d'ailleurs arrêter douze membres du Parti communiste et du Conseil révolutionnaire, dont Max Levien et Muhsam. Une manifestation spontanée les fait libérer.

Dès que les résultats des élections sont connus, le SPD et les partis de droite demandent à Eisner de se retirer.

Le 16 février, une nouvelle manifestation de masse, préparée sur l'initiative du Conseil ouvrier révolutionnaire, exige tout le pouvoir pour les conseils. Le 21, Eisner se rend à la première réunion du Landtag (le Parlement de Bavière) pour présenter sa démission de président du ministère. Il est assassiné à coups de revolver dans la rue par un jeune aristocrate. Le lendemain, l'état de siège est décrété à Munich ; les journaux sont occupés et suspendus pendant dix jours. La situation devient de plus en plus confuse au niveau des institutions qui sont censées exercer le pouvoir. Le Landtag se disperse. Un Conseil révolutionnaire central se constitue : il est composé de représentants des conseils et du Conseil ouvrier révolutionnaire, d'un représentant des syndicats et d'un représentant du SPD. Le congrès des Conseils bavarois continue de fonctionner parallèlement à ce Conseil central ; il élit le 5 mars un nouveau gouvernement qui n'aura pas l'occasion de se manifester. De plus, à la suite d'un accord intervenu entre sociaux-démocrates majoritaires et indépendants, le congrès décide de remettre ses pouvoirs au Landtag, qui doit se réunir à nouveau le 17 mars. Cette réunion peut avoir lieu, et le Landtag met en place un ministère présidé par le social-démocrate Hoffmann, dont la tâche

essentielle sera par la suite la liquidation et la répression de la République des conseils.

En fait, pendant quarante-cinq jours, aucun pouvoir n'arrive à se faire reconnaître ni à se donner les moyens d'agir. C'est le Conseil central qui s'oppose le plus résolument au gouvernement Hoffmann, dénoncé dès sa formation comme un instrument de la réaction. Les communistes, représentés au Conseil central, restent dans l'expectative et s'opposent à ceux qui réclament la proclamation d'une République des conseils (Max Levien, pourtant, s'était prononcé en ce sens après l'assassinat d'Eisner). Les liens des communistes munichoïses avec les instances centrales à Berlin semblent avoir été lâches. Leurs principaux représentants sont Max Levien et Eugen Leviné, deux émigrés russes, anciens socialistes révolutionnaires qui ont quitté leur pays après la révolution de 1905. Leviné, un des fondateurs du KPD, est venu de Berlin à Munich début mars pour réorganiser la rédaction du Drapeau rouge et le parti. C'est sous son influence que les communistes munichoïses renoncèrent à réclamer comme premier objectif l'instauration d'une République des conseils.

L'armée reste la force la plus stable. Le 1er mars, une « résolution des délégués des casernes munichoïses » a assuré le commandant militaire de la ville de la confiance des différents corps de troupe. Le SPD fait bloc avec l'autorité militaire (qui proclame son attachement au « vrai socialisme ») en attendant qu'une solution parlementaire redevienne possible. La seule opposition organisée contre les conseils est menée par la Société Thulé, groupement d'extrême droite où militent de futurs chefs de file nazis.

### LES « RÉPUBLIQUES DES CONSEILS »

La stagnation devient de plus en plus manifeste. Depuis les élections, plus aucun passage « légal » au socialisme n'est envisageable ; la République déçoit le prolétariat munichoïse, qui commence à exiger qu'à la révolution politique suive la révolution sociale. L'idée d'une République des conseils se répand. Dans les premiers jours d'avril, les conseils empêchent le Landtag de se réunir. Le 5, les différentes assemblées prennent des résolutions en faveur de la République des conseils.

Elle est proclamée dans la nuit du 6 au 7 par le Conseil central, avec l'accord du SPD, des indépendants, des syndicats et de la Ligue paysanne. Les atermoiements du SPD ont sérieusement entamé sa base ouvrière ; il ne prend pas le risque de se prononcer contre la République des conseils, mais ne fera rien pour la soutenir. La décision, proposée au Conseil central par l'anarchiste Gustav Landauer, est donc adoptée à l'unanimité. Une proclamation au peuple de Bavière, signée par le Conseil central révolutionnaire et le Conseil révolutionnaire

des soldats, annonce que la dictature du prolétariat est entrée dans les faits, et, comme décisions immédiates, la dissolution du Landtag et de la bureaucratie, la socialisation de la presse, la formation d'une armée rouge. « La République des conseils de Bavière suit l'exemple des peuples russes et hongrois. »

Les communistes, invités à cette réunion, n'y participent pas. Leviné fait une apparition au milieu des débats, pour déclarer que le KPD refuse de s'associer à toute initiative à laquelle participerait le SPD, compromis par sa politique de guerre ; que le prolétariat n'est pas mûr pour une République des conseils, qui de toute façon ne pourrait pas tenir sans l'appui de l'Allemagne du Nord.

D'autres villes de Bavière proclament la République des conseils. A Munich, les pleins pouvoirs sont conférés à des « délégués du peuple ». Parmi d'autres, Landauer est chargé de l'éducation ; Sivio Cesell (théoricien de l'« économie libre » et de la « monnaie libre ») des finances. Un certain Dr Lipp, chargé des affaires étrangères, devra vite être suspendu pour troubles mentaux. Mais ces « délégués » ne disposent d'aucun moyen d'action, sinon de leur éloquence dans les réunions qui se succèdent. Pour l'opinion publique, trois hommes représentent la République des conseils : Landauer, orateur entraînant, qui a une certaine influence auprès du prolétariat politisé ; Muhsam, connu comme poète et comme agitateur et le poète Ernst Toller (affilié à l'USPD), nommé président du Conseil central. Pour la bourgeoisie et pour une partie de la population bavaroise, ils incarnent la « bohème littéraire juive ».

### ERNST TOLLER

Ce sont des hommes qui comptent moins sur leurs « pleins pouvoirs » que sur l'initiative créatrice et l'action autonome des masses. La suppression de l'ancien pouvoir doit laisser le champ libre à la reconstruction sociale. Mais l'annonce de la libération ne suffit pas à déclencher le processus qu'ils attendent. De toute façon, leur temps est mesuré.

Dès le 13 avril, sur l'incitation du gouvernement Hoffmann, réfugié à Bamberg, les « troupes de sécurité républicaines » tentent un putsch contre les conseils. Certains membres du Conseil central, dont Muhsam, sont arrêtés. L'armée rouge résiste, soutenue par les ouvriers acquis aux conseils. Le putsch est vaincu, mais il y a déjà des victimes : 20 morts, plus de 100 blessés.

Les communistes, qui ont jusque-là concrétisé leur opposition à la « pseudo-République des conseils » (Scheinräterepublik) en regroupant dans un nouveau Conseil central des « hommes de confiance » révolutionnaires élus dans les entreprises et les casernes, affirment à présent que la classe ouvrière a montré sa maturité en s'opposant au putsch, et déclarent à leur tour la République des conseils. Ils ne se font sans doute guère d'illusions. Au moins

veulent-ils saisir une chance de galvaniser les forces révolutionnaires dans le reste de l'Allemagne, et laisser un exemple qui puisse stimuler les luttes dans l'avenir. C'est une illustration de ce que les Prudhommeaux appellent la « tragédie spartakiste ».

Le pouvoir, désormais, est représenté par le Conseil des « hommes de confiance » auxquels participent des indépendants et des sociaux-démocrates ralliés au programme communiste. Il forme un comité d'action avec un exécutif de quatre hommes : Levien, Leviné, Toller et un troisième russe, Axelrod. Une série de décisions est prise pour radicaliser la situation : grève générale (elle durera jusqu'au 22), confiscation du ravitaillement et des armes, socialisation du logement, arrestation d'otages. La situation devient de plus en plus difficile. Les vivres et le charbon manquent, les paysans s'opposent aux commandos de réquisition. Le manque d'informations aussi commence à ce faire sentir (les journaux ne paraissent plus). Les rumeurs les plus insensées circulent en Allemagne sur la terreur à Munich. L'antisémitisme, cette fois-ci, s'en prend aux « juifs russes ». Des corps francs se rassemblent dans le Nord et en Haute-Bavière à partir du 20 avril, les troupes gouvernementales se mettent en marche vers Munich.

Au sein du comité d'action, les tensions se font de plus en plus vives. Le 27, l'assemblée des conseils d'entreprise rejette la politique des communistes et élit un nouveau comité d'action, où se retrouve Toller (qui avait été promu commandant de l'Armée rouge pour le secteur nord de Munich). Les communistes se retirent du Conseil, et demandent aux travailleurs de ne pas suivre le nouveau comité d'action. Egelhofer, un marin de Kiel, est à la tête de l'Armée rouge. Le 30 avril, il fait fusiller 10 otages, dont 6 en fait sont des membres de la Société Thulé qui ont pratiqué la réquisition pour leur propre compte... avec des tampons de l'Armée rouge.

Le 1er mai, les troupes gouvernementales et les corps francs entrent dans la ville. Les combats durent plusieurs jours. Il y aura 600 morts. La répression dépasse en sauvagerie celle qui a sévi ailleurs dans la même période. Landauer est frappé à mort, Egelhofer fusillé sans jugement, Leviné est condamné à mort et fusillé. Toller (sauvé par un mouvement de protestation international) s'en tire avec cinq ans de forte-resse. Levien parvient à s'enfuir, mais disparaît en 1937 dans les purges staliennes. Plus de 4 000 peines sont prononcées. En septembre 1919 encore tombent des condamnations à mort.

René Furth